

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°430**

**JANVIER 2021**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **TURQUIE : BILAN 2020 DÉSASTREUX ; LE POUVOIR TENTE MAINTENANT DE CONTRÔLER LES UNIVERSITÉS**
- **IRAN : CAMPAGNE MASSIVE D'ARRESTATIONS ANTI-KURDES, PLUS DE CENT PERSONNES INCARCÉRÉES**
- **ROJAVA : REGAIN DE TENSION AVEC LE RÉGIME DE DAMAS, AFFRONTEMENTS À QAMISHLO**
- **IRAK : L'ADOPTION DU BUDGET 2021 SE FAIT ATTENDRE, LES ATTAQUES DJIHADISTES ET TURQUES SE POURSUIVENT**

---

**TURQUIE :  
BILAN 2020 DÉSASTREUX ;  
LE POUVOIR TENTE MAINTENANT DE CONTRÔLER LES UNIVERSITÉS**

**A**vec la nouvelle année, organes de presse, agences internationales et organisations de la société civile turque ont tiré leur bilan 2020 pour la Turquie. Quoique différentes, toutes ces évaluations se rejoignent sur un point: 2020 a été une année noire à tous points de vue. Concernant la pandémie de COVID-19, le pays se retrouve classé 97<sup>e</sup> sur 100 dans le monde

pour la transparence de sa gestion (*Duvar*). Les décomptes officiels de contamination d'Ankara ont été complètement discrédités quand il a été révélé qu'ils ne tenaient pas compte des cas asymptomatiques... Le doute était apparu juste avant, quand la municipalité CHP (opposition kémaliste) d'Istanbul a commencé à publier pour la ville des chiffres supérieurs à ceux du ministère de la Santé pour tout le

pays ! «La gestion personnelle de la pandémie [par le Président] a placé le pays à peine au-dessus de la Corée du Nord», n'a pu s'empêcher d'ironiser le député CHP Çetin Osman Budak...

Pour l'économie, la transparence n'est pas davantage au rendez-vous: fin décembre, l'institut statistique *TürkStat* avait annoncé pour 2020 un taux moyen annuel d'inflation de 14,6%, les services

---

atteignant cependant 28,12% et le groupe nourriture-boissons non alcooliques 21,12%. Mais les chiffres du Groupe de recherche sur l'inflation ENAG, publiés ensuite, là encore jettent le doute: selon les universitaires qui l'ont créé, l'inflation moyenne pour 2020 se monte en réalité à 36,72%, avec une inflation mensuelle de 4,08% (*Bianet*). De même pour le chômage, les économistes prévoient des chiffres réels deux fois plus élevés que les chiffres officiels. Les Turcs ont perdu 41% de leur pouvoir d'achat ces dernières années (*Le Monde*).

Quant aux droits de l'homme, il y a tant de rapports sur leur situation en Turquie pour 2020 qu'il est impossible de les citer tous. Nous ne mentionnerons que celui de l'association de journalistes *Dicle Firat* (DFG), rendu public lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'association à Diyarbakir le 4 janvier (<https://bianet.org/english/human-rights/237467-21-prisoners-live-in-a-ward-for-7>): 79 journalistes arrêtés, 24 emprisonnés, et 19 agressés. La Coprésidente de DFG, Dicle Müftüoğlu, a appelé à considérer à part le cas des journalistes kurdes: «En Turquie, la presse kurde est confrontée à de graves entraves qui vont en s'intensifiant». Elle a cité comme exemple la situation des quatre journalistes de l'agence *Mezopotamia* arrêtés le 10 octobre dernier pour avoir «dénigré l'État» après avoir rendu compte du cas des deux villageois de Van jetés d'un hélicoptère par des militaires (*Rojinfo*). La Turquie est demeurée en 2020 le premier geôlier de journalistes au monde, avec un tiers du total mondial. Les agressions sexuelles et assassinats de femmes (et parfois de femmes kurdes par des militaires) mériteraient également un rapport distinct...

La situation dans les prisons turques est depuis longtemps dans ce pays une mesure de la violence de la répression politique, et 2020 n'a pas failli à la règle. Le 13 janvier, la branche d'Ankara de l'Association des droits de l'homme *IHD* a publié son rapport concernant les violations des droits dans 18 prisons d'Anatolie centrale au cours des trois derniers mois de l'année: au moins 24 prisonniers y ont subi torture ou/et mauvais traitements, et 9 autres ont perdu la vie, dont 4 à cause du coronavirus et 2 se seraient suicidés... (*Bianet*)

Par ailleurs, le bilan 2020 de la répression est particulièrement lourd pour le parti d'opposition de gauche et «pro-kurde» HDP, avec 16.000 de ses membres arrêtés ou incarcérés, et sur 65 candidats élus en 2019 à des municipalités du Kurdistan de Turquie, seuls 5 encore en poste fin décembre. Parmi ces 5 «survivants», Adalet Fidan, la co-maire de Silopi, déclarait au *Guardian* s'attendre à être arrêtée chaque matin...

Dans ce contexte, la société MAK a publié le 28 les résultats d'un sondage effectué entre les 14 et 26 janvier auprès de 2.850 personnes dans 51 provinces turques, et ils doivent alarmer l'AKP et son allié ultranationaliste MHP, qui se partagent actuellement le pouvoir: si des élections générales se tenaient maintenant, AKP et MHP n'obtiendraient que 44,1% des votes, ce qui ne permettrait pas d'élire le président... Le même sondage montre que ni le MHP ni le HDP n'obtiendraient les 10% de voix nécessaires à être présents au Parlement (*Bianet*). Ainsi, l'année 2021 apparaît, pour reprendre les termes du journal *Le Monde*, comme «l'année de tous les dangers pour Erdoğan»: le président turc se trouve en

effet «dans une impasse, confronté en interne à son déclin politique», alors que les aventures militaires extérieures qu'il a lancées, justement pour enrayer ce déclin intérieur, l'ont «isolé sur l'arène internationale».

À l'extérieur en effet, les vents sont de plus en plus défavorables. Même le secrétaire d'État sortant de l'administration Trump, Mike Pompeo, a le 3 décembre durant la réunion ministérielle de l'OTAN, dénoncé à la surprise générale la politique turque «du fait accompli», enjoignant à M. Erdogan de «revenir à un comportement d'allié», alors que le Congrès américain infligeait à la Turquie des sanctions pour son achat du système russe de missiles antiaériens S-400. Et le 20 janvier, Antony Blinken, qui succède à Pompeo dans l'administration Biden, a fait devant la Commission des relations étrangères du Sénat américain des déclarations qui ne peuvent qu'inquiéter au plus haut point le régime turc: qualifiant la Turquie de «partenaire soi-disant stratégique» qui se trouve de manière «inacceptable» sur la ligne russe, il a ajouté: «La Turquie est un allié qui, à bien des égards, n'agit pas comme un allié devrait le faire [...] Je pense que nous devons examiner l'impact des sanctions existantes et décider si nous devons faire davantage»... (*Bianet*) Autre nomination qui présage mal pour Ankara des relations avec Washington, celle de Brett McGurk comme coordinateur du Conseil national de sécurité pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Anciennement envoyé spécial présidentiel auprès de la coalition internationale anti-Daech, McGurk était à ce titre chargé des relations avec les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes des YPG. Après la décision soudaine

du président Donald Trump de retirer les soldats américains de Syrie en abandonnant ses alliés kurdes, il avait présenté sa démission. Et lorsque les États-Unis avaient éliminé le leader de Daech dans la province d'Idlib, il avait souligné dans le *Washington Post* que Baghdadi se cachait... près d'une importante implantation militaire turque, ajoutant qu'Ankara devait aux États-Unis «quelques explications»... (CNN)

Du côté de l'Union européenne, les relations sont tout aussi tendues, malgré la volonté affichée le 9 janvier par le président et différents officiels turcs d'ouvrir «une nouvelle page dans les relations». Le 22 décembre, la Cour européenne des Droits de l'homme (CEDH) avait réitéré sa demande d'une libération immédiate de Selahattin Demirtaş. Le 21 janvier, le Parlement européen a repris cette exigence dans une résolution adoptée par 590 voix contre 16 et 75 abstentions. Les députés ont exprimé leur «préoccupation» devant «le recul persistant [...] de l'indépendance du pouvoir judiciaire et [son mépris...] à l'égard des arrêts de la CEDH», ajoutant que respecter ces arrêts serait un début pour démontrer la sincérité des déclarations du 9 janvier (*Parlement européen*). Mais, note le même jour *l'Humanité*, la Turquie dispose toujours du moyen de pression des quatre millions de réfugiés syriens qu'elle retient sur son sol, et il n'est pas question pour l'OTAN de laisser l'allié turc se rapprocher de la Russie... Le quotidien conclut ainsi: «Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, peut bien dire que «personne n'a l'intention de passer l'éponge», c'est pourtant bien ce qui semble se passer»...

Mais le pouvoir turc poursuit sa politique constante: étendre son

contrôle à de plus en plus de secteurs de la société. La dernière attaque en date était contre l'ordre des avocats, avec la création de barreaux concurrents pro-AKP. Le 1<sup>er</sup> janvier, c'est le milieu universitaire qui a été visé, avec la désignation par décret présidentiel de Melih Bulu, un membre de l'AKP, comme recteur de la prestigieuse Université de Boğaziçi, à Istanbul. Fondée en 1863, Boğaziçi est la première université américaine établie hors du territoire des États-Unis. La nomination pure et simple d'un cadre politique sans qualités académiques particulières à un poste jusqu'à présent au moins en partie électif a immédiatement provoqué de nombreuses protestations, à commencer par celles des étudiants, qui ont refusé un «*kayyum rektor*» – un «recteur administrateur», en référence aux administrateurs nommés de manière antidémocratique pour remplacer les maires élus dans les provinces kurdes... Quelques heures à peine après la nomination de Bulu, plusieurs exemples de ses écrits, où des paragraphes entiers plagient «mot pour mot» les travaux d'autres universitaires, sont apparus sur les médias sociaux.

Ceci renvoie aux dénonciations par plusieurs experts et universitaires de la dégradation de la qualité de l'enseignement supérieur turc advenue durant le mandat d'Erdoğan, avec la progression parmi étudiants et universitaires du plagiat et d'autres pratiques contraires à l'éthique. Depuis 2019, de nombreux établissements turcs ont d'ailleurs disparu des classements internationaux... Est aussi dénoncée la grave érosion des libertés académiques depuis 2016: plus de 6.000 universitaires licenciés, sans compter ceux illégalement privés de voyages à l'étranger – un droit pourtant garanti par la

constitution. La situation a conduit l'Union européenne à supprimer plusieurs centaines de millions d'euros d'aides et de programmes de soutien à l'enseignement supérieur turc (*Duvar*), une baisse de moyens qui a engagé un inquiétant cercle vicieux...

Par ailleurs, la répression ordinaire s'est poursuivie dans le pays. À Diyarbakir, l'administrateur nommé en remplacement du maire, Münir Karaloğlu, a licencié 84 employés municipaux. À Bursa, le bureau du HDP a été incendié (*WKI*). Tandis qu'un tribunal d'Ankara refusait de considérer l'arrêt de la CEDH soumis par les avocats de Demirtaş (prétexte : elle n'avait pas été émise en turc !), les arrestations de Kurdes et de membres du HDP ont continué, et le bureau du procureur d'Ankara a émis des réquisitions contre 108 personnalités politiques kurdes pour leur participation aux manifestations pour Kobanê d'octobre 2014. Le 8, le tribunal a accepté ce document, rédigé six ans après les faits concernés. Pour des charges parmi lesquelles «atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'État», «meurtre à 37 reprises», «tentative de meurtre à 31 reprises», 38 peines de perpétuité aggravée sont requises pour chaque accusé, dont Selahattin Demirtaş...

Le 6, le ministère de la Défense a signifié au député HDP de Kocaeli Ömer Faruk Gergerlioğlu son refus de répondre à la question parlementaire que celui-ci avait soumise le 4 novembre à propos du rapport des Nations-Unies sur les crimes de guerre commis en Syrie par l'«Armée nationale syrienne» au service de la Turquie. Gergerlioğlu avait notamment demandé au ministre Hulusi Akar si un rapport était en cours

de préparation à propos des crimes commis contre les femmes. La raison invoquée pour l'absence de réponse a été «la présence d'opinions personnelles dans les questions» (*Bianet*). Le 7, le maire de Batman Mehmet Demir a finalement refusé de présenter en kurde sa défense devant le tribunal qui le jugeait après que trois interprètes aient successivement déclaré ne pouvoir traduire ses paroles qu'ils ne comprenaient pas «parce qu'il parlait en kurde académique» (*Bianet*). Le 8, le journaliste de l'agence *Mésopotamie* Mehmet Aslan, incarcéré le 5 lors d'un raid de police sur son domicile, a été incarcéré pour «terrorisme». Puis le 11 et le 12, la police a procédé à plusieurs arrestations à Mardin et Diyarbakir, et a empêché à Van la tenue d'une conférence de presse du Parti des régions démocratiques (DBP) et du HDP sur «l'unité nationale kurde».

Parallèlement, les prisonniers politiques kurdes ont poursuivi leur grève de la faim par rotations pour protester contre les conditions de détention violant leurs droits et l'isolement d'Abdullah Öcalan à İmralı. Le 14, plusieurs organisations de défense des Droits de l'homme ont tenu une conférence de presse commune à ce propos. L'Association des médecins de Turquie (TTB), la Fondation des droits de l'homme de Turquie (TİHV), l'Association des droits de l'homme (İHD), l'Association des avocats pour la liberté (ÖHD) et l'Association des avocats progressistes (ÇHD) ont ainsi marqué dans les locaux de l'İHD à Ankara le 49<sup>e</sup> jour des grèves de la faim menées dans 107 prisons. Concernant les prisonniers d'İmralı, les organisations ont dénoncé un isolement de longue durée en contradiction

avec les «Règles Mandela» des Nations-Unies, les recommandations du Comité [européen] pour la prévention de la torture (CPT) et la loi turque n° 5275 sur les exécutions pénales (*Bianet*).

À Diyarbakir, l'ancien bâtonnier Mehmet Emin Aktar a été condamné à 75 mois de prison pour «propagande pour une organisation terroriste». À Istanbul, s'est tenue le 20 la première audience du cas du journaliste Cengiz Candar, accusé en son absence d'«apologie du crime et d'un criminel» pour un tweet de 2017 à propos d'une combattante des YPG tuée à Raqqa dans la lutte contre Daech. Membre du MLKP, Ayşe Deniz Karacagil avait été active lors des manifestations du parc Gezi en 2013. Après avoir appris sa mort, Candar l'avait décrite dans son tweet comme «l'ange qui avait le plus beau sourire de Gezi, qui réchauffait nos cœurs». La Cour a émis un mandat d'arrêt contre Candar, exilé en Suède (*Rûdaw*).

Devlet Bahçeli, le président du parti d'extrême-droite MHP, au pouvoir en alliance avec l'AKP, s'est de nouveau tristement distingué au cours du mois en lançant menace sur menace contre le HDP, dont il ne cesse de réclamer la fermeture, contre plusieurs éditorialistes qualifiés de «faux journalistes», ainsi que contre l'ancien Premier ministre AKP et fondateur du «Parti du Futur» Ahmet Davutoğlu. Le leader MHP a lancé ses menaces alors que le vice-président du Parti du Futur, Selçuk Özdağ, et le représentant du journal *Yeniçağ* à Ankara, Orhan Uğuroğlu, venaient d'être agressés le même jour devant leur domicile à Ankara... Dans son attaque verbale contre Davutoğlu, Bahçeli l'a appelé en

kurde «Serok Ahmet», une manière de l'accuser de liens avec le PKK! Le 22, six organisations turques de défense des Droits de l'homme ont condamné dans un communiqué commun les déclarations de Bahçeli. Le 28, celui-ci a nié toute implication du MHP dans les récentes attaques contre des journalistes (*Bianet*).

La semaine du 18 a connu de nouvelles arrestations parmi les membres du HDP, dont le bureau d'Istanbul a été encerclé par la police, qui a arrêté huit personnes ayant tenu une conférence de presse pour protester contre l'isolement d'Öcalan à İmralı. À Diyarbakir, il y a eu au moins 20 arrestations, dont l'ancienne députée HDP Hatice Kocaman et deux dirigeants de l'organisation de jeunesse du parti. Puis, la dernière semaine du mois, six personnes ont été arrêtées à leur domicile à Van dans des raids de police, et deux autres responsables du HDP ont été arrêtés à Istanbul pour avoir accroché des affiches dénonçant l'isolement d'Abdullah Öcalan. Le 29, une réunion publique à Batman a été dispersée par la police qui a incarcéré 30 personnes, dont sept ont été gardées à vue pour des publications sur les réseaux sociaux remontant à 2015.

Les opérations turques à l'extérieur ont fait quelque peu oublier l'existence d'activités militaires à l'intérieur du pays. Mais le 9, un officier de gendarmerie a été tué et deux gendarmes blessés dans un accrochage avec le PKK près de Lice (Diyarbakir). Le 12, le bureau du gouverneur de Bitlis a décrété un couvre-feu de durée illimitée sur 10 villages du district central de la province en raison de la présence de membres de «l'organisation terroriste séparatiste» (*Bianet*).

## IRAN : CAMPAGNE MASSIVE D'ARRESTATIONS ANTI-KURDES, PLUS DE CENT PERSONNES INCARCÉRÉES

**L**e 5 janvier, un premier cas du variant britannique du COVID-19 a été détecté en Iran, une nouvelle qui avait de quoi provoquer la consternation alors que, selon les chiffres officiels juste publiés, le nombre de morts quotidiens dus au virus venait, avec 98, de passer sous la barre des 100, pour la première fois depuis plus de six mois (*Le Figaro*).

Alors que le régime a tout tenté pour minimiser l'épidémie, même selon les chiffres officiels, l'Iran demeure le pays du Moyen-Orient le plus frappé par l'épidémie: au 31 décembre, on comptait 6389 nouveaux cas et 128 décès, pour un total de 55.223 décès depuis le début de l'épidémie. Pourtant, le ministre de la Santé lui-même, Saïd Namaki, a dû admettre que ce bilan était largement sous-estimé. À la même date, l'opposition en exil publiait des chiffres près de quatre fois plus élevés: l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), élaborant son propre décompte en consolidant différentes données publiques provinciales, aboutissait à plus de 195.000 décès dans 478 villes du pays, avec notamment 7.868 au Lorestan, 7.263 en Azerbaïdjan occidental et 4.084 à Kermanschah (*NCRI*). Le 12, la même source annonçait que la barre des 200.000 morts du COVID était dépassée, mettant en cause la politique «criminelle» du régime. Et avec quelque raison, puisqu'au-delà de la dissimulation, quelques jours plus tôt, le Guide suprême Ali Khamenei avait annoncé le 8 l'interdiction d'importation des vaccins Pfizer-BioNTech, Moderna et AstraZeneca-Oxford. Il était allé jusqu'à déclarer à la télévi-

sion que «parfois, ces vaccins sont utilisés pour contaminer les peuples». Le 11, le chef du pouvoir judiciaire, Ebrahim Raïssi, renchérissait en déclarant: «Le peuple iranien ne doit pas être le laboratoire des vaccins américains et britanniques».

Ces déclarations délirantes ont suscité la colère des soignants, qui venaient d'écrire à Raïssi que l'achat de vaccins à l'étranger devait être prioritaire car la production de masse du vaccin iranien, encore en phase de tests, prendrait encore des mois. Un grand nombre d'Iraniens ont aussi exprimé leur mécontentement sur les réseaux sociaux. Il faut dire que le discours des responsables a perdu toute crédibilité: voilà qu'ils annoncent une interdiction après avoir dénoncé pendant des mois l'embargo américain, qui à les en croire, empêchait l'achat de vaccins à l'étranger!

Le 22, l'OMPI comptabilisait plus de 205.000 décès, un nombre qui montait à plus de 206.800 le 26. Au 31, on était à plus de 208.700, à comparer au chiffre officiel de seulement 57.959... Mais entretemps, le 25, l'agence de santé iranienne avait approuvé le vaccin russe *Sputnik-V*. Le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, déclarait le lendemain depuis Moscou que l'Iran espérait commencer les achats mais aussi, suivant la stratégie russe, la fabrication locale du produit «dans un avenir proche». Le 30, l'agence officielle Irna a annoncé que les premières doses de *Sputnik* arriveraient dans le pays d'ici le 4 février, un deuxième et un troisième lot devant être livrés respectivement d'ici les 18 et 28 (*AFP*). Il n'en

reste pas moins que l'incurie et l'irresponsabilité des responsables politiques iraniens resteront dans l'Histoire.

Avec l'arrivée de 2021, ont commencé à être publiés les bilans 2020, et parmi eux celui des assassinats des *kolbars*, les porteurs kurdes transfrontaliers, par les forces de répression du régime. Selon l'initiative *Kolbarnews*, un minimum de 67 *kolbars* ont été tués en 2020 à la frontière irano-turque et 163 autres blessés. Il y a certainement un grand nombre d'autres victimes, mais leur sort n'ayant été ni enregistré par la police, ni signalé dans les médias, ils ne peuvent être comptabilisés plus précisément. Parmi les morts, 53 ont été abattus par les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) et six par les gardes-frontières turcs. Les autres sont décédés dans des accidents ou morts de froid. Concernant les *kolbars* blessés, 130 d'entre eux ont été victimes de bombardements par les forces de sécurité iraniennes ou turques. Cinq *kolbars* ont été torturés après leur capture par les gardes-frontières iraniens (*RojInfo*).

La nouvelle année n'a pas interrompu les assassinats de porteurs. Quatre *kolbars* ont ainsi été blessés seulement la première semaine de janvier, l'un par une chute au Hawraman, deux par des tirs de garde-frontières à Nowsud, et un troisième à Salas-e Babajani. Toujours à Nowsud, deux autres ont été blessés les 12 et 14, et un autre a été tué par les garde-frontières près de Baneh (*WKI*). Le 25, les corps de cinq *kolbars* portés disparus dans le Bradost depuis une semaine ont finalement été retrouvés sous la neige près du village de Kuran,

un lieu par ailleurs tristement célèbre pour le grand nombre de porteurs qui y ont été assassinés par les garde-frontières iraniens comme turcs... Ils avaient été pris dans une avalanche côté turc alors qu'ils auraient transporté des cigarettes (*Rûdaw*). Ce sont les villageois qui ont retrouvé les corps, malgré les tentatives des garde-frontières pour empêcher leurs recherches (*WKI*).

Malgré le danger, de plus en plus de jeunes Kurdes n'ont d'autre choix que devenir *kolbars* en raison de la situation économique dramatique du Kurdistan iranien, en grande partie due à la politique économique discriminatoire du régime qui lui refuse délibérément tout investissement depuis des décennies et en a fait l'une des régions les plus pauvres du pays. La dernière crise économique et l'épidémie n'ont fait qu'aggraver les difficultés des familles. Et puis la répression politique permanente vient se surimposer à ce marasme économique. Des dizaines de milliers de prisonniers politiques se trouvent dans les prisons iraniennes, pour avoir osé défendre la démocratie ou les droits des femmes ou des travailleurs. En 2019, selon le *Kurdish Human Rights Network* (KHRN), au moins 2.000 personnes avaient été arrêtées pour avoir rejoint les groupes armés kurdes ou simplement pour activisme. De même source, au moins 400 personnes ont été arrêtées en 2020. L'organisation *Hengaw* pour les droits de l'homme a pour sa part calculé qu'en 2020 le régime avait incarcéré 437 militants kurdes, dont des mineurs (*WKI*)...

Non seulement la répression anti-kurde ne s'est pas interrompue en 2021, mais elle a été particulièrement intense ce mois-ci, pour atteindre fin janvier plus de 100 arrestations. En début de mois,

deux Kurdes de Piranshahr ont été condamnés à cinq ans de prison pour «coopération avec un parti kurde d'opposition», et un ancien membre du PDKI, Sobhan Ahmadi, a reçu un an à Saqqez. Un syndicaliste a aussi été arrêté à le 2 Kermanshah. Selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK), cinq Kurdes ont aussi été arrêtés à Baneh. On a aussi appris le 5 que le secrétaire de l'Union des écrivains iraniens (IWA), Arash Ganji, avait été condamné le 30 décembre à Téhéran à 11 ans de prison pour «diffusion de propagande anti-gouvernementale»: alors qu'il était emprisonné, il avait traduit de l'anglais en persan le livre collectif sur la révolution kurde en Syrie intitulé *A small key can open a large door: the Rojava revolution*. Selon son avocat, Ganji fera appel (*VOA*).

Le 13, le CSDHI a annoncé une vague d'arrestations dans différentes villes d'Azerbaïdjan occidental. Au moins 15 activistes civils, étudiants et militants écologistes ont été incarcérés entre le 9 et le 11 à Marivan, Karaj, Mahabad et Rabat au cours du week-end, certains arrêtés à leur retour du Kurdistan d'Irak. Selon le KMMK, sept étudiants kurdes de l'université Kharazmi de Téhéran ont également été arrêtés lors d'un raid sur leurs dortoirs, qui ont été saccagés. Au même moment, un activiste kurde de Saqqez a reçu 18 mois de prison pour avoir participé à des manifestations antigouvernementales, et trois autres activistes de Marivan ont entamé leurs peines de 5 ans de prison pour «appartenance à un parti kurde d'opposition» (*WKI*). Le 15, le nombre de personnes arrêtées était monté à 26, incluant des arrestations à Sarvabad, Bokeran et Sanandadj, et on a appris que les arrestations avaient été menées par des agents de l'*Etelaat* (Sécurité) qui

ont agi sans montrer de mandat et ont parfois brutalisé les personnes arrêtées et saccagé leur domicile. Les charges contre les personnes arrêtées n'ont pas été annoncées (*Iran Human Rights Monitor / IHRM*). Le 18, le KHRN a annoncé que trois des femmes kurdes arrêtées la semaine précédente, Asrin Mohammadi, Darya Talabani et Azima Naseri, avaient été transférées dans le centre de détention *al-Mahdi* des *pasdaran* à Ouroumieh (*Rûdaw*). Le 19, le *Washington Kurdish Institute* (*WKI*) annonçait que le nombre d'arrestations au cours des deux semaines précédentes se montait à présent à 35 personnes. Le Centre de coopération des partis kurdes a dénoncé des arrestations de masse visant les Kurdes et motivées par la peur de protestations anti-régime. À Sanandaj, un couple qui avait participé aux manifestations de novembre 2019 a été condamné à deux ans de prison pour «propagande contre l'État» et «trouble à la sécurité nationale». Le 21, on comptait au moins 53 arrestations, la plupart ayant été mis au secret, et sur les médias sociaux, les Kurdes iraniens ont exhorté les organisations de défense des droits de l'homme, comme *Amnesty International*, à enquêter sur ces arrestations massives. Ce nombre était monté à au moins 70 arrestations le 26 janvier, avec l'information qu'un certain nombre de membres de la confession Yarsan (ou Ahl-e Haqq, Fidèles de la Vérité, une religion kurde pré-islamique) de Kermanshah faisaient partie des personnes arrêtées le 23.

Ce n'est que le 23 qu'on a appris que le 11, la jeune poétesse kurde de Baneh, Taraneh Mohammadi, très populaire parmi les jeunes du Kurdistan, avait été enlevée par des agents de la sécurité, après avoir été menacée anonymement par téléphone à plu-



sieurs reprises. Emmenée en voiture hors de la ville un sac sur la tête, elle a été menacée par l'un des agents qui l'a menacée de lui couper la langue si elle continuait à écrire des poèmes. Ces menaces ont débuté après qu'elle a déclaré lors d'un échange en

direct sur *Instagram* se considérer comme appartenant au Kurdistan plutôt qu'à l'Iran (*Kurdistan au Féminin*).

En fin de mois, la campagne d'arrestations avait abouti à plus de 100 arrestations par l'*Etelaat*

et les forces de sécurité, couvrant les villes d'Oshnavieh, Boker, Marivan et Mahabad, où notamment un activiste culturel avait été arrêté. Parmi les personnes détenues figure l'écrivain kurde renommé Mustafa Alikhandaza, arrêté à Boker.

---

## ROJAVA : REGAIN DE TENSION AVEC LE RÉGIME DE DAMAS, AFFRONTLEMENTS À QAMISHLO

**D**ébut janvier, la situation était toujours tendue autour de la ville d'Ain Issa, majoritairement contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), mais convoitée par les factions djihadistes au service de la Turquie. Les incessants accrochages ont provoqué la fuite de milliers d'habitants des villages environnants. Selon les responsables de l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES), dominée par les Kurdes du PYD, les Russes, soutiens indéfectibles de Damas, profitent de la menace turque pour tenter de les forcer à céder au régime la ville et sa région – jusqu'à présent sans succès. «Lorsque nous avons refusé la dernière demande russe de nous retirer d'Ain Issa, la situation s'est aggravée avec la Turquie et ses supplétifs syriens, qui nous attaquent quotidiennement», a déclaré le 5 à *Voice of America* (VOA) un responsable des FDS. Si la ville, située sur l'autoroute stratégique M4 reliant Est et Ouest du Rojava, tombait aux mains des mercenaires pro-turcs, tout le nord de l'AANES, et notamment les villes de Manbij et de Kobanê, seraient aussi mises en danger.

Cependant, après des semaines d'affrontements, la situation a plutôt évolué durant la deuxième semaine de janvier vers une période de calme relatif, après que les FDS ont repoussé plu-

sieurs attaques turques ayant tué cinq civils et sept combattants (*WKI*). La pression s'est déplacée de nouveau vers la station de pompage d'Allouk, près de Serê Kaniyê (Ras al-Ain), contrôlée depuis octobre 2019 par les groupes pro-turcs. Ceux-ci ont de nouveau coupé le 18 l'eau potable à près d'un demi-million d'habitants du Nord-Est syrien, notamment dans la ville d'Hassaké. L'Observatoire syrien des Droits de l'homme (OSDH) comme l'agence gouvernementale syrienne SANA ont rapporté que les milices pro-turques empêchaient depuis le 16 les employés d'accéder à la station (*Kurdistan-24*). Parallèlement, l'armée turque et ses supplétifs ont commencé à bombarder la région de Manbij, tout en concentrant des forces devant Ain Issa, d'où la crainte d'une nouvelle attaque contre la ville... (*WKI*)

Le 22, l'autoroute M4 a de nouveau été bombardée près d'Ain Issa. Plus à l'ouest, au Sud de Kobanê, un civil kurde a été blessé chez lui par un drone turc (*WKI*). Le lendemain, les mercenaires d'Ankara s'en sont également pris à l'enclave de Tall Rifaat, où leurs tirs d'artillerie ont tué une femme et deux enfants, et blessé six autres civils. Cette petite zone au nord d'Alep, toujours contrôlée par les FDS, sert de refuge à environ 170.000 habitants d'Afrin déplacés par l'invasion turque de mars 2018,

mais elle se trouve isolée entre les territoires contrôlés par Damas au Sud et ceux occupés par la Turquie au Nord. Les combattants de Tall Rifaat ont riposté en bombardant au mortier les positions des mercenaires pro-turcs (*Kurdistan-24*).

En fin de mois, de nouveaux tirs ont visé Ain Issa, dans ce que les responsables kurdes soupçonnent de plus en plus d'être une campagne coordonnée entre Damas et Ankara pour en chasser l'AANES... (*WKI*)

Les mêmes groupes pro-turcs poursuivent leurs exactions incessantes à Afrin. Le 27, selon l'OSDH, 16 Kurdes habitant le village de Kakhara ont été enlevés chez eux et torturés par les membres du groupe *al-Amshat*, appartenant à l'Armée syrienne libre, sous le prétexte qu'ils auraient brûlé le véhicule d'un responsable de la sécurité. En fait, selon l'Organisation des Droits de l'homme d'Afrin, l'incendie résulterait de conflits entre factions pro-turques... La plupart des victimes ont été ensuite libérées, mais deux d'entre elles sont dans le coma (*Rûdaw*). Selon la même organisation, depuis début janvier, près de 100 personnes ont été arrêtées, dont des femmes et des enfants. La même semaine, une autre organisation, «Syriens pour la vérité et la justice» (STJ) a publié un bilan 2020 effrayant des exactions de ces groupes à

Afrin, documentant arrestations, détentions et disparitions forcées (<https://stj-sy.org/en/877-arrested-and-forcibly-disappeared-across-afrin-region-in-2020/>): au moins 877 civils ont été arrêtés par ces milices ou les services de renseignement turcs, qui, selon les auteurs «sont également complices de certaines de ces arrestations». Au moment de la publication du rapport, seulement 420 des personnes arrêtées avaient été libérées, le sort des 457 personnes restantes demeurant inconnu; sur 70 femmes et huit enfants arrêtés, seuls 18 femmes et quatre enfants ont été libérés (*Kurdistan-24*).

Est-ce une réponse à la question sur le sort de ces femmes ? Début janvier, la Turquie a été accusée d'avoir transféré des femmes kurdes enlevées à Afrin vers la Libye pour servir d'esclaves sexuelles aux combattants pro-turcs qu'elle y a envoyées. C'est la députée HDP Tulay Hatimogullari qui, après avoir recueilli des témoignages, a donné l'alerte et appelé le Parlement turc à mener une enquête; elle a exigé du ministre des Affaires étrangères Mevlut Çavusoglu qu'il fasse toute la lumière sur le sort de ces femmes. À Washington, la représentante du Conseil démocratique syrien, Sinem Mohamed, a dénoncé le 6 janvier des agissements qui «pas différents de ceux de [Daech]» et appelé États-Unis et Union européenne à participer à une commission d'enquête internationale pour que «les criminels de guerre soient punis» (*RFI*).

Par ailleurs, deux attaques à la voiture piégée ont touché le 2 janvier des zones du Rojava sous occupation turque, l'une près d'un marché de Ras al-Aïn (Serê Kaniyê) a fait selon l'OSDH cinq morts dont deux enfants, l'autre à

Jindires (Afrin), a tué un civil et blessé neuf autres personnes dont deux enfants. Le ministère turc de la Défense a accusé les YPG (*AFF*).

Les djihadistes de Daech, malgré la perte de leur territoire en mars 2019, sont toujours actifs, notamment dans la région de Deir Ezzor, et profitent même du contexte de violence et de désordre pour accroître leurs activités. Selon des sources proches de l'opposition syrienne, ils ont lancé le 30 décembre une importante attaque contre des bus militaires syriens sur l'auto-route Deir Ezzor-Damas, tuant 37 soldats dont huit officiers et faisant de nombreux blessés, certains gravement. Des sources proches du régime ont aussi décrit des attaques contre des cars civils ayant fait 28 morts et 13 blessés (*Al-Monitor*). Le 23 janvier, ce sont deux femmes appartenant à un Conseil local de l'AANES à Deir Ezzor, Hind Latif Al Khadir et Sa'da Faysal Al Hermas, qui ont été enlevées chez elles et retrouvées décapitées quelques heures plus tard. Selon l'OSDH, au moins 234 personnes ont été tuées par des cellules dormantes de Daech dans le nord-est de la Syrie depuis juin 2018 (*Middle-East Eye*). Les FDS ont de leur côté annoncé l'arrestation de cinq membres de Daech.

Par ailleurs, l'AANES lutte toujours pour gérer et sécuriser sans aide internationale suffisante le camp d'Al-Hol, où s'entassent 65.000 personnes de 54 nationalités, dont des dizaines de milliers de femmes affiliées à Daech et leurs enfants. Selon les données locales, au moins 33 personnes ont été tuées dans ce camp en 2020. Le 8, un membre de la sécurité kurde (*Asayish*) est mort quand un combattant présumé de Daech s'est fait exploser dans

le camp. L'incident s'est produit alors que les Asayish réagissaient au meurtre de deux réfugiés irakiens, également dans le camp. Sheikmous Ahmed, responsable du Bureau des personnes déplacées et des réfugiés de l'AANES, a déclaré à *Kurdistan-24* que la communauté internationale devrait faire plus pour sécuriser le camp, ajoutant qu'il faudrait pour y améliorer la sécurité et la situation humanitaire que les réfugiés irakiens et les déplacés syriens retournent dans leurs foyers: «Seules les familles étrangères [de Daech] devraient rester, et l'Union européenne devrait nous soutenir pour assurer la sécurité». L'AANES tire la sonnette d'alarme depuis des mois sur la situation à Al-Hol, et Ahmed a réitéré ces avertissements: «Daech a créé un État islamique à al-Hol», a-t-il déclaré, expliquant que Daech a établi ses propres tribunaux et «ses propres forces à l'intérieur du camp, [qui] tuent des gens. [...] La communauté internationale, l'Irak et la coalition doivent apporter un soutien plus important pour contrôler la situation dans le camp» (*Kurdistan-24*).

Pour tenter de faire baisser la pression à Al-Hol, l'AANES continue à autoriser des familles syriennes à le quitter, une politique initiée en octobre dernier, au début sous garantie de chefs tribaux, mais à présent sur simple enregistrement de leur nom. Seules les personnes n'ayant pas commis de crime sont concernées. La semaine du 11 janvier, 31 familles, soit 99 personnes, ont pu partir (*WKI*). Mais en deux semaines, de nouveaux meurtres ont été commis dans le camp, si bien que le 21, avec douze morts, l'ONU s'est alarmée dans un communiqué: «Ces événements inquiétants indiquent un environnement

sécuritaire de plus en plus intenable à Al-Hol. [...] La «récente hausse des violences» dans le camp «compromet la capacité de l'ONU et des partenaires humanitaires à poursuivre en toute sécurité la fourniture d'une assistance humanitaire essentielle» (AFP).

Enfin, on a assisté ce mois-ci à un regain de tension entre AANES et régime de Damas, particulièrement à Qamishli / Qamishlo, où certains quartiers et bâtiments administratifs au sud de la ville, ainsi que l'aéroport international, sont contrôlés par les forces du régime. Après des affrontements entre miliciens pro-Damas et *Asayish* (Sécurité) kurdes, les deux camps ont conclu un accord de libération de leurs prisonniers respectifs le 13 (WKI). Mais selon les médias locaux, de nouveaux combats ont éclaté le 23 après qu'une milice pro-gouvernementale a ouvert le feu sur un poste de contrôle des *Asayish*. Ceux-ci ont riposté et déployé des renforts dans la zone, a déclaré à VOA une source locale. Les affrontements se sont arrêtés, mais la situation est demeurée tendue. Le 31, une manifestation pro-régime à Hassaké a dégénéré quand les *Asayish* ont ouvert le feu sur les participants et «fait un mort et trois blessés parmi les manifestants» selon l'OSDH, qui a préci-

sé que la personne décédée était un policier du régime. Mais selon les sources kurdes, c'est la milice (pro-régime) de la «Défense nationale» qui a initié les affrontements en attaquant les *Asayish* dans le quartier Marsho d'Hassaké, faisant deux morts et plusieurs blessés, dont des civils.

Selon Ivan Hasib, un journaliste basé à Qamishli, les tensions ont commencé avec des arrestations de responsables des deux camps: «Il y a quelques semaines [a-t-il déclaré à VOA], les *Asayish* ont arrêté un important responsable des services de renseignement du gouvernement syrien et son fils alors qu'ils se rendaient à Qamishli depuis la ville de Hassaké. Les troupes gouvernementales ont réagi en arrêtant plusieurs membres de la sécurité kurde». Les Russes auraient alors joué les médiateurs pour calmer le jeu, mais le renouvellement des affrontements montre que les tensions ont subsisté (VOA). Ensuite, d'autres facteurs, plutôt économiques, semblent être entrés en compte: chacun des deux camps accuse l'autre de prélever des taxes inacceptables sur les transferts de marchandises d'un territoire vers l'autre. C'est ce que font les forces gouvernementales, selon l'OSDH, dans certaines zones de la province d'Alep (AFP).

Inversement, selon l'agence pro-régime SANA, les Kurdes empêchent l'approvisionnement des boulangeries du régime à Hassaké. Par ailleurs, le commandant des FDS, Mazloum Abdi a déclaré que le siège imposé aux forces de sécurité du régime à Hassaké et Qamishli était une réponse à celui imposé depuis plusieurs semaines par le régime à la région de Shahba et aux quartiers kurdes d'Alep comme Cheikh Maqsoud (ANHA).

Ce regain de violence intervient dans un contexte syrien aussi très tendu, avec un raid aérien israélien le 13 contre des implantations iraniennes dans l'est du pays: 18 frappes, ayant fait 57 victimes, dont 14 soldats syriens, qui auraient notamment visé, selon une source anonyme du renseignement américain, des lieux de transit de composants destinés au programme nucléaire iranien (*Le Monde*).

Enfin, Mazloum Abdi a déclaré en fin de mois que les discussions allaient reprendre entre l'AANES et l'opposition du Congrès national kurde (ENKS). Il faut souhaiter qu'elles réussissent mieux que la Commission constitutionnelle syrienne, de nouveau réunie les 26 et 27 sous l'égide des Nations Unies, et qui a continué à piétiner...

## IRAK:

### L'ADOPTION DU BUDGET 2021 SE FAIT ATTENDRE; LES ATTAQUES DJIHADISTES ET TURQUES SE POURSUIVENT

**L**es relations entre le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et le gouvernement fédéral de Bagdad sont toujours marquées par la question du budget de l'année 2021, et donc de la part allouée à la Région. Le 22 décembre, le Vice-premier ministre du GRK Qubad

Talabani avait annoncé un accord entre gouvernements qui, selon lui, ouvrirait la voie au vote par le parlement de Bagdad: «Ce projet de loi budgétaire préserve l'intérêt commun de tout le peuple irakien, y compris celui de la Région du Kurdistan», avait-il précisé. «La part de la Région dans le budget a été clai-

rement précisée», avait-il ajouté, regrettant cependant: «[Elle est] inférieure à ce que nous attendions et méritons» (*Rûdaw*).

L'accord fixe en effet, comme pour 2020, la part du GRK à 12,67% du budget total, et prévoit que celui-ci doit en échange reverser à Bagdad les recettes de

la vente de 250.000 barils de pétrole par jour et 50 % de celles des postes-frontières (*WKI*). Les négociations ont été compliquées par le fait que les deux gouvernements luttent tous deux contre la crise financière due à l'effondrement des cours du pétrole et à l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Pour parvenir à payer à ses fonctionnaires leurs salaires du dernier trimestre 2020, Bagdad a dû emprunter à sa banque centrale, mais Erbil, simple province, ne peut faire de même. Bagdad n'ayant pas fait suivre au Kurdistan 12,67% de son emprunt, Erbil n'a pu payer ses propres fonctionnaires...

Au Kurdistan, le GRK s'est réuni le 7 pour préparer son propre budget. À l'issue de la réunion, le porte-parole du GRK Jutyar Adil a indiqué que la loi budgétaire visait à établir la transparence vis-à-vis du peuple. Le budget est encore en cours de préparation, et le même jour, le vice-ministre de la planification du GRK, Zagros Fatah, a déclaré sur *Rûdaw TV* qu'il dépendrait de la manière dont l'accord avec Bagdad serait mis en œuvre. Celle-ci dépend elle-même du contenu de la loi de budget adoptée par le parlement de Bagdad, alors que plusieurs les partis chiites soutenus par l'Iran ont exprimé leur opposition à l'accord Bagdad-GRK...

Le Parlement a procédé à la première lecture du budget fédéral le 9 janvier. Avant la seconde lecture prévue pour le 11, la députée kurde Viyan Sabri a indiqué que les blocs kurdes se réuniraient dans l'intervalle pour tenter de former un front uni afin de garantir la part d'Erbil (*Bas News*). Parallèlement, la Commission des Finances a annoncé son intention de demander des amendements à la loi de budget (*Shafaq News*). Le

GRK a évidemment suivi les discussions de près, d'autant plus que leur résultat conditionnait l'envoi par Bagdad des fonds nécessaires au paiement de ses propres salaires... Parallèlement, certains députés kurdes ont remis en cause le pourcentage de 12,67%, inférieur selon eux à la proportion de la population de la Région par rapport à l'ensemble du pays, estimée à 5,45 millions (données du ministère irakien de la Planification) sur 40,8 (données ONU), soit plus proche de 13 à 14% (*Rûdaw*). Finalement la deuxième lecture ne s'est terminée que le 16, avant que ne commence l'examen des quelque 150 amendements déposés par les députés... (*WKI*) Tandis que le vote de la loi de budget était finalement annoncé seulement pour la première semaine de février, les délégations du GRK ont poursuivi leurs visites régulières à Bagdad : une est arrivée dans la capitale irakienne le 24, puis une autre a été annoncée pour le 31...

Par ailleurs, un nouveau paramètre est intervenu quand la Commission des finances du parlement a annoncé le 30 une réduction générale du budget en vue de limiter le déficit: avec un pourcentage constant pour le GRK, cela impliquera une diminution de son budget dans les mêmes proportions...

Si les protestations qui avaient marqué le Kurdistan en décembre se sont apaisées ce mois-ci, de nouvelles violences ont à nouveau frappé le reste de l'Irak, notamment à Nassiriyah, où des manifestations ont dérapé. Causées par de nombreuses arrestations et surtout l'assassinat d'un activiste à son domicile, elles ont fait un mort (un policier) et des dizaines de blessés quand les forces de sécurité ont ouvert le feu sur les protestataires (*Kurdistan-24*).

La pandémie de COVID-19 a connu une relative accalmie durant ce mois. Le 12 janvier, on a compté cinq morts pour tout le pays, mais aucun au Kurdistan ni à Bagdad, tandis que le nombre de contaminations quotidiennes baissait drastiquement, avec 810 nouveaux cas le 12, contre 4.000 au plus fort de l'épidémie. Au total, selon le ministère irakien de la Santé, depuis l'apparition du Covid-19 en Irak en février 2020, 603.739 personnes ont été contaminées, dont 12.906 sont mortes et 558.777 ont été guéries. Ces chiffres sont probablement très sous-estimés, les nombreux patients préférant tenter de se soigner chez eux n'étant pas répertoriés. Les autorités irakiennes ont annoncé de prochains achats de vaccins *Pfizer*, sans indiquer de date pour une campagne de vaccination. Rien ne garantit malheureusement que l'accalmie constatée sera durable (*AFP*).

Quant aux djihadistes de Daech, toujours présents, ils continuent à exploiter le vide sécuritaire dans les territoires disputés, mais ont aussi repris les attentats dans les centres urbains, ce qui est très inquiétant. Un responsable du ministère des Peshmergas a indiqué à *Rûdaw* en fin de mois qu'ils avaient lancé quinze attaques dans les territoires disputés durant les trois semaines précédentes et renforcé leur présence avec des recrues de Syrie. Par ailleurs, les attaques contre les centrales électriques de Diyala ont réduit de plus de 60% la quantité d'électricité reçue par les gouvernorats de Diyala, Kirkouk et Ninewa. Le 2, les djihadistes ont lancé à Jawala (Diyala) une attaque contre les militaires irakiens qui a fait un mort et sept blessés. Près de Seid Sadiq (Suleimaniyeh), deux membres des *Asayish* (Sécurité kurde) ont été blessés en retirant un drapeau de Daech piégé, et à Hawija

(Kirkouk), ce sont trois militaires irakiens, dont un officier, qui ont été tués par une bombe artisanale (*WKI*). À Bagdad, un marché de vêtements a été frappé le 21 par un double attentat suicide, revendiqué par Daech, qui a fait 32 morts et 110 blessés civils: un deuxième djihadiste s'est fait exploser au milieu de la foule rassemblée pour aider les victimes de la première explosion. C'est l'attaque la plus meurtrière depuis trois ans dans la capitale irakienne (*Le Monde*). Le 23, onze membres des milices *Hashd al-Shaabi* ont été tués et dix autres blessés dans une embuscade de nuit au nord de Bagdad – non revendiquée, mais largement attribuée à Daech (*AFP*). Enfin, la coalition anti-Daech a éliminé sept djihadistes dans un raid aérien sur les monts Qara Chokh (Kirkouk), demeuré un sanctuaire pour les djihadistes depuis la chute de leur «émirat» (*WKI*).

Autre danger menaçant les civils du Kurdistan, les frappes et opérations turques, qui demeurent incessantes. Au moins trois sites ont été bombardés le 22, blessant deux frères de 10 et 15 ans dans la province de Dohouk. *Rûdaw*, qui a rapporté l'information, a également cité des sources locales indiquant que des centaines de moutons ont également été tués dans les attaques. Deux villages près de la frontière iranienne ont été frappés le même jour. Le ministre turc de la défense Hulusi Akar, de retour de Bagdad où il avait rencontré le Premier ministre irakien, avant de faire escale à Erbil pour rencontrer le Président de la Région du Kurdistan le 18, a de son côté

annoncé la «neutralisation» de quatre membres du PKK à Gara (Dohouk) et de trois autres à Hakurk, près de la frontière irano-irakienne. Parallèlement, le président turc a réitéré ses menaces d'invasion de la ville yézidie de Shingal (Sinjar), sous le prétexte d'opérations conjointes anti-PKK avec les forces irakiennes et/ou du GRK. Mais malgré les déclarations régulières de «neutralisation», les opérations militaires turques au Kurdistan ont surtout fait des dizaines de victimes civiles et des milliers de déplacés...

À Kirkouk, les membres des milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi* ont choisi un quartier kurde pour organiser un rassemblement anti-américain commémorant le commandant iranien de la force *Al-Qods* Qassem Soleimani et le responsable irakien des *Hashd* Abu Mahdi al-Muhandis, éliminés en même temps par une frappe de drone américain en janvier 2020 à Bagdad. Il s'agissait aussi de protester contre les sanctions américaines imposées le 8 contre le nouveau responsable des *Hashd* Faleh al Fayyad. Comme on peut le penser, les habitants kurdes du quartier n'étaient guère heureux de ce choix... À noter que, selon des informations du renseignement français dévoilées en fin de mois, en raison des tirs de roquettes persistants contre leurs bases militaires en Irak, les États-Unis envisagent de plus en plus sérieusement de déplacer une grande partie de leurs forces au Kurdistan.

Enfin, terminons cette chronique

sur un projet porteur d'espoir pour l'environnement du Kurdistan d'Irak, victime de longue date des conflits qui s'y sont succédés depuis des décennies: une jeune Kurde de Rawandouz, Delband Rawandouzi, randonneuse de 26 ans, a lancé un projet pour planter un million de chênes dans la Région du Kurdistan. À l'automne 2020, déjà 2.000 jeunes arbres provenant des glands rapportés par des volontaires puis plantés dans ses deux serres construites avec l'aide d'une université privée d'Erbil ont été repiqués sur les pentes des montagnes kurdes. 80.000 autres devraient les rejoindre à l'automne prochain. Kurdes d'Irak, de la diaspora et même expatriés étrangers participent par des dons.

Interrogé par l'AFP à propos de ce projet, l'ancien responsable de l'Autorité de sensibilisation environnementale du Kurdistan, Ahmed Mohammed, a déclaré que la Région du Kurdistan devrait aussi revoir sa politique climatique, notamment en développant les transports en commun pour réduire l'usage des deux millions de voitures – pour cinq millions d'habitants – que compte la Région. Et il faut par-dessus tout éduquer la population: «Les gens d'ici adorent les sorties en plein air, chaque week-end, ils vont pique-niquer et ont tous une maison à la montagne et, pourtant, la plupart ne réalisent pas l'importance de la nature et des catastrophes climatiques à venir», regrette-t-il (*AFP*).

## Disparition d'Aziz Tamoyan (83 ans) le leader de la communauté Yézidie d'Arménie

Said Avdalyan le président de l'association des jeunes Yézidis d'Arménie a annoncé la disparition d'Aziz Tamoyan à l'âge de 83 ans, du leader emblématique de la communauté Yézidie d'Arménie. Les Yézidis considérés à tort comme Kurdes, sont la première minorité nationale d'Arménie avec près de 40 000 membres. « Aziz Tamoyan, le président de l'union

nationale des Yézidis, le leader de la communauté Yézidie. Il a voué toute sa vie à la défense de l'identité Yézidie, et du renforcement des relations arméno-yézidies » a écrit Said Avdalyan. Citoyens arméniens à part entière, les Yézidis forment une communauté intégrée et aux droits protégés en Arménie.



## Six morts dans deux attaques à la voiture piégée en Syrie

Le ministère turc de la Défense impute l'une des attaques aux Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie.

Six personnes ont été tuées samedi dans l'explosion de deux voitures piégées dans des régions distinctes du nord-est de la Syrie sous contrôle turc, a rapporté une ONG.

La première explosion, qui a eu lieu près d'un marché de légumes de la ville frontalière de Ras al-Aïn, a fait cinq morts dont deux enfants, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Au moins trois des personnes tuées étaient des civils a précisé l'ONG, ajoutant que quatre personnes ont également été blessées, dont certaines sont dans un état grave. Plus tard, une voiture piégée a explosé à Jindires, dans la région d'Afrine, tuant un civil et bles-



Une voiture en feu à la suite de l'explosion d'une voiture piégée dans la zone industrielle de la ville de Tal Abyad, dans le nord de la Syrie, à la frontière avec la Turquie, le 23 novembre 2019. Photo d'archives AFP

sant neuf autres personnes dont deux enfants.

Le ministère turc de la Défense a lui fait état de la mort de deux enfants dans l'explosion à Ras al-Aïn et de deux civils blessés. Il a imputé l'at-

taque aux Unités de protection du peuple (YPG), principale milice kurde en Syrie, qu'Ankara accuse d'entretenir des liens avec le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984 ayant

fait 40.000 morts.

Ras al-Aïn est contrôlée par les forces turques et leurs supplétifs syriens depuis une offensive lancée par Ankara dans le nord de la Syrie en octobre 2019 pour en chasser



les YPG. L'offensive d'Ankara lui a permis de prendre le contrôle à sa frontière d'une bande de territoire de 120 km de long et d'une trentaine de kilomètres de large, allant des villes de Tal Abyad à Ras al-Aïn. Forces turques et supplétifs syriens avaient déjà pris, début 2018, le contrôle de la région d'Afrine, située à plus

de 300 km à l'ouest.

Qualifiés de "terroristes" par Ankara, les combattants kurdes ont été le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, aidés par une coalition internationale emmenée par Washington. Depuis l'offensive turque, les attaques sont fré-

quentes dans les régions de Ras al-Aïn et Afrine. Le 10 décembre, 16 personnes, dont deux civils et trois soldats turcs, avaient été tuées dans une explosion similaire à un point de contrôle à Ras al-Aïn. En juillet, au moins huit personnes, dont six civils, avaient également péri dans l'explosion d'une moto piégée dans

un marché de légumes de la ville.

La guerre en Syrie a fait plus de 387.000 morts et des millions de réfugiés depuis son déclenchement en 2011 avec la répression brutale de manifestations contre le gouvernement.



January 04, 2021  
By K. Murat Yildiz

## Rector appointment to Boğaziçi University shows politicization and collapse of higher education in Turkey

**President Erdoğan's latest politically-motivated rector appointment to Turkey's highly prestigious Boğaziçi University has raised eyebrows as some see it as part of the overall decline in quality of Turkey's higher education system during Erdoğan's tenure.**

**P**resident Recep Tayyip Erdoğan on Jan. 2 appointed new rectors to five universities. One appointment raised eyebrows especially: the appointment of a party member and parliamentary candidate from the ruling Justice and Development Party (AKP), with a not very impressive academic record, to Boğaziçi University; one of the country's most prestigious institutions of higher learning.

Since 2002, establishing a university in every city of Turkey has been a primary goal of President Erdoğan, which he has been vocal about for years. However, experts have argued that the quality of higher education has declined during Erdoğan's time in office: Reportedly around one hundred faculties from 20 universities don't have a single registered student.

Prestigious Turkish universities have started not being included in internationally-recognized ranking systems. In 2019

and 2020, not one Turkish state university was listed among the top 500 universities of the Times Higher Education University Ranking Index.

As the number of universities grows to around 200 in the country, the number of academics is not increasing at the same speed - a ratio that is a major contributor to the decline of the quality of higher education. According to the Council of Higher Education (YÖK), the number of students per academic has risen from 20 to 24 since 2015, while access to a professor per student is more than 150 to 1, according to reports.

### Decline in academic freedom

Moreover, due to the deterioration of rights and the waning academic freedom in the country for qualified foreign academics, Turkey is no longer an ideal country to work in. The European Union has cut hundreds of millions of Euros of aid and support packages for edu-



cation due to increasing democratic backsliding in the country.

Similarly, as a direct result of the sharp decline of the lira against foreign currencies, private universities can no longer afford to hire competent foreign academic personnel.

The number of patents and internationally recognized academic publications by Turkish universities and academics has also dropped over the years, putting the country further behind lesser developed nations. Additionally, plagia-

rism and other unethical practices have become widespread among students and academics, so much so that it even found their way even into Wiki-Leaks. According to international sources, Turkey ranks third in academic plagiarism globally.

Just a few hours after the appointment of the new Boğaziçi University rector, several examples of his work where entire paragraphs were lifted "word for word" from other academics' papers surfaced on social media, painting a vivid picture of the politicization of

Turkish universities and lack of meritocracy in appointments to key positions by President Erdoğan.

Other than that, experts point out that a large number of rectors, at least a quarter according to reports in Turkish universities today have not a single international academic publication.

#### State of Emergency used to silence academics and students

Another major blow to Turkey's higher education system came when the government and the president were granted certain powers as a result of the post-

2016 coup attempt state of emergency.

Those powers have not been used only to deal with the perpetrators of the coup attempt, but to silence and punish academics and students who are critical of the ruling party and President Erdoğan. More than 6,000 academics were fired, and many were banned from traveling; a basic right guaranteed under the Turkish Constitution.

General and Presidential elections might be abolished

"A common characteristic of dictatorships is that they cannot stand the autonomy of ins-

titutions. When they realized that they couldn't take control of institutions like the Boğaziçi University, they installed one of their henchmen, like they did in Kurdish municipalities. Once they think they may lose, they will even go so far as to abolish general and presidential elections," Barış Ünlü, a prominent academic and author, told Duvar English.

Income of academics decreased

According to the Turkish Statistical Institute (TÜİK) data, the income and living standards of academics have also deteriorated. A professor's income in 2002 when the AKP came to

power was 10 times higher than the minimum wage, while today it is less than five.

"In order to do my job right, I have to follow recent developments and publications in my field. Sometimes I spend more than half of my salary on books. Especially now with these crazy exchange rates. I don't know what to do. Sometimes we come together with a few colleagues and order recent publications from abroad. We put the original book in our library and make copies for ourselves" a professor, who asked not to be named, from Ankara told Duvar English.

**L'Orient  
LE JOUR**

04 janvier, 2021  
Par Noura DOUKHI

## La nomination d'un proche d'Erdoğan à la tête d'une université indépendante suscite l'indignation

Melih Bulu prend la tête de l'établissement souvent qualifié de Harvard turque.

C'est une nomination qui n'a pas manqué de faire grandement réagir la presse turque, le milieu universitaire et culturel ainsi qu'une partie de l'opinion publique du pays. Recep Tayyip Erdoğan a désigné, vendredi 1er janvier, au soir par décret présidentiel, une personnalité ayant occupé de nombreux postes au sein de l'AKP et ayant même fondé une branche de district de ce même parti politique, comme recteur de la prestigieuse Université de Boğaziçi, située à Istanbul. L'université, fondée en 1863, n'est autre que le premier établissement d'enseignement supérieur américain à être établi en dehors des États-Unis. Souvent qualifiée de Harvard turque, la faculté y dispense un enseignement en anglais. Le nouveau président, Melih Bulu, était notamment

candidat du Parti de la justice et du développement aux précédentes élections générales et locales turques, qui se sont respectivement tenues en 2019 et 2018. Les critiques émises par de nombreux étudiants et membres du corps enseignant de la faculté se sont d'abord attardées sur le mode de désignation à l'œuvre. « Jusqu'en 2016, les recteurs étaient élus dans une certaine mesure par le personnel académique. Le président de la République nommait le recteur parmi les trois candidats les mieux notés. Mais les élections universitaires ont été abolies par décret et le président est depuis lors le seul décideur en matière d'administration universitaire », s'indigne Ozgun Emre Koç, étudiant au sein de l'Université de Boğaziçi, contacté par



Une partie du campus de l'Université Bogazici à Istanbul, en Turquie. Photo d'archives AFP

L'Orient-Le Jour. « Le président choisissait traditionnellement le candidat ayant récolté le plus de voix à la suite des élections. Lorsqu'il a commencé à choisir le 3e, on a commencé à murmurer dans les universités. Aujourd'hui,

c'est autre chose, il n'y a plus de consultation interne, l'élection est devenue une nomination », commente pour sa part Nora Seni, professeure à l'Institut de géopolitique de l'Université Paris-VIII.



## Mainmise du pouvoir

La décision du président a été suivie de vives protestations au sein de l'université. Sur Twitter, de nombreux étudiants ont fait part de leur colère sous le hashtag #KayyumRektorlistemiyoruz (nous ne voulons pas d'un recteur fiduciaire). « Des réunions d'urgence ont eu lieu dans divers départements, des pétitions sont lancées, des étudiants et des universitaires ont publié plusieurs déclarations pour protester contre la nouvelle nomination. Boğaziçi est en train de devenir l'un des symboles de la lutte contre le statu quo en Turquie », ajoute Ozgun Emre Koç.

Cette décision inquiète d'autant plus que le président turc avait ciblé une partie des étudiants de la fameuse université. Plusieurs d'entre eux avaient été arrêtés par la police, en 2018, pour avoir organisé une manifestation pacifique sur le campus en op-

position aux opérations militaires turques en Syrie. Recep Tayyip Erdogan avait alors déclaré que ces étudiants appartenaient à une « jeunesse communiste et terroriste » dans un discours public. Plusieurs personnalités politiques ont également critiqué la décision du président. « Notre pays a besoin d'universitaires libres, de scientifiques libres et d'étudiants productifs. Cette liberté et cette productivité ne peuvent être obtenues en nommant des administrateurs », a dénoncé sur Twitter Ali Babacan, le chef du Parti pour le développement et le progrès (DEVA), qui a quitté l'AKP en 2019 en raison de profondes divergences, pour fonder son propre parti. La nomination de Melih Bulu est vue comme un moyen de renforcer la mainmise du pouvoir sur le milieu universitaire et intellectuel pour faire taire les voix critiques au régime. « L'Université de Boğaziçi n'est pas seulement l'une des meil-

leurs universités du pays. Elle est aussi un lieu symbolique pour la haute classe intellectuelle, les connaissances académiques approfondies et l'intégration dans le monde. L'ambition d'Erdogan de nommer quelqu'un qui n'est manifestement pas au niveau en termes d'ancienneté et de connaissances académiques comme recteur de l'université, est un signe politique qui dit "Vous pouvez avoir la sagesse, mais j'ai le pouvoir" », observe Sedef Kabaş, politologue turque et enseignante en communication et journalisme, ayant étudié à l'Université de Boğaziçi, également contactée par L'OLJ.

## Plagiat

Le personnage désigné par le reis turc est vivement contesté sur les réseaux sociaux. Traditionnellement, le recteur de l'Université de Boğaziçi exerce au sein de cette dernière avant d'être nommé à ce poste. Or

pour la première fois, le président de la fameuse université ne fait pas partie du personnel. Melih Bulu est toutefois passé par l'Université de Boğaziçi, où il a obtenu sa maîtrise et son doctorat en administration des affaires. Il a débuté une carrière universitaire en 2009 et était notamment recteur à l'université de Haliç avant sa nomination. Mais l'authenticité de ses diplômes est également remise en cause depuis vendredi dernier alors que Melih Bulu est accusé de plagiat sur les réseaux sociaux. « Des preuves solides de plagiat ont été détectées dans son doctorat, son mémoire et quelques autres textes », soutient Ozgun Emre Koç à propos du proche du président. « Compte tenu de la position idéologique du parti au pouvoir contre la liberté académique, son engagement politique inquiète les étudiants et le personnel académique », conclut ce dernier.



04 janvier, 2021

# Turquie : 79 journalistes arrêtés en 2020

L'association des journalistes Dicle Firat (DFG) a publié son rapport 2020 sur les violations à l'encontre des journalistes lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'association à Diyarbakir. Selon le rapport, 79 journalistes ont été arrêtés et 24 ont été emprisonnés en 2020, tandis que 19 ont été agressés. Le rapport indique aussi que 1960 articles de presse ont été bloqués au cours de la même année.

Décrivant l'année 2020 comme un amoncellement de problèmes, la Coprésidente de DFG, Dicle Müftüoğlu, a déclaré : « Arrestations, enquêtes, procès, peines de prison, blocage d'accès, black-out de l'écran. Les travailleurs de la

presse qui tentent de faire entendre la voix des autres et qui agissent selon le principe d'un journalisme authentique et courageux défiant les médias pro-gouvernementaux ont été pris pour cible ».

## GRAVES MESURES DE RÉPRESSION CONTRE LES JOURNALISTES KURDES

Mme Müftüoğlu a déclaré que le journalisme kurde méritait un titre distinct et a poursuivi : « En Turquie, la presse kurde est confrontée à de graves entraves qui vont en s'intensifiant. Les journalistes kurdes se heurtent à de nombreux obstacles dans les domaines où ils travaillent, comme on a pu le voir avec l'emprisonnement de nos 5 amis journa-



listes à Van. »

La journaliste kurde a noté que la liberté de la presse en Turquie était au plus bas niveau, avec le plus grand nombre de journalistes emprisonnés à l'échelle mondiale. « Nous ne pouvons pas dire que les journalistes qui ne sont pas empri-

sonnés peuvent jouir pleinement de leur liberté, a-t-elle déclaré. Les travailleurs de la presse sont confrontés en permanence à la menace de l'emprisonnement ».

Müftüoğlu a ajouté : « Nous souhaitons à tous les segments de la société, en particu-

lier aux travailleurs de la presse, une année libre, pacifique et équitable, et nous déclarons que nous poursuivrons notre travail avec la devise "presse libre, société libre". »

**79 journalistes arrêtés, 24 incarcérés, 19 agressés**

Le coprésident de DFG, Serdar Altan, a énuméré comme

suit les violations des droits des journalistes en 2020 :

-Journalistes détenus : 79

-Journalistes emprisonnés : 24

-Journalistes agressés : 19

-Journalistes victimes de mauvais traitement ou pressions: 17

-Journalistes privés de suivre l'actualité : 12

-Journalistes poursuivis : 54

-Journalistes condamnés à des peines de prison: 43 condamnés à un total de 150 ans de prison

-Journalistes dont les procès sont en cours : 231 dossiers,

539 journalistes

-Les journaux faisant l'objet d'une interdiction de publication : 8

-Blocages sur Internet : 1960 articles d'actualité, 145 sites web

-Journalistes licenciés : 6



05 janvier, 2021

## Au moins 67 kolbars tués en 2020

**A**u moins 67 kolbars ont été tués au cours de l'année 2020 dans la zone frontalière entre le Nord-Kurdistan (Turquie) et l'Est-Kurdistan (Iran). 59 d'entre eux ont été exécutés par les forces de sécurité turques ou iraniennes.

Au moins 67 kolbars ont été tués dans la zone frontalière irano-turque en 2020 et 163 autres ont été blessés d'après un rapport publié par l'initiative Kolbarnews, qui contient des données sur tous les décès de kolbars enregistrés par la police ou publiés dans les médias. Cependant, le nombre de décès est probablement beaucoup plus élevé, car de nombreux incidents ne sont pas signalés. Ces dernières années, plusieurs corps de kolbars disparus ont été retrouvés au printemps, après la fonte des neiges.

Selon le bilan de Kolbarnews, 59 kolbars sont morts l'année dernière à la suite d'exécutions extrajudiciaires par les forces de sécurité des deux pays. 53 kolbars ont été abattus par le Pasdaran iraniens (Gardiens de la Révolution) et six autres par les gardes-frontières turcs. Deux kolbars sont tombés dans une tempête de neige et seraient morts de froid, quatre autres ont été victimes d'un accident mortel en travaillant.

Dans deux cas, les décès ont été signalés comme noyade.

Les meurtres délibérés de kolbars ont augmenté depuis la fin de l'année 2018. Le vice-ministre de l'Intérieur iranien, alors responsable des questions de sécurité, Hossein Zolfaghari, avait proclamé une fatwa anticonstitutionnelle et qualifié les kolbars travaillant dans la zone frontalière de « passeurs » qui « doivent être tués ».

Le drame des kolbars et des kesibkar (commerçants frontaliers) s'approfondit. Les gens risquent leur vie dans les circonstances les plus difficiles en raison de mauvaises conditions économiques et d'un chômage élevé afin de gagner un revenu pour eux-mêmes et leurs familles.

### Appauvrissement délibéré au Kurdistan

Le régime iranien a appauvri le Kurdistan oriental grâce à une politique économique délibérée. Le Rojhilat (l'Est-Kurdistan) est aujourd'hui l'une des régions les plus pauvres d'Iran. C'est la région la plus défavorisée en termes d'investissements. Le développement de l'agriculture et de l'industrie y est freiné et les chiffres du chômage y sont beaucoup plus élevés que dans les autres ré-



gions d'Iran.

### 130 kolbars blessés dans les bombardements

Selon Kolbarnews, 130 des 163 kolbars blessés l'ont été lors de bombardements par les forces de sécurité iraniennes ou turques. 17 autres ont été blessés à la suite de chutes ou d'explosion de mines. Cinq kolbars ont été capturés par les gardes-frontières iraniens et torturés, et deux autres ont été blessés en raison du froid ou d'accidents de la route. Les soldats des deux pays patrouillent dans les zones frontalières comme de véritables escadrons de la mort sans avoir à rendre compte de leurs actions.

### Kolbar et kesibkar

Kolbar est composé des termes kurdes – «kol» – le dos

et «bar» – le fardeau. Le kolbar vit du transport de charges à travers des frontières dangereuses. Les produits transportés sont principalement des cigarettes, des téléphones portables, des couvertures, des articles ménagers, du thé et, plus rarement, de l'alcool. Les marchandises sont vendues à des prix très élevés dans des centres commerciaux comme Téhéran. Mais les kolbars qui risquent leur vie pour ce travail reçoivent un salaire journalier dérisoire.

Les kesibkar sont ceux qui voyagent de ville en ville pour trouver des acheteurs pour les marchandises amenées à travers la frontière par les kolbars. Leur âge varie entre 13 et 70 ans. Certains n'ont qu'un diplôme d'études primaires et d'autres des diplômes universitaires.



January 05, 2021  
By Sirwan Kajjo

## Fighting Continues Over Flashpoint Town in Northern Syria

**W**ASHINGTON - A town in northern Syria is increasingly becoming a battleground between Turkish-backed groups and U.S.-backed forces amid fears of a new large-scale Turkish offensive in the area.

In recent weeks, fighting around the northern town of Ain Issa has intensified with Turkish-backed Syrian militias carrying out attacks against U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF).

The clashes have forced thousands of civilians in Ain Issa to flee their homes as nearby villages have already been caught in the crossfire.

Ain Issa is largely controlled by the Kurdish-led SDF, a major U.S. partner in the fight against Islamic State (IS) terror group. But Russia, a staunch supporter of the Syrian government, has a significant military presence in the region.

Kurdish military officials say Russia has been pressing them to hand over the town to Syrian government troops.

"When we refused the latest Russian demand to withdraw from Ain Issa, the situation escalated with Turkey and its Syrian proxies waging attacks on our forces on a daily basis," a senior SDF official told VOA.

The official, who requested anonymity given the sensitivity of the topic, said that "Russia and Turkey seem to in agreement to remove us from Ain Issa and its surrounding areas."

### Existential threat

Turkey views the SDF and the Kurdish YPG — the main element within SDF — as an extension of the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed group designated as a terrorist organization by Ankara and Washington.

In October 2019, Turkey launched a major offensive, code-named Operation Peace Spring, against SDF fighters in Syria, dislodging them from Tel Abyad and Ras al-Ayn, two towns located north and east of Ain Issa respectively.

"Ain Issa has become a foothold of infiltration, harassment, and terrorist attacks for PKK/YPG," a source at Turkey's foreign ministry told VOA.

"Ongoing terrorist attacks in Ras-al Ayn and OPS area are the evident consequence of such hostility," the source added.

The Turkish ministry blamed the SDF for a car bomb attack on Saturday that killed several civilians in the town of Ras al-Ayn. Kurdish fighters, however, have denied responsibility for the attack.

The source said Turkey is "determined to fight against terrorism regardless of its source and perpetrators," adding that Ankara expects "all members of the international community to respect and support Turkey's right to defend its national security and people against such terrorist attacks."

Aykan Erdemir, a Turkey expert at the Washington-based Foundation for Defense of Democracies (FDD), says the Turkish government will likely

continue to work with its Syrian proxies to remove the SDF from northern Syria since Ankara sees any form of Syrian Kurdish self-rule as an existential threat.

"The Turkish government hopes that such pressure will force the SDF to acquiesce to greater presence of Russian and Syrian regime forces in the region at the expense of U.S. forces and thereby undermine the prospects of Syrian Kurdish autonomy in the long run," he told VOA.

The United States currently has some 700 troops in northeast Syria as part of a U.S.-led international coalition against IS militants.

Some experts say a further Turkish invasion of the region could distract efforts from the war on IS.

"Given that most of these armed groups that Turkey relies on for its military operations in Syria are extremists, the very mission of the U.S.-led international coalition against IS will be under threat," said Nawaf Khalil, director of the Kurdish Center for Studies in Germany.

### Strategic significance

Located on the strategic M4 highway that connects northeast Syria to the western part of the war-torn country, Ain Issa has great importance for Turkey as it tries to exert greater political and military pressure on Kurdish forces, experts say.

"Its fall to Turkey will mean other nearby towns such as Kobani and Manbij will be

under direct threat from Turkey and its allied Islamist militias," Khalil told VOA.

Analyst Erdemir echoed a similar view.

"Even if Ankara succeeds in forcing the SDF out of Ain Issa, its encroachment will continue with other settlements, continuing the incremental expansion of Turkish proxy rule in the region," he said.

### U.S. transition

Kurdish officials charge that Turkey's objective during the current transition period in the U.S. is to accelerate its efforts to capture more territory in northern Syria while U.S. officials are largely focused on domestic politics.

"Ankara knows that the incoming U.S. administration will have a different policy towards our region, that's why Turkish military and their Syrian militia partners will continue to pressure the Syrian Democratic Forces before [President-elect Joe] Biden takes office on January 20," said Gelo Issa, a Kurdish official based in northern Syria.

"By the time new U.S. representatives are assigned to northeast Syria, Turkey will have created a new de facto situation on the ground," he added.

Last week, Turkish Defense Minister Hulusi Akar visited Turkish troops deployed along the country's border with Syria.

In a statement following the visit, the Turkish defense ministry said, "the fight against terrorists will continue until the last terrorist is neutralized."





January 05, 2021  
By Michael Lipin & Ramin Haghjoo

## Iran Hands Writer 5-Year Prison Term for Translating Book Praising Syrian Kurdish Rebels After Trial Criticized as Unjust

An Iranian writer who produced a Farsi translation of a book praising Syrian Kurdish militias has been sentenced in Iran to an effective five-year prison term after a trial on security charges denounced as unjust by the man's lawyer and by Iranian and American free speech advocates.

In a December 30 interview with VOA Persian from Tehran, lawyer Nasser Zarafshan said he received a notification that day of the sentencing of his client Arash Ganji by a Revolutionary Court in the Iranian capital. Two days earlier, the writer and translator had appeared in the courtroom for a trial on three charges of conspiring to harm Iran's national security, being a member of an illegal group and spreading anti-government propaganda, the lawyer said.

Zarafshan said the charges related to Ganji's work in producing a Farsi translation of a 2015 English-language book about U.S. and coalition-backed Syrian Kurdish militias who successfully defended the Syrian town of Kobani from an offensive launched by fighters of the Islamic State, also known as ISIS, the year before.

The book, titled *A Small Key Can Open A Large Door: The Rojava Revolution*, contains accounts of the Battle of Kobani from scholars and Syrian Kurdish fighters and was produced by an anonymous group of editors. Rojava is the name given by Kurdish nationalists to the Kurdish-popula-

ted regions of northern Syria administered by Kurdish militias after the outbreak of the Syrian civil war in 2011.

Kurdish rebels also have fought a decades-long insurgency against Iran's Islamist rulers, accused by many minority Iranian Kurds of neglecting and impoverishing the predominantly ethnic Kurdish northwestern regions of the country.

Zarafshan said Ganji received three prison sentences from Iranian judge Mohammad Reza Amouzad for translating the book about the Syrian Kurdish rebels: five years for conspiracy, five years for belonging to an illegal group and one year for propaganda.

Under Iranian law, Ganji would have to serve only the longest of the prison terms, five years, if they are upheld in the appeal stage of the judicial process. Zarafshan said he would move forward with an appeal against the prison sentences in the coming days.

Ganji has been free on bail at his home in Tehran as he awaits the final outcome of his trial. Authorities initially arrested him on December 22, 2019 and held him at Tehran's Evin prison until releasing him on January 19, 2020 on a 450 million toman bail, equivalent to about \$17,000 based on the unofficial exchange rate tracked by bonbast.com.

Ganji was detained again on June 14, 2020 as he attended his first court hearing under another judge Mohammad Moghisseh who ordered his



Undated image of Iranian writer Arash Ganji, who was sentenced by a Tehran court in Dec. 2020 to an effective 5-year prison term for translating a book praising Syrian Kurdish militias, according to his lawyer in a VOA Persian interview. (VOA Persian)

bail increased to 3 billion tomans or around \$116,000. The writer was held at Evin for another six days until he paid the increased amount.

Zarafshan told VOA the charges against Ganji have no relation to the writer's work in translating the book.

"The charge of membership of an illegal opposition group cannot be attributed to mere sympathy with a movement," Zarafshan said, in reference to perceptions that Ganji sympathizes with the Syrian Kurdish militias who successfully battled ISIS and were the focus of the book that he translated.

Zarafshan also said the charge of conspiring to harm national security has no basis because authorities have not filed the same charge against anyone else in Ganji's case and any conspiracy charge must involve the actions of two or more people.

"No attention was given to

these concerns during the trial," Zarafshan said, adding: "Logic does not prevail in Iranian courts."

The lawyer also said Ganji's effective five-year prison sentence had been predetermined and dictated to the court by the intelligence officers who had arrested the writer.

VOA cannot independently verify the circumstances of Ganji's trial as it is barred from reporting inside Iran. Iranian state media have made no mention of the writer's sentencing.

The Iranian Writers Association (IWA), an organization that has campaigned for freedom of expression and against censorship in Iran since its founding in 1968, denounced the sentencing of Ganji in a Monday statement posted on its Telegram channel and on Facebook.

Ganji serves as secretary of the Iranian writers' union.

"We demand the unconditional cancelation of the case against Ganji and call on writers and defenders of free speech to protest this verdict in every possible way," IWA said.

The U.S. branch of worldwide writers' association PEN International also condemned Ganji's sentencing by Iran.

In a Friday statement, PEN America representative Karin Deutsch Karlekar called it an "absurd and an unquestionable violation of the fundamental human right to free expression."

PEN America said Iran jailed at least four additional IWA members last year,

including Baktash Abtin, Keyvan Bajan and Reza Khandan-Mahabadi, who were convicted of spreading anti-government propaganda and of conspiring against national security in 2019 and began serving their sentences in September 2020. It said the fourth member, poet Amin Moradi, was arrested on

November 28 and detained at Evin prison on unspecified charges.

"We call for an immediate end to this pattern of abuse and disregard for the rule of law, and for unjustly incarcerated prisoners ... to be freed immediately and unconditionally," Karlekar said.



January 06, 2021

## Turkey listed at bottom of COVID-19 transparency ranking of 100 states

**Turkey was ranked 97th among 100 countries in a ranking of states' data transparency during the COVID-19 pandemic. Ankara failed to report asymptomatic cases throughout the pandemic, a move that completely discredited Ankara's figures.**

**T**urkey came in last in a ranking of countries' data transparency performance during the COVID-19 pandemic, a study by United Kingdom-based TotalAnalysis revealed.

Turkey's Health Ministry admitted to concealing statistics from the public during the pandemic, possibly the reason why the country came in 97th among 100 countries in the ranking.

Serbia, Turkmenistan, and North Korea were the only countries that performed worse than Turkey according to the analysis.

"The one-man governance of the pandemic placed the country barely above North Korea," main opposition Republican People's Party (CHP) deputy Çetin Osman Budak said.

Turkey's government only managed to surpass a dictatorship, North Korea, and two

states that claim to have detected zero COVID-19 cases, Budak added.

Ankara's failure to report asymptomatic cases, a revelation that prompted nationwide outrage, cost the country its 2020 tourism season, the deputy noted.

"We had already failed to become a safe state per European Union standards because Ankara doesn't re-

lease provincial statistics," Budak added.

Budak urged Ankara to carry out efficient vaccine administrations to prevent putting the country's tourism industry through another summer season without business.

Ankara's labor statistics data has also been unreliable since economists predict real unemployment numbers to be twice the official figures.



January 06, 2021  
By Akhin Ahmed

## IS cells escalate attacks on civilians, regime soldiers in eastern Syria

**D**espite the elimination of the Islamic State from its last official territory in Syria in March 2019, IS cells that have been holed up in desert areas in eastern and central Syria remain active and

terrorize civilians and soldiers alike.

Backed by air support from the US-led international coalition against the Islamic State (IS), the Kurdish-led Syrian Demo-

cratic Forces (SDF) raided the village of Abriha in the eastern countryside of Deir ez-Zor on Dec. 19 and dismantled an IS network. The operation resulted in the arrest of Ali al-Jadua, a prominent IS leader,

along with his two assistants Khalaf al-Qura and Muhammad al-Qura.

An SDF officer told Al-Monitor on condition of anonymity, "Jadua held several positions in

IS. He was the mastermind behind the assassination of some Arab tribal sheikhs and leaders in the region. He also orchestrated the killing of a number of SDF forces and was behind the extortion of civilians and merchants. He coordinated with other IS leaders who are yet to be found and arrested.”

He added, “During the period of IS’ control of Raqqa and Deir ez-Zor, Jadoua carried out field executions against the prisoners of the Syrian regime forces and beheaded [regime supporters], including women. He extorted civilians through his cells and threatened them with kidnapping and killing if they failed to pay taxes to the organization. He threatened merchants who did not abide by his rules either with beheading, bombing their houses or booby-trapping their cars.”

Samir al-Tayel, who hails from Deir ez-Zor, told Al-Monitor that the assassinations carried out by IS cells in Deir ez-Zor have dramatically escalated recently.

“My brother was killed by unidentified individuals who were riding a motorbike in front of his house last summer. One of them called my brother’s cellphone and identified himself as a soldier of the [Islamic] caliphate and threatened to kill

my brother, who was working as a food merchant, if he refrained from paying the zakat [Islamic charity] to the caliphate. They demanded [my brother] to pay \$5,000. A week later, they assassinated him,” he added.

Jamil Khalil, an SDF Arab fighter, told Al-Monitor, “A few weeks ago, the official in charge of guarding the oil wells at al-Tanak oil field, northeast of Deir ez-Zor, survived an attack by IS militants who managed to kidnap a number of Iranian forces and beheaded and killed soldiers from the Syrian regime.”

Media sources close to the Syrian opposition said IS conducted a large-scale attack Dec. 30, targeting military buses of the Syrian regime forces on the Deir ez-Zor-Damascus highway in the Kabajab area, 55 kilometers (34 miles) southwest of Deir ez-Zor city. The attack killed 37 soldiers, including eight officers, and led to a number of injuries, some of which are serious.

According to other sources close to the regime, the armed groups believed to belong to IS cells targeted civilian buses, killing 28 people and wounding 13 others. The sources described the Dec. 30 attack as the largest recently given the high

death toll, which might increase further due to the number of injuries registered.

Another attack targeted buses traveling down a highway in central Syria to the central Salamiyah town on Jan. 3, killing at least nine people. The attack was also blamed on IS.

Mustafa Ibrahim, an activist and journalist from Deir ez-Zor, told Al-Monitor, “Despite the collapse of the caliphate in Syria and despite the SDF’s elimination of IS’ last stronghold of Baghouz on the Syrian-Turkish border in March 2019, with support from the US-led coalition, IS cells remain active in Deir ez-Zor and its countryside and are carrying out terrorist operations against civilians, regime forces and the SDF.”

He said, “IS cells are holed up in secret tunnels previously dug in the desert, and the majority of their armed men hail from the region, committing terrorist acts and terrorizing civilians.”

Ibrahim added, “IS cells even targeted the vicinity of the US base at al-Omar oil field in the Deir ez-Zor countryside with mortar shells from a cemetery near the town of Theban in Deir ez-Zor countryside in mid-December.”

Al-Monitor spoke with Jamila Jadaan, a human rights activist from the town of Bouhasan in Deir ez-Zor countryside who works with relief organizations. She expressed the civilians’ concerns over their lives saying, “People are staying in their homes as they are scared of going out to the market because of IS explosive devices and car bombs, not to mention the bullets they fire at people, merchants and employees in the [Kurdish-led] autonomous administration, where they also throw bombs on people’s houses.”

Jadaan noted, “Women and children are afraid to go out or go to school for fear of being sniped at or kidnapped. The sons of many women have been kidnapped by IS. Some mothers told me that the bodies of the abductees are often found by the security forces or their families either on the roads or between trees, and they are often decapitated.”

She concluded, “IS is still active in the Syrian desert and is killing soldiers from the SDF, the Syrian regime and the Iranian forces. Even the US soldiers and civilians I meet describe their lives to me as an adventure.”



06 janvier, 2021

## Paris: une marche blanche en hommage à trois militantes kurdes assassinées en 2013

Les manifestants accusent les services secrets turcs du MIT et le président Recep Tayyip Erdogan d’être derrière cet assassinat survenu dans la capitale française, devant le centre d’information du Kurdistan.

Une centaine de personnes ont défilé ce mercredi à Paris pour rendre hommage à trois militantes kurdes, assassinées il y a huit ans, et réclamer à la France de faire la lumière sur cette affaire jamais jugée.

Rassemblés derrière des banderoles réclamant "la justice", les manifestants se sont rendus devant le centre d’information du Kurdistan, en plein Paris, où les trois femmes avaient été abattues.

Sakine Cansiz, 54 ans, une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, ont été tuées le 9 janvier 2013 de plusieurs balles dans la tête.

## "Nous connaissons l'assassin"

Les manifestants accusent les services secrets turcs du MIT et le président Recep Tayyip Erdogan d'être derrière cet assassinat.

"Nous connaissons l'assassin mais nous connaissons aussi les commanditaires. De ce fait, nous demandons le jugement d'Erdogan et de tous ceux qui sont responsables dans cet assassinat, mais aussi nous demandons à la France de faire toute la lumière sur les manquements qui ont amené à ce triple assassinat", a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) Berivan Firat, porte-parole du Conseil démocratique kurde de France.

"Vous vous rendez compte, vous tuez trois personnes en plein Paris et on n'arrive pas à trouver par qui ces gens ont été tués, tout en sachant réellement qui sont les commanditaires...", a renchéri Cemile Renklicay, une manifestante.

## Le suspect est mort fin 2016

Les enquêteurs français avaient pointé "l'implication" de membres des services secrets turcs dans ce triple assassinat, sans désigner de commanditaires.

Des médias turcs avaient notamment diffusé un document présenté comme un "ordre de mission" du MIT pour Omer Güney. Seul suspect, cet



Un homme affiche des portraits des militantes kurdes assassinées dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, au Centre d'information du Kurdistan, à Paris.

homme de nationalité turque, arrêté en France, est mort fin 2016 en prison quelques semaines avant la tenue de son procès.

Le MIT avait officiellement démenti toute implication en janvier 2014.

Le Monde

07 janvier, 2021  
Par Marié Jégo

# 2021, année de tous les dangers pour Erdogan

**La récession économique et la crise sanitaire ont sapé la popularité du président turc dans son pays. A l'international, il est confronté aux menaces de sanctions européennes et aux positions sûrement moins conciliantes de l'administration Biden.**

**A**nalyse. L'année 2021 s'annonce périlleuse pour le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Malgré ses nouveaux atours de chef militaire audacieux, malgré les succès de ses drones en Syrie, en Libye, dans le Haut-Karabakh, il est dans une impasse, confronté en interne à son déclin politique, et isolé sur l'arène internationale.

Comment va-t-il s'y prendre pour retrouver sa touche magique auprès de l'électorat désenchanté ? Peut-il regagner la confiance perdue de ses alliés traditionnels ? A Washington comme à Bruxelles, l'indulgence n'est plus de mise. En décembre, le Congrès américain a infligé des sanctions à la Turquie, en

représailles à l'achat du système de missiles antiaériens S-400 à la Russie, l'ennemi de l'OTAN. Et l'Union européenne s'est dite prête à sévir au cas où les provocations turques viendraient à se poursuivre en Méditerranée orientale.

## La patience des alliés est à bout

A l'OTAN aussi, le vent a tourné. Les écarts de conduite d'Ankara ont envenimé la réunion ministérielle de l'Alliance, le 3 décembre. Ce jour-là, le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a dénoncé la politique turque « du fait accompli », enjoignant à M. Erdogan de « revenir à un comportement d'allié ». M. Pompeo, qui quittera ses fonc-

tions à la fin du mandat de Donald Trump, a alors déclaré au ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, que la Turquie avait eu tort d'envoyer des mercenaires syriens en Libye, ainsi que dans le Haut-Karabakh. Le ton est monté.

« Cette altercation est un fait significatif », estime Jean-Sylvestre Mongrenier, docteur en géopolitique et chercheur associé à l'Institut Thomas More. La patience des alliés est à bout. « Nombreux sont ceux qui, à Washington, républicains comme démocrates, estiment qu'il n'est plus possible de transiger avec M. Erdogan, qu'il faut moins d'indulgence. » La perception a changé. Selon le géopolitologue, « l'analyse

qui semble prévaloir désormais est que la Turquie a pris un tournant stratégique en phase avec les transformations régionales et mondiales. Elle se pose en puissance révisionniste ».

Les plus fidèles amis de la Turquie sont sur une ligne dure. « Erdogan ne reculera pas tant que vous ne montrerez pas les dents, prévient ainsi James Jeffrey, l'ancien envoyé spécial américain pour la Syrie. Là où Erdogan voit du vide, il bouge. Par ailleurs, il est extrêmement arrogant, imprévisible et n'acceptera tout simplement pas une solution gagnant-gagnant. Mais lorsqu'il est acculé – j'ai négocié avec lui –, il est un acteur rationnel », a-t-il confié dans une interview parue le 9



décembre sur le site d'information en ligne Al-Monitor.

### L'arrivée de Biden va changer la donne

Jusqu'ici, l'évocation des frasques du « Grand Turc » était soigneusement évitée à l'OTAN. Seul le président français, Emmanuel Macron, avait osé mettre les pieds dans le plat, il y a un an, en évoquant « la mort cérébrale de l'Alliance ». Les Américains ont repris le flambeau, ulcérés par la décision de la Turquie, en octobre, de tester les batteries de missiles russes antiaériens S-400, l'ultime goutte d'eau. L'arrivée de Joe Biden, réputé moins conciliant que son prédécesseur, Donald Trump, à la Maison Blanche, va changer la donne.

En premier lieu, les sanctions risquent de porter un coup à l'industrie de défense turque, restée largement tributaire de la technologie américaine. La réalisation des grands programmes nationaux d'arme-

ment – le futur avion turc de combat TF-X, l'avion d'entraînement Hurjet – et la livraison au Pakistan de l'hélicoptère d'attaque T-129 dépendent des moteurs importés des Etats-Unis. Or, tout comme son partenaire, le président russe, Vladimir Poutine, M. Erdogan veut son propre complexe militaro-industriel. Les sanctions contrarient son projet. Washington lui offre une porte de sortie en lui proposant de laisser les S-400 dans leurs boîtes. Pour éviter l'impact des sanctions, voire leur éventuel renforcement à l'avenir, la Turquie doit renoncer à activer ses antimissiles.

### Le divorce avec l'Occident a un coût. Les investissements étrangers sont au plus bas. La confiance n'est plus au rendez-vous

« Ne pas activer les S-400 est la seule solution envisageable. Pour le moment, elle n'est pas politiquement acceptable par le gouvernement turc, mais pourrait faire l'objet d'un compromis

plus large entre la Turquie et les Etats-Unis, ce qui nécessiterait une négociation sophistiquée avec l'administration de M. Biden », explique Sinan Ulgen, directeur du think tank EDAM, à Istanbul. Selon cet ancien diplomate, M. Erdogan « va tenter de mener une politique plus conciliante envers l'Europe et les Etats-Unis ». Difficile de déchiffrer ses intentions. Un jour, il dit vouloir « tourner une page » des relations avec l'Europe et les Etats-Unis, et, le lendemain, il assure ne pas « se sentir lié » par les décisions des juges de la Cour de Strasbourg, la vigie des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, dont la Turquie est un membre fondateur.

L'AKP crédité de 30% des voix En interne, les succès militaires ont vite été oubliés. La récession économique et la crise sanitaire ont sapé la popularité du président. Son Parti de la justice et du développement (AKP) est crédité de 30 % des voix dans les sondages,

de 37 % à 43 % pour la coalition formée avec son partenaire, le parti ultranationaliste MHP. Loin des 51 % nécessaires à sa réélection, lors d'un double scrutin – présidentielle et législatives – prévu en 2023. Le divorce avec l'Occident a un coût. Les investissements étrangers sont au plus bas. La confiance n'est plus au rendez-vous. Les Turcs, qui ont perdu 41 % de leur pouvoir d'achat ces dernières années, se détournent de leur monnaie, la livre turque, passée de 1,5 livre pour un dollar en 2010, à 7,33 livres aujourd'hui.

Pour se protéger des fluctuations du taux de change, la population se rue sur les billets verts. « Erdogan n'inspire plus l'espoir », confiait un retraité rencontré début décembre dans un bureau de change du quartier de Kurtulus, à Istanbul, où il venait de convertir ses économies en dollars.

Le **nouvel**  
**Economiste**

07 janvier, 2021

Par Ardavan Amir-Aslani et Inès Belkheiri

## Turquie, un casse-tête géopolitique pour les grandes puissances

### Les États-Unis et l'Union européenne devront trouver un équilibre entre le coût des sanctions infligées à la Turquie et le coût géopolitique engendré par ces sanctions

**D**onald Trump a souvent fait l'éloge de l'efficacité de Recep Tayyip Erdogan à gouverner sa nation, occultant consciemment les transgressions des droits de l'Homme en Turquie (répression de la liberté d'expression, arrestations arbitraires de journalistes et d'opposants politiques, destitution de maires kurdes démocratiquement élus). Malgré le fait que Donald Trump n'ait eu de cesse de répéter à qui voulait l'entendre que les relations entre la Tur-

quie et les États-Unis – et surtout lui – étaient au beau fixe, de multiples crises entre les deux pays ont jalonné le mandat du 45e président américain. Le putsch manqué en Turquie en 2016 a sévèrement détérioré les relations entre les deux États, et donc entre les deux chefs d'État. Un autre désaccord a vu le jour également au sujet de la milice des unités de protection du peuple syro-kurde (YPG), qualifiée d'organisation terroriste par Ankara mais soutenue par

Washington dans la lutte contre l'État islamique en Syrie.

«Malgré le fait que Donald Trump n'ait eu de cesse de répéter à qui voulait l'entendre que les relations entre la Turquie et les États-Unis – et surtout lui – étaient au beau fixe, de multiples crises entre les deux pays ont jalonné le mandat du 45e président américain»

De même, lorsqu'un pasteur

américain avait été emprisonné en Turquie pour espionnage, Donald Trump avait menacé de détruire l'économie turque en guise de représailles s'il n'était pas relâché, ce qui avait précipité le décrochage de la livre turque en 2018. Également, l'épée de Damoclès pesant sur la banque publique turque Halkbank pour l'accusation de fraude, blanchiment d'argent de plusieurs dizaines de milliards de dollars et entraves aux sanctions américaines contre l'Iran est venue



intensifier les tensions entre les deux pays. Enfin, le vote d'approbation de la qualification de génocide par la Chambre des représentants des États-Unis en 2019, concernant le génocide de deux millions d'Arméniens par l'Empire ottoman, a remis de l'huile sur le feu.

### La dernière crise turco-américaine en date

Une autre affaire est venue dégrader un peu plus l'entente entre les deux pays : celle des missiles russes S-400. Une nouvelle fois, et contrairement à leur ligne de conduite envers l'Iran, les États-Unis se sont montrés relativement indulgents dans leurs sanctions à l'encontre de la Turquie pour son acquisition d'un système de défense antiaérienne russe. Les sanctions se limitent ainsi à la mise au ban de la Turquie du programme de développement de l'avion de combat furtif américain F-35 – malgré les importants investissements d'Ankara –, à l'interdiction de nouvelles exportations d'armes par le gouvernement turc, et à l'interdiction pour les dirigeants de la société d'État SSB de séjourner sur le sol américain, en vertu de l'article 231 de la loi CAATSA (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act) en date de 2017. Cette loi prévoit, entre autres, des sanctions automatiques dès qu'un pays opère une transaction substantielle avec le secteur de l'armement russe.

“Les États-Unis se sont montrés relativement indulgents dans leurs sanctions à l'encontre de la Turquie pour son acquisition d'un système de défense antiaérienne russe”

Ces sanctions attendues depuis longtemps mais dont l'application a mis du temps à être tranchée par l'administration américaine, notamment en raison du gel de leur annonce par Donald Trump au nom de son amitié avec le dirigeant turc, ont donc été annoncées par le Département d'État américain

le 14 décembre dernier, soit à un peu plus d'un mois de l'expiration du mandat présidentiel de Donald Trump. Le 4 décembre, le Congrès américain avait en effet contraint l'exécutif à mettre en œuvre ces sanctions dans un délai de 30 jours suivant l'adoption du budget 2021 du Pentagone. Ces sanctions a minima ont été reçues avec soulagement par les dirigeants turcs, car cela a permis de préserver l'économie turque chancelante. Elles ont l'air d'avoir été d'ailleurs spécialement confectionnées pour limiter leur impact sur l'économie turque et les marchés, ainsi que pour préserver les relations entre les deux puissances. D'ailleurs, la terminologie utilisée dans le texte officiel de sanctions démontre la volonté américaine de poursuivre une coopération puisque la Turquie est décrite comme un “allié précieux” et “partenaire important des États-Unis pour la sécurité régionale”.

### La perte de l'ami Trump

Malgré d'importantes crises, le lien personnel entre les deux hommes a permis de conserver de bonnes relations entre les deux pays. Ainsi, le président turc n'a pas accueilli la victoire de Joe Biden avec le sourire. Après s'être abstenu de commenter cette victoire, le président turc a fini par lui adresser ses félicitations en ajoutant qu'il espérait un renforcement des relations entre Ankara et Washington.

“Malgré d'importantes crises, le lien personnel entre les deux hommes a permis de conserver de bonnes relations entre les deux pays.”

“Malgré l'histoire mouvementée entre Recep Erdogan et Joe Biden, la prudence et la diplomatie dont a fait preuve ce dernier par le passé font de lui un expert en politique étrangère”

Ainsi, le président turc n'a pas accueilli la victoire de Joe Biden avec le sourire”

Joe Biden avait déjà donné son avis sur le président turc en décembre 2019 dans un entretien accordé au ‘New York Times’, le qualifiant d’“autocrate” et en soulignant son envie d'enhardir les rivaux du dirigeant turc pour qu'ils ne le battent “pas par un coup d'État, mais par le processus électoral”. Ankara avait alors réagi à ses propos en dénonçant vivement “l'ignorance pure, l'arrogance et l'hypocrisie” de Joe Biden. Ainsi, de même que la question iranienne, le dossier turc est dans le collimateur du 46e président des États-Unis. Ankara craint donc un durcissement du ton de la Maison-Blanche.

### Des attentes et des spéculations autour du mandat de Joe Biden

Le porte-parole du président turc a récemment dévoilé les attentes de la Turquie à l'égard de la nouvelle administration. Le premier point vise la problématique des alliés kurdes (groupe YPG, émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK) de Washington sur le front syrien, considéré par la Turquie comme un groupe terroriste. Le gouvernement turc espère un changement de politique sur le sujet. La deuxième priorité de la Turquie concerne la présence de réseaux gülenistes aux États-Unis en référence au Fetö (Fethullahist terror organization), mouvement Gülen dont Recep Tayyip Erdogan demande l'extradition de son prédicateur Fethullah Gülen, qu'il accuse d'avoir fomenté la tentative de putsch de juillet 2016, et qui est installé en Pennsylvanie depuis. Malgré la proximité entre MM. Erdogan et Trump, cet appel est resté lettre morte.

“Malgré l'histoire mouvementée entre Recep Erdogan et Joe Biden, la prudence et la diplomatie dont a fait preuve ce dernier par le passé font de lui un expert en politique étrangère”  
Malgré l'histoire mouvementée

entre Recep Erdogan et Joe Biden, la prudence et la diplomatie dont a fait preuve ce dernier par le passé en tant que vice-président de Barack Obama durant 8 ans, ainsi que sa longue expérience au Sénat en qualité de président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, font de lui un expert en politique étrangère. Davantage enclin au dialogue que son prédécesseur, Joe Biden s'était notamment opposé à l'intervention américaine contre Mouammar Kadhafi en Libye, à la montée en puissance en Afghanistan, à l'opération d'élimination d'Oussama Ben Laden et n'était pas non plus pour le fait de pousser Hosni Moubarak vers la sortie lors du Printemps arabe en 2011. Ainsi, le caractère et l'expérience de Joe Biden n'augurent pas de comportement belliqueux venant des États-Unis à l'égard de la Turquie.

### La Turquie plus que jamais dans le collimateur de l'Union européenne

Les tensions se sont renforcées ces dernières années en Méditerranée orientale après la découverte d'importants gisements gaziers. La Grèce, Chypre et la Turquie notamment ont pour point de discordie la délimitation de leurs frontières maritimes dans les zones économiques exclusives (ZEE) grecque et chypriote. Même durant l'ère Trump, la Turquie et les États-Unis ont vu leurs relations se détériorer en raison des ambitions d'exploration d'hydrocarbures d'Ankara dans les eaux disputées par la Grèce et Chypre.

“Même durant l'ère Trump, la Turquie et les États-Unis ont vu leurs relations se détériorer en raison des ambitions d'exploration d'hydrocarbures d'Ankara dans les eaux disputées par la Grèce et Chypre”

Malgré l'appel de l'Union européenne à l'arrêt des forages turcs, Ankara continue d'appuyer une diplomatie ambiguë car elle souhaite

s'imposer dans le cercle fermé des grands exportateurs d'armes. Pour ce faire, elle utilise toutes les occasions pour promouvoir son nouveau matériel militaire, comme ses drones de nouvelle génération qui ont fait leurs preuves pendant le conflit du Haut-Karabkh. En septembre 2020, Mike Pompeo, chef de la diplomatie américaine, avait visité Athènes en signe de soutien à la Grèce. Ainsi, Ankara craint de voir Joe Biden renforcer l'alliance gréco-israélo-chypriote dans les prochains mois à son détriment.

### Une friction avec la France révélatrice de la faiblesse de l'Otan

Les liens entre la France et la Turquie se sont également tendus depuis un incident naval en juin 2020, au cours duquel un bâtiment militaire turc escortant un navire soupçonné de violer l'embargo sur les exportations d'armes en Libye avait illuminé le navire français 'Courbet' de son radar de contrôle de tir, ultime étape avant de faire feu. La France avait porté cette affaire devant l'Otan mais en vain, puisqu'elle avait été décrété qu'il s'agissait d'un simple "désaccord entre alliés". Le président turc a ensuite multiplié les invectives à l'égard de son homologue français, traitant Emmanuel Macron d'"amateur" et d'"incompétent" en septembre 2020, déclarant ensuite s'inquiéter pour sa "santé mentale" en octobre, et a enfin espéré en décembre que la "France allait se débarrasser le plus tôt possible" de Macron, également accusé d'"islamophobie".

"L'Otan, qui ne dispose d'aucun mécanisme de sanction ou d'exclusion contre ses membres, s'est révélée être ces dernières années une machine américaine qui mettait les problèmes, notamment ceux causés par la Turquie, sous le tapis afin de conserver son allié. L'arrivée de Joe Biden changera certainement la donne vis-à-vis de la façon de faire au sein de l'Otan"

Ces réactions épidermiques ne s'inscrivent pas dans une stratégie précise visant à renforcer son aura de leader supposé du monde musulman sunnite, auto-construite et savamment entretenue. Cet épisode de tension en mer aura eu néanmoins le mérite de mettre en lumière le statut d'État intouchable dont bénéficie la Turquie au sein de l'Otan, qui serait en état de "mort cérébrale" d'après le Président français. En effet, l'organisation ne dispose d'aucun mécanisme de sanction ou d'exclusion contre ses membres, et s'est révélée être ces dernières années une machine américaine qui mettait les problèmes, notamment ceux causés par la Turquie, sous le tapis afin de conserver son allié. L'arrivée de Joe Biden, beaucoup moins favorable au dirigeant turc, changera certainement la donne vis-à-vis de la façon de faire au sein de l'Otan.

Des sanctions européennes encore moins tranchées que les sanctions américaines

Alors que la Turquie brigue toujours officiellement une place au sein de l'Union européenne, le couperet des sanctions, évoqué en octobre 2020, est tombé le 10 et 11 décembre 2020. Mais le moins que l'on puisse dire est qu'il ne tranche pas nettement. Les 27 chefs d'État réunis à ces dates ont décidé d'étendre la liste noire établie en 2019 afin de sanctionner les activités d'exploration turques dans les eaux chypriotes. Dans cette lancée, de nouveaux noms seront soumis au vote des États membres dans les prochaines semaines. Ils rejoindront notamment les noms de responsables de la Turkish Petroleum Corporation (TPAO) ayant subi les sanctions de la CAATSA (interdiction de visas, avoirs gelés sur le sol américain).

"Alors que la Turquie brigue toujours officiellement une place au sein de l'Union européenne, le couperet des sanctions est tombé. Mais le moins

que l'on puisse dire est qu'il ne tranche pas nettement"

Cependant, la règle de l'unanimité des décisions au niveau de l'Otan complique la prise de sanctions vis-à-vis de la Turquie. En effet, au vu de l'absence de consensus, les sanctions économiques ont été écartées du tapis, ainsi que la requête grecque d'imposer à la Turquie un embargo européen sur les armes. Josep Borell, chef de la diplomatie européenne, a néanmoins expliqué que "l'idée est de serrer la vis progressivement" à l'égard de la Turquie. Il a d'ailleurs reçu la mission d'établir un rapport, d'ici mars 2021, sur les instruments et les options possibles pour sévir contre le voisin turc, notamment en influant sur les échanges commerciaux. Ainsi, les États membres espèrent encore un revirement d'attitude d'ici là. De l'autre côté de l'Atlantique, on regarde de près ce qu'il se passe en Europe. En effet, l'Europe aura sans nul doute un rôle crucial à jouer dans la politique turque qui sera menée par Biden. Ses proches conseillers ont d'ailleurs indiqué que le nouveau président coordonnerait son action avec celle de l'Union européenne.

### Une stratégie très risquée avec la Russie

Recep Tayyip Erdogan, qui s'est engagé sur plusieurs fronts militaires simultanément, s'est considérablement éloigné de ses alliés historiques, les États-Unis, l'Union européenne et l'Otan, pour se rapprocher de la Russie. Peu avant les élections américaines, Joe Biden a qualifié la Russie de "plus grande menace actuelle pour l'Amérique en termes de rupture de notre sécurité et de nos alliances".

"Recep Tayyip Erdogan, qui s'est engagé sur plusieurs fronts militaires simultanément, s'est considérablement éloigné de ses alliés historiques, les États-Unis, l'Union européenne et l'Otan, pour se rapprocher de la Russie"

Cependant, le rapprochement entre la Turquie et la Russie a été mis à mal par le fait que les intérêts turcs se heurtent de plus en plus souvent aux intérêts russes. En Libye par exemple, Erdogan a envoyé des troupes avec l'appui des députés turcs mais contre l'avis de leur allié américain, qui considérait que cette interférence étrangère complexifierait davantage la situation en Libye. Ce pays est alors devenu au fil des années le théâtre d'une véritable lutte d'influence entre deux camps : d'un côté le Qatar et la Turquie, qui soutiennent le Gouvernement d'union nationale (GNA) des Frères musulmans, et de l'autre l'Égypte ainsi que des pétromonarchies arabes du golfe Persique, tels que les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, qui appuient les troupes du maréchal Haftar. En novembre 2020, les États Unis avaient appelé le maréchal à mettre fin à son offensive de reconquête de Tripoli malgré le soutien passé du président américain. Le conflit dans cette zone implique de nombreux acteurs, et notamment la Russie qui, selon les États-Unis, chercherait à exploiter le conflit en renforçant les troupes du maréchal Haftar avec le concours des mercenaires russes du groupe Wagner.

La Russie et la Turquie se retrouvent également en désaccord sur le front syrien car motivés par des objectifs antagonistes.

"Les Turcs se retrouvent une nouvelle fois indirectement en confrontation avec les Russes de par leur soutien militaire de l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre les forces arméniennes"

Enfin, récemment, les Turcs se retrouvent une nouvelle fois indirectement en confrontation avec les Russes de par leur soutien militaire de l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre les forces arméniennes dans la région disputée du Haut-Karabakh, dans le sud du Caucase. Dans des déclarations faites avant les élections, Joe Biden

a fortement penché en faveur de l'Arménie, qualifiant d'« irresponsable » l'implication militaire de la Turquie.

#### Les défis de Biden

Même si sa préoccupation première sera celle de la pandémie et de l'économie nationale, Joe Biden, en tant que spécialiste de la politique étrangère, s'attellera vite aux nombreux problèmes de politique exté-

rieure. Outre l'Asie qui préoccupe les États-Unis en raison de la montée en puissance constante de la Chine, l'administration Biden ne négligera sûrement pas la question iranienne et son problème nucléaire. Le futur président des États-Unis aura également la lourde tâche supplémentaire de reprendre ce qu'avait détruit Donald Trump durant son mandat, et devra notamment réparer les relations avec les alliés

de l'Otan, fortement détériorées par quatre années d'hostilité du président américain. Le nouveau président américain fait en outre face à un défi, celui de changer la trajectoire dangereuse de la Turquie tout en préservant les liens américano-turcs.

« Le futur président des États-Unis aura également la lourde tâche supplémentaire de reprendre ce qu'avait détruit Do-

nald Trump durant son mandat, et devra notamment réparer les relations avec les alliés de l'Otan »

Les États-Unis et les États membres de l'Union européenne devront donc trouver un équilibre entre le coût des sanctions infligées à la Turquie et le coût géopolitique engendré par ces sanctions.

Le Monde

08 janvier, 2021

Par Ghazal Golshiri

## Iran : un an après la destruction de l'avion ukrainien, l'enquête piétine, le traumatisme reste

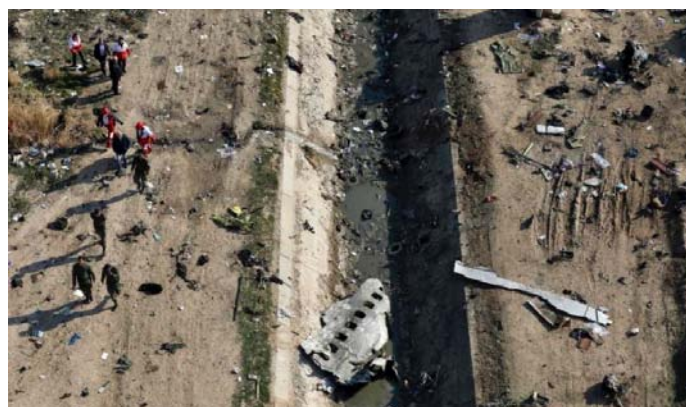
### Les familles des 176 victimes demandent justice, un an après les tirs de missiles par des gardiens de la révolution.

En ce premier anniversaire de la destruction du Boeing d'Ukraine Airlines, près de Téhéran, par des missiles des gardiens de la révolution (l'armée idéologique du régime), les familles des victimes se sont rendues jeudi 7 janvier sur le lieu du drame, à Shahedshahr. Non sans tensions, car les forces de l'ordre avaient d'abord bloqué la route menant à cette localité, avant de laisser passer les familles. Des photos des 176 victimes, la plupart de jeunes Iraniens vivant au Canada, ornées de bouquets de fleurs, et une affiche « Pourquoi nous avez-vous tués ? » tapissaient le sol, alors que cris et pleurs brisaient de temps à autre le silence. Dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, on voit un autre rassemblement des familles des victimes, le même jour, cette fois-ci dans l'aéroport Imam-Khomeini de Téhéran. Un homme âgé prend la parole devant une petite foule, vêtue de noir : « Mort

aux assassins qui ont tué nos enfants. Nous réclamons justice ! »

Le 8 janvier 2020, alors que l'Iran menait des frappes contre une base américaine en Irak, en représailles à l'assassinat par un drone américain du général iranien Ghassem Soleimani – chef de la branche des gardiens de la révolution chargée des opérations extraterritoriales –, deux missiles sol-air ont été tirés, touchant un avion civil qui avait quitté Téhéran pour rejoindre l'Ukraine. Pendant trois jours, alors que les autorités canadiennes, ukrainiennes et américaines évoquaient la responsabilité directe de Téhéran, les dirigeants iraniens ont dénoncé des « allégations mensongères ». Mais le 11 janvier 2020, les gardiens ont reconnu leur propre responsabilité.

Aujourd'hui, l'enquête semble au point mort. « Selon les lois internationales, le pays où le



A Shahedshahr, sur le site du crash, le 8 janvier 2020. Ebrahim Noroozi / AP

crash a eu lieu est censé mener les investigations, explique Payam Jamshidi, dont la sœur, Shadi, est morte, à 32 ans. Mais, dans ce cas, c'est comme si l'assassin devait mener l'enquête. Dès le début, les Iraniens n'ont pas arrêté de tenir des propos contradictoires et de tout retarder. Tout est mensonger dans cette affaire. »

« Un procès grandiose » Les familles pointent notamment du doigt le fait que, peu après le crash, les bulldozers ont roulé sur les lieux de la tragédie, « nettoyant le site de l'accident, alors que tout devait rester intact pour l'enquête », explique Payam Jamshidi au Monde, depuis Londres. « Nous n'avons aucun espoir que l'enquête avance en Iran », affirme-t-il. L'Iranien rappelle



également que les enterrements de certaines victimes en Iran ont eu lieu sous la pression des agents du renseignement iranien qui cherchaient à éviter tout débordement ou slogan politique. Pour ce premier anniversaire, certaines familles disent avoir fait l'objet de menaces.

Les doutes sur l'enquête sont partagés en Ukraine, dont onze ressortissants ont péri dans la tragédie. Alors que, fin décembre 2020, un rapport technique préliminaire de Téhéran sur les circonstances de la catastrophe a été envoyé à Kiev, le 6 janvier, le président d'Ukraine International Airlines (UIA), Ievgueni Dykhné, a accusé l'Iran de « faire traîner l'enquête », demandant à la communauté internationale de renforcer la « pression » sur Téhéran.

Pour le moment, la dernière version officielle de Téhéran consiste à dire que le vol PS752 a été abattu à la suite d'une « erreur » dans le système radar d'une unité de défense antiaérienne, commise par un opérateur. Le président Hassan Rohani a répété jeudi cette version des faits, promettant que ce dossier serait bientôt examiné « lors d'un procès grandiose et à l'issue d'une étude précise ». Selon le bureau de procureur de Téhéran, une personne, arrêtée dans le cadre de cette affaire, est toujours derrière les barreaux.

**« Nous ne voulons même pas entendre parler d'argent »**

Depuis quelques semaines, l'Iran parle également de vouloir verser un dédommagement de 150 000 dollars (123 000 euros) aux familles de

chaque victime – initiative dénoncée par des proches qui voient une tentative par Téhéran de clore le dossier sans faire la lumière sur les responsables. « Nous ne voulons même pas entendre parler d'argent, s'emporte Payam Jamshidi. Nous cherchons en priorité que les autres pays exercent de la pression sur l'Iran pour que finalement les commanditaires et les exécuteurs soient désignés. »

Pendant ce temps, la justice iranienne continue à condamner à des peines de prison, allant jusqu'à cinq ans, ceux qui ont pris part en 2020 aux manifestations survenues après le crash dans les villes iraniennes. Sur les réseaux sociaux, les Iraniens rendent hommage aux victimes, non sans prendre de risque. Dessins, morceaux de musique, vi-

déos, textes et poèmes ont inondé Twitter et Instagram, témoignant des plaies encore bien ouvertes par le crash chez les Iraniens, notamment ceux issus de la classe moyenne éduquée, aspirant aux changements. « Ceux qui ont péri étaient un concentré des meilleurs enfants de cette terre qui avaient choisi un autre pays pour pouvoir vivre mieux, parce qu'ils n'étaient pas assez appréciés à leur juste valeur dans leur pays natal », confie une ancienne journaliste vivant à Téhéran. Pour un photographe iranien, qui a couvert de nombreuses vagues de répression, le crash du Boeing a changé son regard à tout jamais. « Tuer des innocents dans les airs, alors qu'ils sont en train de quitter le pays... Après ça, rien de la part de ce régime ne me semble impossible. »

MorningStar

January 8, 2021  
By Steve Sweeney

## Kurdish journalists appeal for international solidarity as Mesopotamia Agency reporter jailed

**K**URDISH journalist Mehmet Aslan vowed to “continue the pursuit of the truth” today as he was jailed by a Turkish court on trumped-up charges of terrorism.

The Mesopotamia Agency reporter was charged with membership of an unnamed terrorist organisation, usually meaning the banned Kurdistan Workers Party (PKK).

He denies the charges, insisting that “journalism was on trial.”

“I have been working as a journalist for two years. I work at Mesopotamia Agency. I have never been a member of any illegal structure, nor have I any affiliation,” Mr Aslan said.

“The accusations against me were all about my activities as a journalist. I have never been instructed by any organisation to do anything and there is no evidence of it. I deny all accusations.”

Mr Aslan was detained in a raid on his Istanbul home on January 5.

He was taken some 435 miles to the resort city of Antalya for unknown reasons.

The charges against him were kept secret, concealed by a confidentiality clause.

The Mesopotamia Agency is subjected to routine harassment and persecution by the



Mesopotamia Agency reporter Mehmet Aslan

Turkish state due to its dogged reporting and exposés on alleged crimes committed against the country's Kurdish minority.

Two of its reporters are among the four that have been behind bars for more than 90 days after being jailed in relation to

coverage of alleged human rights abuses by the Turkish military in the largely Kurdish Van province.

Their determination uncovered news that Turkish soldiers threw two Kurdish farmers Osman Siban, who later died

from his injuries, and Servet Turgut from a military helicopter in Van's Catak district.

Turkey has retained its title as the world's leading jailer of journalists, with around a third of the world's total.

Accurate figures are hard to come by with the Turkish state insisting there are no media workers in prison, just terrorists.

The country's TGS union is criticised for being conservative and understating the numbers, but Kurdish organisations estimate some 200 are in prison.

The Istanbul office where Mr Aslan was based told the Morning Star they were under pressure because of their "insistence on reporting and telling the truth" but said they would continue to defend the

people's right to information.

"We call on the international press and professional organisations to speak out and support our just insistence," they said.

NUJ general secretary Michelle Stanistreet said: "Reports that Mehmet Aslan, a reporter for the pro-Kurdish Mezopotamya News Agency,

has been arrested following a raid on his home and his books and electronic devices confiscated show that Turkey has started the year by yet again harassing and detaining journalists.

"Aslan must be released at once and journalists in Turkey should be allowed to carry out their work without these constant attacks."



09 janvier, 2021

## La Turquie accusée d'envoyer des « esclaves sexuelles » kurdes pour les combattants en Libye

**D**es femmes kurdes auraient été transférées en Libye pour servir d'esclaves sexuelles auprès des combattants pro-turc. Ces femmes seraient enlevées depuis le début de l'occupation de la ville d'Afrin au nord-ouest de la Syrie en 2018. Leur sort restait à ce jour inconnu.

C'est une députée turque de l'opposition qui a donné l'alerte au début de cette semaine. Tulay Hatimogullari, membre

du parti démocratique populaire (HDP), a appelé le Parlement à mener une enquête sur la disparition de ces femmes kurdes avant de questionner les autorités turques sur leur responsabilité dans le transfert de ces femmes en Libye pour servir comme « esclaves sexuelles » auprès des combattants pro-turc.

Elle a exigé du chef de la diplomatie de son pays, Mevlut Çavuşoglu, de faire toute la

lumière sur le sort de ces femmes. « Votre ministère est-il au courant de ces exactions ? » a-t-elle demandé assurant qu'elle avait recueilli des témoignages.

### Appel à une réaction européenne ou américaine

De son côté, Sinam Mohamad, la représentante du Conseil démocratique syrien à Washington, dénonce le 6 janvier le transfert obligé vers la Libye de

ces femmes enlevées arbitrairement à Afrin. Ces agissements « ne sont pas différents » affirme-t-elle « de ceux de l'organisation État islamique ».

Sinam Mohamad a adressé un appel aux États-Unis et à l'Union européenne pour participer à une commission d'enquête internationale sur cette affaire pour que « justice soit faite » et pour que « les criminels de guerre soient punis ».



January 09, 2021

## Turkish soldier killed, two wounded in clash with PKK in southeast Turkey

**O**ne Turkish soldier was killed and two wounded in a clash with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the country's southeastern Diyarbakır province, the Interior Ministry said on Saturday.

The clash took place in

Diyarbakır's rural region of Lice, the ministry said, noting that the gendarmerie officer heavily wounded in the incident died after being taken to a hospital for treatment.

The operation against the PKK in the southeast of the country is ongoing, the ministry added.

The PKK, designated as a terrorist organisation by Turkey, the United States and European Union, has been fighting an armed insurgency against the Turkish state for almost four decades. Tens of thousands of people, mostly ethnic Kurds based in Turkey, have died in the conflict.

At least 164 PKK militants were neutralised in operations across Turkey in December, according to data compiled by the state-run Anadolu news agency.

Turkish authorities use the term "neutralised" to imply the people in question either surrendered or were killed or captured.

## Manifestations en France huit ans après l'assassinat de trois militantes kurdes

**Les manifestants accusent les services secrets turcs du MIT et le président Recep Tayyip Erdogan d'être derrière cet assassinat, qui s'est déroulé en 2013, à Paris.**

**V**oilà huit ans qu'ils réclament la justice dans une affaire jamais jugée. Plusieurs milliers de personnes ont défilé, samedi 9 janvier, dans différentes villes françaises, pour rendre hommage à trois militantes kurdes assassinées en 2013 en plein Paris. Dans la capitale, le cortège s'est élançé dans le calme, derrière de grandes banderoles à l'effigie des trois femmes, depuis la gare du Nord jusqu'à la place de la République.

Sakine Cansiz, 54 ans, une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, ont été tuées le 9 janvier 2013 de plusieurs balles dans la tête. Les manifestants accusent les services secrets turcs du MIT et le président Recep Tayyip Erdogan d'être derrière cet assassinat.

« Erdogan terroriste ! », « Stop Erdogan ! », lançait notamment la foule, dans laquelle se trouvaient aussi des militantes féministes et plusieurs élus de gauche.

**« Tant qu'il n'y aura pas de justice, on manifesterà »**

« Nous dénonçons un assassinat politique et aussi un féminicide. Erdogan et sa petite clique sont venus faire le ménage et on essaie de nous faire oublier ce crime inacceptable qui s'est passé en France », affirme Yekbun Eksen, membre du Conseil



Une femme fait un signe de victoire lors d'une manifestation de partisans kurdes à Paris, le 9 janvier 2021, en mémoire de trois militantes kurdes assassinées à Paris il y a huit ans. ALAIN JOCARD / AFP

démocratique kurde en France (CDK-F) et organisateur de la manifestation parisienne.

« On vient ici pour rendre hommage à des femmes innocentes qui agissaient pour la liberté et la cause kurde », abonde dans le cortège Celik Birhat, étudiant en droit de 19 ans. « Tant qu'il n'y aura pas de justice, on manifesterà », ajoute à ses côtés Diyar Dogan, qui vient chaque année manifester.

D'autres manifestations se déroulaient simultanément dans plusieurs villes françaises pour réclamer la « fin de l'impunité de ces crimes politiques » : 150 personnes à Bordeaux selon la police, 180 à Strasbourg selon la préfecture et en-

viron 250 à Marseille.

« Aujourd'hui, le peuple kurde voit aussi que la France n'élève pas trop la voix » et « n'a pas une position ferme et claire » sur ce dossier, a estimé Yasmine, porte-parole du centre communautaire kurde à Bordeaux, qui n'a pas souhaité communiquer son nom de famille.

### Enquête ouverte

Mercredi, une marche blanche avait déjà été organisée à Paris, en hommage aux trois femmes. L'enquête en France avait pointé « l'implication » de membres des services secrets turcs dans ce triple assassinat, sans désigner de commanditaires.

Des médias turcs avaient notamment diffusé un document présenté comme un « ordre de mission » du MIT pour Omer Güney. Seul suspect, cet homme de nationalité turque, arrêté en France, est mort fin 2016 en prison quelques semaines avant la tenue de son procès, éteignant l'action publique à son encontre.

Mais en mai 2019, un juge antiterroriste français a été chargé de reprendre l'enquête sur des complicités dans l'assassinat. Une information judiciaire a été ouverte pour « complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste » et « association de malfaiteurs terroriste criminelle ». Le MIT avait officiellement démenti toute implication en janvier 2014.





January 10, 2021  
by Hiwa Shilani

## Protests escalate in Iraq's Nasiriyah; deaths and injuries reported

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Iraq's High Commission for Human Rights (IHCHR) on Sunday condemned violence during escalating protests in the country's Dhi Qar province, leading to at least one death and dozens of injuries during clashes between demonstrators and the security forces.

Protests erupted again in the city of Nasiriyah after a "wave of arrests" by security forces targeting local activists. Condemning the violence, the rights commission said in a statement that the Nasiriyah events caused a police officer's death and wounding of 111 demonstrators and security forces.

It was unclear who killed the officer. Kurdistan 24 could not immediately confirm the circumstances of their death.

The commission called on

Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi "to control the security situation in [Dhi Qar] province and take urgent measures to stop the bloodshed."

Earlier, anti-government protesters in the province threatened more escalation, demanding an end to the arrest of activists. Since last Friday, protests in Haboubi Square of Nasiriyah have become increasingly tense, amid standoffs between the security forces and protesters.

On Saturday, the security forces fired live ammunition on protesters who sought to control Haboubi Square. Sources told local media that the demonstrators held the square, despite the crackdown, and blocked roads leading to it with burning tires.

A day before the violence, unknown assailants broke into the



Anti-government protesters fought with supporters of cleric Muqtada al-Sadr in Nasiriya, Dec. 2020. (Photo:Reuters / Ahmed Dhahi)

home of well-known local activist and lawyer, Ali al-Hamami, whom they killed, according to an IHCHR member. The killing came amid widespread arrests by local security forces.

Widespread anti-government demonstrations began in Iraq in late 2019 in response to crippling corruption, low living standards, and lack of public services. The movement, which was mostly concentra-

ted in Shia-majority parts of the country, weakened throughout 2020 due to the coronavirus pandemic.

However, a crackdown, primarily led by allies of the Iran-backed elements of the Hashd al-Shaabi militias, continued. Masked gunmen have abducted and assassinated many prominent activists and journalists reporting on the demonstrations.



12 Janvier 2021

## Iran : La barre des 200.000 décès dus au Covid-19 est dépassée

**L**e nombre réel de décès, en termes de population, place l'Iran en tête du classement mondial.

· Ebrahim Raïssi, chef du judiciaire : Le peuple iranien ne doit pas être le laboratoire des vaccins américains et britanniques. (Télévision officielle, 11 janvier 2021)

· Lettre du système médical à Rohani : La production de masse du vaccin domestique ne commencera pas de sitôt. La priorité est d'acheter des vaccins, un besoin vital et essentiel qui doit être fourni à la population, aux groupes vulnérables et à haut risque et au personnel médical dans les plus brefs délais. (Site Tabnak,

10 janvier 2021)

· Le chef du système médical : si la vaccination n'est pas effectuée à temps, les mutations virales vont réduire l'effet du vaccin. (Agence Isna, 11 janvier)

· Le gouverneur de Téhéran : le danger d'une nouvelle vague

d'épidémie de Covid-19 est très élevé. (Agence Irna, 11 janvier 2021)

Agence Irna, 11 janvier 2021 : Depuis le mois d'août, Amol est à la pointe de la mortalité et du nombre de malades du coronavirus.

L'Organisation des Moudjahidi-

dine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 11 janvier 2021 que le nombre de décès dus au coronavirus dans 478 villes d'Iran a dépassé le seuil ahurissant des 200.000.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 48.921, Khorassan-Razavi 13.585, Ispahan 12.540, Qom 7800, Mazandaran 7782, Azerbaïdjan occidental 7398, Guilan 7086, Fars 6100, Alborz 5200, Sistan-Balouchistan 4846, Kerman

4416, Markazi 4133, Yazd 3572, Kurdistan 3416, Ardebil 2467, Qazvine 2102, Ilam 2071, Khorassan du Sud 1886, Chaharmahal-Bakhtiari 1580, Kohgiluyeh-Boyer-Ahmad 1464.

A propos de ce chiffre ahurissant et tragique, Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), a déclaré : Cette catastrophe résulte directement de la politique criminelle et prédatrice du régime

des mollahs depuis dix mois. Il était possible d'empêcher les décès d'atteindre une telle ampleur et d'en réduire le nombre. Khamenei et Rohani sont les responsables directs de l'augmentation des décès, ainsi que les autres dirigeants du régime. Au lieu de payer les ouvriers et les travailleurs avec l'argent des cartels économiques contrôlés par Khamenei et les gardiens de la révolution, ils les ont envoyés à l'abattoir du Covid19. Aujourd'hui, en empêchant le

vaccin d'entrer en Iran, ils préparent une tragédie encore plus grande.

Le nombre de décès en Iran, a-t-elle ajouté, même en s'en tenant aux chiffres officiels, est bien plus élevé que celui des pays voisins et du Moyen-Orient. Des pays dont l'infrastructure et les fondations économiques et sociales sont souvent beaucoup plus faibles que l'Iran. Les chiffres véritables placent cependant l'Iran en tête du classement mondial en termes de population,

**L'Orient  
LE JOUR**

12 janvier, 2021

## Covid-19: premier jour sans décès au Kurdistan et à Bagdad

L'Irak n'a enregistré mardi que cinq décès dû au nouveau coronavirus, mais aucun au Kurdistan qui compte cinq millions d'habitants ni à Bagdad qui en compte deux fois plus, tandis que le nombre de contaminations quotidiennes a drastiquement baissé.

Au total, selon le ministère irakien de la Santé, depuis l'apparition du Covid-19 en Irak en

février 2020, 603.739 personnes ont été contaminées, dont 12.906 sont mortes et 558.777 ont été guéries. Durant les seules dernières 24 heures, 810 personnes ont été testées positives au nouveau coronavirus et cinq en sont mortes, dans des provinces du sud du pays.

Au plus fort de l'épidémie, environ 4.000 nouveaux cas étaient détectés quotidienne-

ment et le nombre de morts pouvait avoisiner la centaine il y a quelques mois encore, faisant de l'Irak le pays le plus touché du Moyen-Orient après l'Iran, pays voisin. Le nombre de victimes à l'échelle mondiale est globalement sous-évalué. Il se fonde sur les bilans quotidiens des autorités nationales de santé, sans inclure les réévaluations fondées sur des bases statistiques.

En Irak, les chiffres officiels ne comprennent pas non plus les patients qui, redoutant la vétusté des hôpitaux publics et le manque de formation du personnel médical, préfèrent se soigner chez eux sans subir de tests ni informer les autorités de leur état de santé. L'Irak va acheter des vaccins au laboratoire américain Pfizer, ont indiqué les autorités, mais aucune campagne de vaccination n'a pour le moment été annoncée.



13 janvier, 2021

## 15 militants civils kurdes arrêtés dans différentes villes d'Iran

CS DHI – Les autorités iraniennes ont arrêté trois militants civils kurdes, Bahman Yousefzadeh, Farhad Mousapour et Fereydoun Mousapour. Les arrestations se sont déroulées dans la

ville de Rabat, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental.

On estime qu'elles ont arrêté au moins 15 activistes civils, étudiants et militants écologistes à Marivan, Karaj, Maha-

bad et Rabat au cours du week-end.

Au moment où nous écrivons ces lignes, la raison de leurs arrestations et les charges retenues contre eux n'ont pas

encore été déterminées.

**Les Kurdes, cible éternelle des mollahs**

Les citoyens kurdes sont les cibles de la dernière vague



d'arrestations. À Marivan, les agents du régime ont arrêté quatre militants des droits de l'environnement. Ils s'appellent Dana Samadi, 28 ans, Sirvan Karimzadeh, 27 ans, Zanyar Motamedi, 30 ans et Karvan Minouyi, 38 ans.

Ils ont aussi arrêté un cinquième militant écologiste, Karu Alidad, à Marivan ce jour-là mais a été libéré après avoir passé environ trois heures en interrogatoire.

Une source bien informée a déclaré à IHR : « Les autorités iraniennes ont arrêté Zanyar et Karvan après leur retour à Marivan depuis la région du Kurdistan irakien. Elles arrêtent Zanyar, le samedi 9 janvier. Le lendemain, le 10 janvier, c'est le tour de Karvan. Ce sont des militants civils, des alpinistes et des militants écologistes. Ils étaient tous deux actifs dans le domaine de l'environnement depuis trois ans. »

La source ajoute : « Trois agents de sécurité ont arrêté Dana Samadi le samedi matin (9 janvier) par alors qu'elle prenait son petit déjeuner dans un café. Les agents ont contacté sa famille le dimanche. Ils l'ont

informée qu'elle était détenue dans le centre de détention du ministère du renseignement. Sa famille s'est rendue au centre de renseignement de Marivan. Mais les agents ont nié savoir quoi que ce soit sur son arrestation. »

#### Arrestation d'étudiants

Toujours le dimanche 10 janvier, un groupe d'agents de sécurité a fait une descente à l'université Kharazmi de Karaj. Il a arrêté Farzad Samani et Sohaib Badrouj, deux étudiants de troisième cycle de Marivan, après avoir saccagé leurs dortoirs. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous n'avons aucune nouvelle de leur sort.

Selon le Réseau des droits humains du Kurdistan, les forces de sécurité ont également arrêté cinq militants civils à Mahabad. Voici leurs noms : Shapul Khezri, Darya Talebani, Salar Rahavi, Seyran Nouri et Afshin Mam-Ahmadi.

Ils ont également signalé l'arrestation de trois militants civils. Il s'agit de Bahman Yousefzadeh, Farhad Mousapour et Fereydoun Mousapour,



dans la ville de Rabat, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental.

#### Cette répression de la communauté courante est monnaie courante

Les arrestations et la répression des militants de la société civile sont devenues monnaie courante en Iran. Mais on observe une intensification ciblée sur les minorités. Le régime des mollahs a exécuté dix prisonniers balouches dans la prison centrale de Zahedan. Ces exécutions ont eu lieu pendant les deux semaines de vacances de Noël et du Nouvel An.

Le CNRI a déclaré qu'il s'agissait d'une « violation manifeste du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de la Convention relative aux droits de l'enfant. »

Mohammad Mohaddessin, le président de la commission des affaires étrangères du CNRI, a dit que cette exécution montre « la nature effroyable du régime iranien. » Il a exhorté la communauté internationale à sauver la vie des personnes dans le couloir de la mort en Iran. Il pense en particulier aux délinquants mineurs. Personne ne devrait jamais condamner à mort pour quelque crime que ce soit.

The  
New York  
Times

January 13, 2021  
By Arash Azizi

## Why Is Iran Kidnapping and Executing Dissidents?

**Abductions and executions of Iranian journalists and activists seem to be aimed at complicating the resumption of talks under the Biden administration.**

**H**e has been dead for a month.

On Dec. 12 Iranians woke up to bleak news: Their government had executed Ruhollah Zam, a 42-year-old journalist. The sentencing judge descri-

bed Mr. Zam as a spy, as someone who incited violence and had "sown corruption on earth," a vague charge which is often used to describe attempts to overthrow the Iranian government.

Mr. Zam, who had been impris-

oned in Iran after the disputed presidential election in 2009, fled to France in 2011, where he was granted political asylum. From Paris, he started Amad News, a popular anti-government website, which also operated on the encrypted messaging app Telegram

and other social media platforms. His father, Muhammad Ali Zam, a cleric, was once a high-ranking regime official and the family was well-connected in Iranian power circles. Mr. Zam used his connections to garner critical information and published re-

velatory accounts of insider corruption.

Iran was roiled by protests against unemployment and the high cost of living in December 2017 and January 2018. Mr. Zam's Amad News helped coordinate disparate protests across the country. A manual for making Molotov cocktails was published on Amad News's Telegram channel, but Telegram shut it down after Tehran argued that it was inciting violence.

In October 2019, an anonymous contact promised Mr. Zam a meeting in Najaf, Iraq, with Grand Ayatollah Ali Sistani, the supreme Shiite spiritual leader, whose religious authority surpasses that of Iran's supreme leader. The Grand Ayatollah has lent his support to electoral democracy in Iraq and opposed rule by clerics. Mr. Zam, who was planning to establish a television channel, was hoping to discuss financing for his project. Instead, he was arrested on his arrival in Iraq by government officials and was handed over to the Islamic Revolutionary Guards Corps' operatives who transferred him to Iran.

Mr. Zam faced 17 criminal charges, including spying for France and Israel. Very little evidence was presented in court to substantiate the allegations against him. In September, a few months before Mr. Zam's execution, Navid Afkari, an Iranian wrestler who supported the 2017-18 protests, was hanged in Shiraz.

The kidnapping, the conviction and the execution of Mr. Zam is reminiscent of tactics widely used by the Islamic Republic in its first two decades. Since its foundation in 1979, the Islamic Republic has assassinated up to 360 people around the world.

Nicholas Kristof: A behind-the-scenes look at Nicholas Kristof's gritty journalism, as he travels around the world.

In August 1991, three Iranian operatives murdered Shahpur Bakhtiar, who served as the last prime minister of Iran before the 1979 revolution deposed the monarch Mohammed Reza Shah Pahlavi. Mr. Bakhtiar and his secretary were killed in his home in the Paris suburb of Suresnes. One of the killers was eventually arrested and confessed to receiving orders from the Iranian government.

From Cyprus to the Philippines, from Romania to the United States, Iranian operatives assassinated anyone they deemed a threat. Those men and women included people from relatives of the deposed shah to Marxist political activists to religious figures from Iran's Sunni minority.

The assassins often returned to Tehran to a hero's welcome. Dawud Salahuddin (born David Theodore Belfield), an African-American convert to Islam, was hired by Iran in 1980 to kill Ali Akbar Tabatabai, a former Iranian diplomat turned outspoken opponent of Ayatollah Ruhollah Khomeini, Iran's first supreme leader. After killing Mr. Tabatabai at his home in Maryland, the assassin fled to Iran, where he later worked as a journalist, rising to be the editor of the website of Press TV, Iran's English-language broadcaster.

And then in 1988, six leading public figures and dissident intellectuals were murdered in Tehran. Many more killings were revealed over time and the murders came to be remembered as "the chain murders."

Tehran's nasty habit of assassinating critics and opponents at home and abroad seemed to have been reined in around 1997 after Iran faced international blowback for the killings and the subsequent election of a reformist president.

In 1992 Iranian agents killed

Sadegh Sharafkandi, the leader of the Kurdistan Democratic Party of Iran, at a Greek restaurant in Berlin, where he was meeting Ingvar Carlsson, the former prime minister of Sweden, and Mona Sahlin, the leader of the Swedish Social Democratic Party. The Swedish leaders had to cancel at the last minute, which may have saved their lives. Germans vigorously investigated and prosecuted the case, which led to a landmark ruling by a German court in April 1997, and international arrest warrants were issued against top Iranian regime officials including Ayatollah Khomeini's successor, Ayatollah Ali Khamenei.

A few months later, in August 1997, Mohammad Khatami, a reformist cleric, was elected president with a large popular backing and a mandate for change. Tehran sought to present a new face to the world; the assassination program was reined in. Iran's energized reformists and reinvigorated press pressured the regime to investigate the assassinations. Eighteen intelligence operatives, who were described by Tehran as "rogue agents," responsible for the murders, were put on trial. Three operatives were sentenced to death.

In the following years, dozens of opposition media outlets opened outside Iran, and exiled dissidents like myself didn't fear for our lives in Europe and North America anymore. Mr. Zam's abduction and execution is among several recent incidents that is forcing Iranian dissidents living overseas to reconsider the threat to their lives.

On Dec. 17, Turkey released video footage and documents exposing how Iranian authorities collaborated with drug gangs to kidnap Habib Chabi, an Iranian-Swedish activist for Iran's Arab minority. Mr. Chabi was lured to Istanbul for a rendezvous with a female agent posing as a potential lover. He was kidnapped from Istanbul,

smuggled across the border to Iran and put on trial there. He faces execution. A California-based member of an Iranian militant opposition group in exile, Jamshid Sharmahd, was abducted from Dubai in July.

Tehran seems to have revived its old tactics, and the timing of Mr. Zam's execution within weeks of President-elect Joe Biden's win and his desire to rejoin the 2015 Iran nuclear deal raises questions about the motives.

During the long negotiations for signing the 2015 nuclear deal, the Revolutionary Guards often tried to scuttle the process by repeatedly arresting dual nationals of Iran and Western countries and brazenly using them as hostages.

Ayatollah Khamenei and President Hassan Rouhani have expressed their willingness to return to the nuclear deal, but others virulently oppose them and dream of turning Iran into a fortress of hard-liners. Abductions and executions seem to be aimed at complicating the resumption of talks under the Biden administration.

President-elect Biden must press Iran on its appalling campaign of kidnapping and execution, its policy of using arrested dual nationals as hostages while also keeping up the diplomatic engagement that could help sideline the hard-line factions in Tehran.

Arash Azizi is a graduate student at New York University and the author of "Shadow Commander: Soleimani, the U.S. and Iran's Global Ambitions."

**Correction:** Jan. 13, 2021

An earlier version of this article misidentified the Iranian leader for whom an international arrest warrant was issued in 1997. He is Ayatollah Ali Khamenei, not Ayatollah Ruhollah Khomeini.

## Israël multiplie les raids contre des positions iraniennes en Syrie

**Des frappes d'une rare ampleur contre des bases et dépôts d'armes entre Deir ez-Zor et Al-Boukamal auraient fait 57 morts mercredi.**

L'aviation israélienne a mené, tôt mercredi 13 janvier, un raid d'une rare puissance dans l'est de la Syrie. Un haut responsable du renseignement américain a confirmé, sous couvert d'anonymat, dans la journée, que ces frappes avaient été menées par Israël, avec l'aide de renseignements fournis par les Etats-Unis. L'opération aurait visé une vaste gamme de positions et de dépôts d'armes iraniens, dans une zone allant de la ville de Deir ez-Zor au point de passage frontalier avec l'Irak d'Al-Boukamal. Soit un couloir routier longeant l'Euphrate, dans une zone d'influence iranienne, où circulent librement de longue date des gardiens de la révolution iraniens et leurs alliés militaires arabes et afghans.

Au vu du bilan avancé par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), basé au Royaume-Uni – 18 frappes, qui auraient tué 57 personnes, dont 14 soldats syriens –, cette attaque apparaît comme l'une des plus meurtrières parmi des centaines menées par Israël en Syrie ces dernières années. Elle confirme une accélération des opérations israéliennes dans le pays, relève l'ancien patron du renseignement militaire israélien, Amos Yadlin : d'une attaque signalée toutes les quelques semaines à quatre depuis la mi-décembre 2020.

L'officiel anonyme du renseignement américain a précisé

que les frappes de mercredi avaient été discutées deux jours plus tôt par le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, avec Yossi Cohen, le patron du Mossad, dans un restaurant réputé de Washington, le Cafe Milano, à quelques jours de la fin du mandat de Donald Trump. Il affirmait que certains hangars visés en Syrie servaient également à la circulation de composants destinés au programme nucléaire iranien, le long d'un « corridor » routier qui relie, de façon plus ou moins sécurisée, Téhéran au port de Beyrouth à travers l'Irak et la Syrie. L'acheminement de matériaux sensibles par un tel canal a déjà été allégué par le passé mais jamais confirmé, relève Elisa Catalano Ewers, spécialiste au think tank Center for a New American Security. Washington n'a fourni aucune preuve à l'appui de ses dires.

### Gêner la relance de négociations avec Téhéran

Les médias iraniens sont demeurés discrets sur ces frappes, la chaîne iranienne en arabe Al-Alam allant jusqu'à affirmer qu'elles n'avaient fait que des blessés. « Peut-être qu'ils ne veulent pas être contraints de riposter. Ou peut-être qu'il n'y a pas eu de victimes iraniennes. Lorsqu'il y en a, les médias iraniens tendent à le publier, mais cela les force à réagir », analyse Raz Zimmt, spécialiste au centre de réflexion israélien INSS.

Depuis l'été 2020, une multitude d'attaques audacieuses ont été attribuées à Israël et Washington contre les intérêts de Téhéran : une série d'explosions sur des sites militaires en Iran et dans le centre d'enrichissement de Natanz, et l'assassinat près de la capitale du physicien nucléaire Mohsen Fakhrizadeh, présenté par Israël comme le cerveau d'un programme nucléaire à possible dimension militaire.

Ces attaques sont apparues comme une manière pour Israël de pousser son avantage avant l'investiture du président élu Joe Biden, et de gêner la relance de négociations avec Téhéran sur son programme nucléaire, voulue par l'administration démocrate. Elles ont fait craindre à une partie de l'establishment militaire israélien que la fin de mandat de M. Trump ne soit propice à une escalade militaire incontrôlée avec Téhéran.

Depuis 2020, Israël paraît tirer parti de la posture de retenue choisie par les autorités iraniennes jusqu'à l'investiture de M. Biden pour frapper Téhéran sans relâche

Cependant, les opérations menées par Israël contre des intérêts iraniens en Syrie, comme celle de mercredi, font l'objet d'un consensus large à Washington, et nul ne s'attend à ce que l'administration Biden ne le bouscule. « Le défi iranien qui attend l'administration Biden a deux faces :

non seulement la menace nucléaire, mais aussi une menace militaire conventionnelle qui s'étend à travers le Proche-Orient (...). Ces deux menaces, qui se renforcent mutuellement, nécessitent des réponses parallèles », argumentait mercredi Amos Yadlin.

Depuis 2020, Israël paraît tirer parti de la posture de retenue choisie par les autorités iraniennes jusqu'à l'investiture de M. Biden pour frapper Téhéran sans relâche. Cependant, Washington comme Tel-Aviv ont multiplié les mesures de précaution ces dernières semaines, attendant à terme une riposte. Le correspondant militaire du quotidien Haaretz, Amos Harel, relève que l'armée israélienne demeure à un niveau élevé d'alerte : une batterie de missiles Patriot a été déployée dans le port d'Eilat et un nombre important de chasseurs demeure en vol dans le sud du pays depuis des semaines.

Les violations de l'espace aérien libanais par l'aviation israélienne se sont par ailleurs intensifiées ces dernières semaines. Dimanche, deux avions de combat ont tourné pendant plusieurs heures dans le ciel de Beyrouth. Le grondement de ces appareils de type F15 et F16 et le bourdonnement des drones parasitent presque chaque jour la vie des habitants du pays du Cèdre, entretenant un climat de tension latent.



January 15, 2021

## Wave of arrests in Kurdish cities – at least 26 detained or summoned this week

There was a wave of arrests of Kurdish citizens and activists over the past week in Kurdish cities or cities with Kurdish residents.

At least 26 Kurdish citizens were arrested and detained by intelligence agents over the past days in the cities of Mahabad, Marivan, Rabat, Bukan, Sarvabad, and Sanandaj. They were transferred to intelligence institutions.

These citizens were arrested without warrant. Some of them were brutalized, their homes ransacked and their personal belongings confiscated.

### Marivan

Jabbar Pirouzi, Salman Adavi, Zanyar Motamed, and Sirvan Karim were summoned to the

Department of Intelligence in Marivan and detained. Zanyar Motamed was violently brutalized at the time of arrest.

Karou Alidad, Dana Samadizadeh and Karvan Minoui were also arrested in Marivan. They were interrogated and released after several hours upon signing written pledges.

### Mahabad

The wave of arrests also included the apprehension of Shapour Kazarpour, Iman Abdi, Suran Hosseinzadeh, Ms. Darya Talebani, Salar Rahavi, Afshin Mam Ahmadi and Sirvan Nouri by the intelligence services in Mahabad.

### Sardasht

Intelligence services arrested



Bahman Yousefzadeh, and Farhad and Fereydoun Mousapour, three residents of the Rabat City near Sardasht on Saturday, January 9, 2021.

Bahman Yousefzadeh, is a student of Payam Nour University of Mahabad. His home was ransacked and his personal belongings confiscated.

### Bukan

Ms. Azimeh Nasseri was arrested

on Saturday, January 9, 2021, by intelligence agents in the city of Bukan and her home ransacked.

### Sarvabad

Intelligence agents arrested another two Kurdish citizens, Akram Advaii and Siamak Advaii, in Sarvabad county. There is no information available on the reason for their arrests, their fate and their charges.

**Le Monde**

15 janvier, 2021  
Par Ghazal Golshiri

## Covid-19 : l'Iran interdit l'importation de vaccins occidentaux

**Le Guide suprême Ali Khamenei a interdit l'importation des vaccins Pfizer-BioNTech, Moderna et AstraZeneca-Oxford. Sa décision suscite la colère des médecins et de la population.**

En Iran, la « résistance » à l'impérialisme s'étend à la lutte contre l'épidémie liée au Covid-19. « Il est interdit d'importer les vaccins fabriqués aux Etats-Unis et au Royaume-Uni », a ordonné, le 8 janvier, le guide suprême iranien, Ali Khamenei. « Si les Américains avaient réussi à produire un vaccin [efficace],

cette catastrophe liée au coronavirus n'aurait pas eu lieu dans leur pays où 4 000 personnes sont mortes en une journée, a-t-il déclaré lors d'un discours retransmis en direct à la télévision iranienne, faisant allusion au bilan de la veille aux Etats-Unis. De toute manière, nous n'avons pas confiance [en eux] et de plus,

parfois, ces vaccins sont utilisés pour contaminer les peuples. » Ces déclarations, ensuite reprises sur le fil Twitter du Guide, ont été supprimées par ce réseau social, qui a estimé que le Tweet enfreint ses règles.

Sur les réseaux sociaux, les Iraniens ont été nombreux à té-

moigner leur mécontentement, en dépit des risques qu'ils encourrent

Ali Khamenei a ainsi mis un trait sur l'importation en Iran des vaccins Pfizer-BioNTech, Moderna et AstraZeneca-Oxford, lancés ou sur le point de l'être en Europe et aux Etats-Unis. Cela alors que l'Iran reste

le pays le plus touché par l'épidémie au Moyen-Orient, avec 56 457 victimes au 13 janvier, selon les statistiques officielles, certainement sous-évaluées.

Peu après cette annonce, les autorités iraniennes se sont empressées d'afficher leur soutien à la nouvelle consigne. Le Croissant-Rouge iranien a annoncé, le même jour, que l'envoi en Iran de 150 000 doses du vaccin américain Pfizer-BioNTech – un don des Iraniens vivant aux Etats-Unis – était annulé. Des politiciens conservateurs ont évoqué « la guerre biologique » que les Occidentaux entendent mener contre les Iraniens avec leurs vaccins ; d'autres ont applaudi le Guide suprême, en évoquant la puce électronique introduite dans ces produits fabriqués en Occident pour pouvoir tracer les Iraniens. D'autres encore ont agité la menace d'une « modification des gènes iraniens » après l'inoculation des vaccins occidentaux.

#### Accord avec La Havane

Le champ d'action de l'Iran en matière d'achat de vaccins ne fait que se rétrécir. Les partenariats qu'il noue se conforment à sa ligne anti-impérialiste. Un accord a ainsi été signé avec La Havane, le 8 janvier, pour effectuer en Iran la troisième phase des essais cliniques du vaccin cubain Soberana 02. Le nombre de malades du Covid-19 en Iran offre un plus grand échantillon pour les essais qu'à

Cuba, qui reste relativement épargnée par l'épidémie. Selon un rapport du Centre iranien des recherches stratégiques de la présidence, l'Iran est actuellement en négociations avec la Chine dans le but d'importer son vaccin Sinovac, ainsi qu'avec la Russie, pour la production en Iran de son vaccin Spoutnik V.

Téhéran mise également sur la production du vaccin iranien pour lutter contre le Covid-19. Une option que le Guide suprême a vivement soutenue et encouragée lors de son discours du 8 janvier. La première phase des essais cliniques du vaccin a débuté fin décembre 2020. Le chemin reste long avant que Téhéran puisse terminer ses trois phases d'essais cliniques et commencer à produire en masse son vaccin. « Il faut à l'Iran au moins entre six et sept mois pour avoir un vaccin, explique le médecin iranien Saman (un pseudonyme), au téléphone depuis Téhéran. Sa capacité de production pour un vaccin est très limitée ; elle n'est guère suffisante pour fournir deux doses à une population de 81 millions d'habitants. »

Le docteur Saman, dont certains collègues ont déjà contracté le Covid-19 à deux reprises, se désole du niveau d'incompréhension – teintée de théorie du complot – des dirigeants iraniens, qui « semblent ne rien connaître à la virologie ». « La situation est désespérante. Le matin, tu te lèves en te rendant compte que les

autres pays ont déjà commencé leur campagne de vaccination et tu as aussi l'espoir que cela se fasse chez toi, lâche-t-il. Et, non. C'est interdit ! Je me sens aujourd'hui comme un orphelin qui regarde dehors à la recherche d'un sauveur alors qu'à l'intérieur personne ne se soucie de lui. » Une autre médecin travaillant dans le nord du pays, que Le Monde a contactée, se dit « choquée et très en colère » après l'annonce du Guide suprême. « Pourquoi cette interdiction ? Pourquoi créer une nouvelle exception iranienne ? Le monde entier est en train d'utiliser ces vaccins. Pourquoi ne faites-vous pas comme les autres ? Jusqu'où ce délire va-t-il continuer ? »

#### «Sujets égarés et ignorants»

La colère des Iraniens est d'autant plus prononcée que ces derniers mois, leurs dirigeants n'ont eu de cesse de dénoncer l'embargo américain contre l'Iran comme le vrai obstacle à l'achat des vaccins contre le Covid-19. « Or, désormais, écrit au Monde depuis Téhéran un étudiant de 23 ans, la situation est claire : notre problème n'est pas seulement les difficultés du paiement à cause des sanctions américaines. Ici, il existe une personne qui a souhaité bannir ces vaccins. »

Sur les réseaux sociaux également, les Iraniens ont été nombreux à témoigner leur mécontentement, en dépit des risques qu'ils encourent. « Il n'y a pas de surprise : la vraie défi-

nition du velayat [la doctrine du velayat-e faqih, "gouvernement du docte", qui constitue la base du système politique en République islamique d'Iran, confère aux religieux la primauté sur le pouvoir politique], appliquer l'esclavage à ses sujets égarés et ignorants », a ainsi tweeté l'ancienne prisonnière politique et militante Bahareh Hedayat, qui vit toujours en Iran.

Des Iraniens ont rappelé que le chercheur turco-allemand Ugur Sahin, de la société BioNTech – qui s'est associée à l'américain Pfizer pour la production en masse du vaccin désormais banni en Iran –, a été primé en 2019 au Festival iranien de Mostafa, qui récompense les meilleurs scientifiques musulmans. Lors de la remise du prix était également présent le médecin personnel du Guide suprême, Alireza Marandi.

La seule objection officielle à la nouvelle consigne donnée par le Guide suprême, bien qu'implicite, est venue du Conseil médical d'Iran. Dans une lettre ouverte datée du 10 janvier, cet ordre des professionnels de santé a exhorté le président Hassan Rohani à utiliser tous les moyens en sa possession pour acquérir des vaccins, « en ne prenant en considération que les questions scientifiques et les intérêts nationaux, et en mettant de côté les questions politiques ». Or, il est très peu probable que le président Rohani ou tout autre dirigeant ose aller à l'encontre de souhaits du Guide suprême et brave cet interdit.

The  
New York  
Times

January 16, 2021  
By Abbas Milani

## Centuries of tensions

Facts of history are stubborn. Shibboleths of ideology are almost as stubborn. Untangling facts from fictions, platitudes of ideology from the realities of politics (or policies), in the 300-year his-

tory of United States-Iran relations is an enormous task. For parts of this history Iran was a coveted prize in the 19th-century Big Game between Russia and England, a pivotal point in the 20th-century Cold War bet-

ween the United States and the Soviet Union, and for the last 40 years, a stalwart bastion of Shia anti-Americanism and its particular brand of anti-Israeli rhetoric and policy. "America and Iran: A History, 1720 to the Present"

attempts to untangle it all — in less than 600 pages of text.

The book is divided in four sections, or seasons — beginning with spring and a chapter called "East of Eden," about the first

150 years of American-Iranian relations. The summer section covers relations from the end of World War I to the fall of Mohammad Mossadeq, Iran's popular prime minister, in 1953. The third section, autumn, takes the story to the shah and the end of the Pahlavi dynasty in 1979. Winter covers the last 40 years, and includes a chapter on Iran's long war with Iraq (1980-88).

John Ghazvinian, a historian and former journalist, claims, loftily but not altogether without merit, that his book is the "most extensive and wide-ranging study ever undertaken on the history of U.S.-Iranian relations." Ghazvinian has at times taught creative writing, which is evident in the richness and supple prose of the book's narrative.

In a breezy history, brimming with new details, Ghazvinian combines pithy descriptions and poignant anecdotes. He writes of how in the early days of the American colonies there was a "budding 'Persophilia' — a romantic idealization of Persian culture and Persian themes." In fact, the first newspapers of North America were absolutely enchanted by Iran, writing with a "breathless" energy about Iran and its battle with the Ottoman Turks, deemed to be "a danger to Christendom."

The same concern for Christianity led to the arrival of American Presbyterian missionaries in Iran at the end of the 19th century. They went there not to convert Muslims, but to provide "spiritual enlightenment" to the Armenian, Assyrian and Chaldean Christians who lived in Iran but whose Christianity was deemed to be "twisted and degenerate." Zealous Christians, however, were not the only Americans on the scene. It is almost certain that "the first Americans and Persians to interact in person" were not missionaries but "rum traders." Even then, in spite of public pretenses of piety, Iranians were and still are great consumers of what was called "Boston Particular (rum laced with whiskey)."

It was not all Bible and booze. From the mid-19th century, Persian reformists and potentates were keen on establishing diplomatic ties with the United States as a countervailing force against Britain and Russia. But none of these efforts and inducements, including invitations for America to invest in Iranian oil, were enough to entice a United States preoccupied with domestic challenges. No less serious an obstacle was Britain, which, after the discovery of oil in 1908, did all it could to prevent American involvement in a country the United Kingdom saw as the empire's cash cow. Ghazvinian offers a fascinating look into what he calls "one of the great unspoken rivalries of the 20th century: the competition between the United States and Great Britain for Iran's vast petroleum bounty." Oil is a subject the author knows much about. A previous book was "Untapped: The Scramble for African Oil" (2007).

But if the first section of the book, spring, has fascinating nuggets of insights and facts, the narrative of the last three seasons becomes choppy, falling prey to what Ghazvinian rightly describes as the problem with so many recent studies of United States-Iran relations — the tendency to look for "someone to blame, or something to defend." The root of the problem might well be the noble instincts of what can be called "progressive" historiography. These well-intentioned accounts — attempting to correct what they often rightly dismiss as one-sided narratives by offering the perspectives of the historically oppressed — sometimes teeter dangerously close to legitimizing the Islamic Republic of Iran with its claims to represent the marginalized, anti-colonial forces, although it is itself the embodiment of harsh forms of authoritarianism.

"America and Iran" rightly posits that "antagonism between Iran and America is wholly unnecessary," and, as Ghazvinian affirms, there is in the United States a powerful chorus that wants nothing to do with Iran.

There are also elements in Israel and Saudi Arabia working against normalized relations between the two countries. The book is commendably exhaustive in its effort to expose the machinations of these forces.

No less powerful, however, are the leaders of the current regime in Iran, particularly Ali Khamenei, who thrive on United States-Iran antagonism. A historian's commitment must be to all the facts, but Ghazvinian makes only passing reference to the government's rash radicalism. Perhaps because of his instincts as a progressive historian, he is more dogged in the pursuit of exculpatory arguments or suppositions that could place less blame on Iran's leaders. In the last few years thousands of critical new documents have been declassified — in both the United States and Iran — that shed new light on the relationship between Washington and Tehran. But there is little trace of them in "America and Iran."

If, as Ghazvinian writes, his archival search lasted from 2007 to 2017, the history in the second half of his book is already dated. Evidence declassified in the last few years has shown that in 1979 the United States played a crucial role in facilitating the clergy's rise to power and, before the hostage crisis of that year, went out of its way to befriend the new regime. It is surely important to expose the errors of American policy and of self-serving American narratives, as well as Benjamin Netanyahu's crying wolf about Iran's imminent ability to make a nuclear bomb — as the book does in granular detail. But it is no less important to expose the bombast of the Iranian regime, its evasions on the nuclear issue and Khamenei's unwillingness to reach any kind of rapprochement with what he has called "the greatest Satan." Khamenei has a long history of anti-American sentiment, dating back to his days as an unknown seminarian translating the works of the obsessively anti-American Sayyid Qutb,

and clerics close to Khamenei have even created a theological basis for this antagonism.

Ghazvinian's bias is evident even in his use of language. The most egregious example is his objection to the English translation of the concept "the guardianship of the jurist" — the defining idea at the heart of clerical rule in Iran for the past four decades. He finds the translation "awkward," suggesting instead a "more appropriate" translation might be "oversight by the most learned religious scholars." But guardianship of the jurist is not merely a matter of "oversight." The published text of the Ayatollah Khomeini's lectures elucidating this concept makes it clear that he was committed to the absolute rule of a "learned jurist" over the people, who are seen as incapable of managing their own affairs. The text of the Islamic Republic's constitution, particularly the one revised in 1988, also makes clear how incorrect the author's proposed new translation is. This constitution was tailor-made to allow a junior cleric like Khamenei to ascend to the role of the Supreme Leader in what was now literally called the absolute guardianship of the jurist. And Khamenei, with the power granted him by virtue of his absolute guardianship, has by fiat declared a ban on normalized relations with the United States.

To be sure, even when we disagree with Ghazvinian, the story he offers is delightfully readable, genuinely informative and impressively literate. He begins "America and Iran" by asking whether Shakespeare's "star-crossed lovers" or Omar Khayyam's "loaf of bread and jug of wine" will capture the spirit of American-Iranian history. Maybe a more apt quotation for this troubled history would be Horatio's words at the end of "Hamlet," where he talks of "carnal, bloody and unnatural acts / of accidental judgments, casual slaughters" and in the upshot "purposes mistook / Fallen on th'inventors' heads."





January 18, 2021  
By Wladimir van Wilgenburg

## Turkish-backed groups again cut water to 460,000 civilians in northern Syria: report

**T**urkish-backed armed groups on Saturday reportedly cut the flow from the Alouk reservoir that supplies water to areas in northeastern Syria's Hasakah province which the Kurdish-led local administration controls, depriving some 460,000 civilians in the region of the essential resource.

The Alouk water station is near the border town of Ras al-Ain (Serekaniye), which Turkey and its militant proxies took over in October 2019 during Ankara's so-called Peace Spring Operation.

Since then, Turkish-backed groups have regularly cut the water flow from the facility, af-

fecting an estimated 500,000 people in Hasakah city and nearby communities.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that Turkish forces had "suspended pumping of water supply" to Hasakah and its western countryside once again, "after a power outage" at the Alouk water purification station in Serekaniye countryside.

Both the SOHR and the pro-Syrian government SANA news agency reported that Turkish-backed forces had prevented workers from accessing the station since Saturday.

The co-chair of the Directorate

of Drinking Water in the city of Hasakah, northeast Syria, Nidal Mahmoud, told Kurdistan 24 that the local administration is working on new water projects as an alternative to Alouk, but the water demand remains very high.

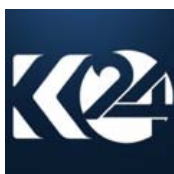
Local Kurdish media reported that the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) plans to provide 15,000 cubic meters of water per day to Hasakah city as part of a new water project. However, the project only covers 20 to 25 percent of the water demand.

Charles Flynn, a Syria-based researcher at the Rojava Information Center (RIC), said the

AANES has been powering some of their new wells from the Tabqa electrical power facility, which created some power shortages to the Serekaniye area, which then lead to the Syrian National Army turning off the water station.

"There had been some negotiations with the Russians and the Syrian Red Crescent to allow water workers back into the Alouk water station," Flynn told Kurdistan 24. "But as recently as a day or two ago, the SNA has refused to allow them back into the station."

"It seems the SNA wants the electricity first before allowing the water to flow again."



January 18, 2021  
By Dilan Sirwan

## Three Kurdish women activists transferred to IRGC detention center in Urmia : human rights organization

**E**RBIL, Kurdistan Region — Three Kurdish women activists arrested earlier in January have been transferred to Iran's Revolutionary Guard Corps (IRGC) intelligence detention center in Urmia, a Kurdish human rights monitor reported on Monday.

Asrin Mohammadi, Darya Talabani, and Azima Naseri, who

were among those detained in mass arrests in Buchan, Mahabad, and Tehran earlier in January were transferred to al-Mahdi detention center, the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN) reported on Monday.

Human rights organizations have said they do not know why they were arrested, or if

charges have been brought against them.

"The security forces of the Islamic Republic of Iran have detained at least 24 Kurdish civilians and political activists across the country since 9 January," informed sources told the KHRN on January 15.

On January 11, the network re-

ported at least 11 Kurdish students and activists arrested across Iran in the span of just three days.

The Hengaw Organization for Human Rights reported on January 11 that at least 14 Kurdish students had been arrested since January 7.

The whereabouts of many of

those arrested are yet to be known by their families, but family members of some of the detained have told Hengaw that they received a one minute call from their loved ones to notify them of their arrest. They were reportedly forced to speak in Persian. The IRGC is known for torture and harsh treatment in its prison wards, usually holding political prisoners.

At least 2,000 people were arrested in Iran in 2019 for joining armed Kurdish forces or for activism deemed suspicious, according to data provided to Rudaw by KHRN founder Rebin Rahmani.

At least 400 people were arrested in 2020, Rahmani said.

In January, at least 34 people were arrested, two of which were later released, Hengaw's director Arsalan Yarahmedi told Rudaw English on Monday.

Since the heightening of US-Iran tensions and re-imposition of US sanctions on Iran in 2018, Iranian authorities have tightened the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty campaigners, and researchers, detaining them in droves and sentencing some in trials whose fairness has been questioned.

Tens of thousands of people are held as political prisoners in Iranian jails, for charges including advocating for demo-



Asrin Mohammadi, Darya Talabani and Azima Naseri have reportedly been transferred to an IRGC detention in Urmia.

cracy and promoting women's or workers' rights.

Ethnic minority groups, including Kurds and Azeris, are disproportionately detained and

more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 report from the United Nations Special Rapporteur on Human Rights in Iran.

GEO

19 Janvier 2021

## Au Kurdistan d'Irak, une forêt de chênes contre le changement climatique

Sous sa serre, Delband Rawandouzi cajole ses jeunes pousses. Bientôt ces tiges vertes bourgeonnantes deviendront de grands chênes qui, espère-t-elle, feront renaître la forêt kurde dans le nord irakien où guerres, abattages illégaux et incendies ont fait disparaître un arbre sur deux.

**E**rbil (Irak) (AFP) - A 26 ans, cette randonneuse et grimpeuse assidue a un objectif ambitieux: planter en cinq ans un million de chênes, un arbre résistant au froid, mordant au Kurdistan en hiver, enraciné assez profondément pour survivre à la sécheresse et qui peut vivre des siècles.

"A l'automne 2020, nous avons planté 2.000 chênes, c'était une expérience pilote", explique à l'AFP cette native de Rawandouz, à une soixantaine de kilomètres au nord d'Erbil, capitale du Kurdistan irakien. "A l'automne prochain, 80.000 autres suivront".

Pour replanter cet arbre emblématique de la forêt irakienne, elle a mobilisé les foules. Randonneurs et bergers du coin ramènent de leurs virées en montagne des glands que Delband plante sous deux serres financées par une faculté privée d'Erbil.

Puis le ministère de l'Agriculture, qui a repéré les zones à reboiser, doit lui indiquer chaque automne où mettre en terre ses plants.

Chaque arbre sera alors placé sous le parrainage d'un donateur en particulier, pour 1.000



Delband Rawandouzi espère planter un million de chênes en 5 ans au Kurdistan irakien, le 12 janvier 2021 à Erbil © AFP/SAFIN HAMED

dinars irakiens, soit moins de soixante centimes d'euros.

- Zones protégées incendiées "La menace climatique est



énorme alors ce projet ne se limite pas à la plantation d'arbres. Notre action face aux défis climatiques est de créer de nouvelles habitudes en plantant des arbres", explique Delband.

Ces arguments convainquent chaque jour davantage de gens: des Kurdes d'Irak ou de la diaspora ou encore des expatriés installés dans l'enclave réputée havre de paix au cœur d'un Moyen-Orient déchiré par les violences.

Depuis 2014, le Kurdistan a perdu 20% de sa végétation, et 47% si l'on compare aux chiffres de 1999

Intira Thepsittawiwat, Tchèque de 50 ans installée à Erbil, a décidé de parrainer 500 arbres.

"C'est ma petite contribution pour la nature au Kurdistan", explique à l'AFP celle qui a été séduite après des randonnées en montagne au cours desquelles elle a pu constater les dégâts.

"Depuis 2014, le Kurdistan a perdu 20% de sa végétation, et 47% si l'on compare aux chiffres de 1999", selon les autorités locales.

Cela représente la disparition de plus de 8.000 km<sup>2</sup> de forêt naturelle ou plantée par l'homme. Et aussi de toute protection contre l'érosion du sol et la perte d'eau, selon la FAO, agence onusienne pour l'alimentation et l'agriculture.

Les responsables? Les bombardements, l'abattage illégal par des familles démunies à la recherche de bois de chauffage ou par des exploitants crapuleux, ainsi que le pâturage incontrôlé et le développement urbain souvent anarchique.

Rien que durant l'été 2020, alors que le Kurdistan subissait régulièrement des bombardements de l'aviation turque, 20.000 hectares de terres ont été détruits --"dont la moitié dans des zones protégées à riche biodiversité", notamment

des forêts, rapporte l'ONG PAX, qui s'appuie sur des images satellitaires.

- "Pas de vaccin" pour le climat

Selon la FAO, l'Irak ne compte plus actuellement que 8.250 km<sup>2</sup> de forêt, soit environ 2% de son territoire.

La plupart des forêts de ce pays pour moitié désertique se trouvent au Kurdistan: le long de la frontière nord avec la Turquie et dans le massif montagneux de Zagros, à la frontière avec l'Iran.

Hawker Ali, 35 ans, a rejoint le projet du million de chênes parce que pour lui l'urgence climatique est pressante.

"Ce n'est pas comme l'épidémie de Covid-19 pour laquelle les scientifiques peuvent trouver un vaccin. Pour le changement climatique, tout le monde doit participer pour réduire les menaces et leurs conséquences", souligne-t-il à l'AFP en arrosant des jeunes pousses de chêne sous les serres d'Erbil.

Bagdad a annoncé il y a quelques jours avoir ratifié l'accord de Paris sur le climat, une question plus que vitale dans l'un des pays les plus chauds du monde.

Mais pour le spécialiste de l'environnement Ahmed Mohammed, ancien chef l'Autorité de la sensibilisation environnementale, le Kurdistan doit revoir sa politique climatique.

En premier lieu, préconise-t-il, il faut développer les transports en commun pour moins utiliser les deux millions de voitures -- pour cinq millions d'habitants-- de la région autonome. Cesser de jeter les bouteilles en plastique à usage unique et, surtout, éduquer la population.

"Les gens d'ici adorent les sorties en plein air, chaque week-end, ils vont pique-niquer et ont tous une maison à la montagne et, pourtant, la plupart ne réalisent pas l'importance de la nature et des catastrophes climatiques à venir", se lamente-t-il.

LA  
RÈGLE  
DU  
JEU

20 janvier, 2021  
Par Gilles Hertzog

## Biden : A quoi peuvent désormais s'attendre les Kurdes trahis par Trump ?

**[Vidéo] La nouvelle administration américaine saura-t-elle réparer ce qui a été détruit ? Les analyses et prédictions de Thomas S. Kaplan peuvent aider à y voir clair.**

**N**ous n'avons d'autres amis que les montagnes... ». Ce proverbe implacable des Kurdes revient à chaque fois qu'ils se retrouvent laissés à eux-mêmes, priés de se débrouiller seuls, un tour de force auquel ils ont été trop souvent contraints depuis un siècle.

Ce proverbe n'aura jamais eu autant d'écho que sous les quatre années d'administration Trump.

Les Kurdes ont essayé deux trahisons.

La première en septembre 2017, dans la foulée du réfé-

rendum sur l'indépendance du Kurdistan (supposément « irakien ») approuvé par 93 % des votants, mais que les forces irakiennes et les milices iraniennes réduisirent à néant à la bataille de Kirkouk et dans ses environs, se déchaînant contre les Kurdes à grand renfort de chars américains Abrams.

Une seconde trahison s'ensuivit qui commença à petit feu par l'annonce, le 19 décembre de ce même 2018, que deux mille soldats américains quitteraient sous peu le Rojava, la zone kurde autonome du nord de la Syrie, décision temporairement suspendue à la suite d'un torrent de protestations

de tous bords. Mais le 6 octobre 2019 survint un événement, lui sans appel : le commencement du retrait des forces américaines, lequel précipita l'offensive d'Erdogan contre les Kurdes du nord syrien.

« Vous nous laissez tomber... Vous nous livrez au massacre... Vous nous avez vendus... C'est totalement immoral » protesta, véhément, le général kurde Abdi Mazloum Kobani, chef des Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Mais aucune aide ne vint en remplacement. Et les Kurdes qui avaient vaillamment combattu, et versé sans compter leur sang, pour défendre contre Daech notre civilisation commune furent tragiquement abandonnés.

L'intronisation, ce mercredi 20 janvier 2021, de Joe Biden et Kamala Harris à Washington offre l'opportunité de renverser ce véritable Munich américain, qui fut « un crime contre la décence et le sens communs ainsi qu'une faute aux dimensions épiques, non moins qu'un lamentable exercice d'auto-immolation » (Le Washington Post, 17 octobre 2019, Thomas S. Kaplan et Bernard-Henri Lévy).

La nouvelle ligne, qu'incarnent le Secrétaire d'Etat Tony Blinken, le conseiller au Conseil National de Sécurité Jake Sullivan et le coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord Brett McGurk (qui occupa le poste d'envoyé spécial auprès de la coalition internationale contre Daech, et démissionna en réaction à la décision de Trump de retirer ses troupes du Nord de la Syrie) devrait ouvrir une nouvelle ère dans le soutien aux Kurdes.

Mais reportons-nous au dialogue public qui eut lieu, en novembre 2019, dans la grande salle du prestigieux Centre Culturel juif de New York qu'on appelle familièrement « le 92Y », entre les déjà nommés : le défenseur de l'environnement et des valeurs humanistes Thomas S. Kaplan et le directeur de La Règle du Jeu Bernard-Henri Lévy, cofondateurs de Justice For Kurds.

Ils revinrent sur le « Plus jamais ça », fondateur de l'Occident post Deuxième Guerre Mondiale.

Ils rappelèrent qu'il est absolument pertinent de parler de gé-

nocide à propos du martyr kurde.

Ils fouillèrent dans l'histoire du Moyen-Orient, et dans l'histoire des relations entre Israël et l'Iran.

Lévy insista : « L'Amérique, en trahissant les Kurdes, s'est auto-infligée un véritable désastre moral et stratégique ; de ce fait, nous sommes entrés dans un monde nouveau où le mot Amérique est devenu égal à zéro. »

Mais le moment le plus surprenant, et peut-être le plus éclairant, de cette conversation fut le moment où l'on en vint aux prédictions de Tom Kaplan...

Kaplan, rappela Lévy, avait prédit l'invasion du Koweït par Saddam Hussein avant 1990.

Puis, que l'accord avec l'Iran aurait pour résultat le retrait général de l'Amérique de la région.

Mais le plus étonnant est qu'il avait annoncé, en septembre 2019, qu'on allait assister à un développement inédit du conflit entre l'Arabie saoudite et l'Iran quelques jours avant les élections israéliennes ; et

Kaplan, toujours selon le récit de Lévy, avait même annoncé : « à trois heures du matin » !

De fait, trois jours avant ces fameuses élections et, en effet, à trois heures du matin, les installations pétrolières d'Abqaiq et de Khurais furent frappées par des missiles...

Lévy, alors, pria son ami d'expliquer à la salle d'où lui était venue cette sidérante prémonition.

Kaplan lui répondit qu'il n'avait d'autre mérite que d'être un peu historien et de se servir de l'Histoire pour éclairer le présent et, parfois, le futur.

L'intégralité de cet échange, que je résume ici, est à retrouver dans la vidéo que La Règle du jeu poste aujourd'hui.

Espérons que la nouvelle Administration américaine, à son tour, usera de l'histoire récente des Kurdes pour prévoir ce qu'elle doit impérativement faire, au Moyen-Orient, pour réparer ce qui a été détruit par l'Amérique de Trump ces dernières années.

Afin qu'enfin justice soit rendue aux Kurdes.

The  
New York  
Times

Jan. 20, 2021  
By Jane Arraf

## Iraqis Flout Virus Precautions Amid Belief in Immunity: 'I Live the Lifestyle of 2019'

**Even some Iraqi health officials are promoting the false idea that Iraq has acquired herd immunity. Scientists say that Iraq could be in for a major new outbreak.**

**B**AGHDAD — In the upscale shisha lounge of one of Baghdad's new restaurants, customers puffing on fragrant fruit-scented tobacco sit at gold-rimmed tables flanked by a giant video screen

and views of the Tigris River. It's a weekday night but the Dawa restaurant's Sky Lounge is crowded with people partying like it's 2019: no masks, no distancing, no problems.

"I live the lifestyle of 2019 before the coronavirus," said Ali al-Khateeb, 37, a businessman, as he sat at a green velvet chair pulling smoke from a gold-embossed glass water pipe. "As Iraqis we don't have

a fear of death. It's a psychological factor that can strengthen a human being's immunity." His friend, Rami Riadh, 34, also a businessman, said he threw away his mask at the airport when he returned to





Iraqis go about their business as though there were no pandemic. Credit...Ivor Prickett for The New York Times

Baghdad from Amman, Jordan, a week ago. "It feels like we live in another world here," he said.

As coronavirus rates have fallen, Iraqis are flouting the recommended virus precautions en masse, many subscribing to a dubious belief in their own immunity. That conviction, derided by scientists, has been publicly endorsed by regional and local health officials and some religious leaders.

"We have reached a type of herd immunity," one of Baghdad's senior health officials, Dr. Jasib al-Hijami wrote in a December Facebook post. Reached by phone this week, he said he still stood by those comments.

Such misconceptions, and the widespread disregard for virus safety they have engendered even as more contagious new variants of the virus are coursing around the globe, are laying the groundwork for a major new outbreak, public health experts fear.

Iraq's reported infection rate

has been steadily falling from more than 3,000 new cases a day in November to fewer than 800 on most days in January. The decline has contributed to what experts say is a false sense of security.

"Honestly, it's the calm before the storm," said Ali Mokdad, director of Middle East Initiatives at the University of Washington's Institute of

Health Metrics and Evaluation. "There is a potential wave coming on unless Iraqis are vaccinated or taking social distancing measures."

Dr. Mokdad says the drop in infection rates can be explained in part by Iraq's temperate winter, in which windows are kept open. The relative youth of Iraq's population

could explain lower deaths and hospitalizations.

Other experts suspect that the real number of coronavirus cases in Iraq is likely to be double to triple the reported number.

But as the official number has fallen, Iraqi officials have eased restrictions.

At the height of the pandemic last year, Iraq closed mosques, schools and restaurants as its decrepit health care system struggled to cope. Those restrictions were loosened last fall as infection rates dropped.

Now the government is waging a losing public relations battle to persuade Iraqis to wear masks and to stop shaking hands and kissing cheeks, the common same-sex greeting in Iraq.

The campaign has been undermined by local and provincial health officials who have claimed that the rate has fallen because enough Iraqis have been exposed to the virus to achieve herd immunity.



Customers at Dawa restaurant's Sky Lounge ignoring internationally accepted anti-virus protocols. Credit...Ivor Prickett for The New York Times





The Shorja market in Baghdad, one of the most crowded places in the city where laborers and other workers are unable to observe social distancing. Credit...Ivor Prickett for The New York Times

But public health experts doubt Iraq is anywhere close.

Herd immunity is generally believed to occur when 70 percent or more of a population has been infected or vaccinated. That offers a virus fewer potential hosts and provides the population with some resistance to an outbreak.

The Shorja market in Baghdad, one of the most crowded places in the city where laborers and other workers are unable to observe social distancing. Credit...Ivor Prickett for The New York Times

Dr. Mokdad says that Iraq does not conduct the random testing that would allow it to determine accurate infection rates, but that the best estimate is about 20 percent of the population.

“For educated Iraqis and officials to come and say ‘we are immune’ or have a different strain is unacceptable because it gives a false sense of security,” he said.

At mosques, some preachers have been telling worshipers they should not fear the virus as long as they follow God.

Even Iraq’s health minister,

Asked about herd immunity, he neither endorsed nor rebutted the notion. In an interview, he responded by crediting the fall in mortality rates to the country’s increased ability to



The Karada neighborhood in central Baghdad. After a strict lockdown was eased, life has returned to the streets despite government warnings of a possible new wave. Credit...Ivor Prickett for The New York Times

Dr. Hassan al-Tamimi, has not tried to directly correct the misinformation.

treat Covid-19 cases and the decline in infection rates to divine protection.

“The main factor is the mercy of God,” Dr. al-Tamimi said.

He has expressed concerns about the highly contagious variant of the virus recently identified in Britain, and the government has taken steps to try to prevent infection coming from abroad.

Last week, the government banned entry for most non-Iraqi travelers from 20 countries with high infection rates, including those with the variant. But the restriction leaves wide gaps for people to come from other countries where the variant has been identified.

Dr. Riyadh Lafta, an epidemiology professor at Al Mustansiriyah University in Baghdad, said he expected another, more severe wave to hit by March or April, endangering not just those with compromised immunity but healthy younger people.

“We are afraid of another wave like what happened in Europe,” he said. “So this is



the risk and threat that we are waiting for. Unfortunately many people are not very aware of it yet.”

Iraq, a country of 40 million people, is ill-prepared for a second wave.

A damaged infrastructure, a system of awarding control of ministries to political factions on the basis of loyalty, and rampant corruption has devastated the country’s health care system. Last summer, shortages of oxygen cylinders prompted riots at some

hospitals among relatives forced to try to procure lifesaving equipment on their own.

Dr. al-Tamimi said that Iraq had opened 47 new plants to make or refill oxygen cylinders and added 14,000 new beds and 63 new hospitals to help deal with the pandemic. The number of hospitals could not be immediately independently verified. Another public health official said the number was fewer than 25.

Iraq has reserved 1.5 million doses of the Pfizer vaccine, Dr. al-Tamimi said, and is

procuring ultracold freezers to store them for a vaccination campaign it expects to start by the beginning of March.

But Dr. Lafta and other public health experts said they doubted that enough Iraqis would agree to be vaccinated for the campaign to succeed.

“People here don’t like vaccines,” he said. “We were struggling very much in the past year just to convince them to vaccinate their children for polio and measles.”

He said given the widespread poverty that prevents many Iraqis from social distancing, he was not surprised that they would choose to believe they were immune rather than accept that they were at risk.

“It’s about making a living,” he said. “Because social distancing means that poor people don’t go to work, they don’t go out in the street to sell their goods. They feel if they worried about the coronavirus, they would die of hunger.”



January 20, 2021  
By SETH J. FRANTZMAN

## From Afrin to Kirkuk, Kurds suffered grievously under Trump

**In January 2020 Trump ordered the killing of Muhandis and Soleimani, more than two years after the US had not heeded the warning of Erbil about their advance on Kirkuk.**

**A**mong the people in the world who have suffered the most under the Trump administration are Kurds in the Middle East. A vast nation of people stretching across Iran, Turkey, Syria and Iraq, the Kurds have historically suffered discrimination in the states they live in and have often been betrayed by Western countries that promised one set of values but often collaborated with authoritarian regimes in the region. But the last several decades brought hopes of change. In the last days of the Obama administration, Kurds found themselves at a peak of influence in a region that was suffering from destabilization and terror.



Iraqi Kurds wave flags of Iraqi Kurdistan during a demonstration. (photo credit: SAFIN HAMED / AFP)

The reasons that brought Kurds to influence on the eve of the Trump administration are varied. It wasn’t all good news. In Turkey, a breakdown

in a ceasefire between the government of Recep Tayyip Erdogan and the Kurdistan Workers Party led to curfews in Kurdish cities and the razing

of whole Kurdish neighborhoods in a crackdown. Similarly in Iran, Kurds suffered under the regime.

In Iraq, Kurds in the autonomous Kurdistan Region of Iraq had created a thriving economy and stable area, amid the difficulties of the ISIS war and budget cuts from Baghdad. When Baghdad’s army had fled from ISIS, the Kurdish Peshmerga, the armed forces of the autonomous region, came to control areas from Sinjar on the border with Syria to Kirkuk, between the regional capital of Erbil and Baghdad. These are areas that were disputed historically between the Kurdish region and Baghdad. Influential Kurds like Governor Najmaldin Karim go-

verned Kirkuk for years as Baghdad was in chaos.

In Syria, the Kurds had suffered under the Assad regime, often lacking basic rights like citizenship. However, after the Syrian Civil War began in 2011, they received rights and were able to organize. They helped push ISIS back in 2015 and partnered with the US-led anti-ISIS coalition.

By 2016 this successful partnership had become phenomenal. Thousands of Kurds died fighting ISIS, but they were able to secure and stabilize most of eastern Syria.

UNDER THE Obama administration, Kurds had generally benefited. This was not only due to the key role that anti-ISIS envoy Brett McGurk played, but also because they offered the US an arc of stability in eastern Syria and northern Iraq. The US helped fund the Peshmerga and train and equip them through the Kurdistan Training and Coordination Center in Erbil.

In addition, US acting Assistant Secretary of Defense Elissa Slotkin signed a memorandum of understanding with the KRG in 2016 to help the region pay Peshmerga salaries. Millions in support flowed from Washington.

The Kurds in Syria and Iraq, sometimes called Rojava and Bashur, referring to southern and western Kurdistan, had high hopes for increasing their key role under the Trump administration.

US President Donald Trump was supposed to be an unorthodox president, not tethered to the usual establishment view in US leadership circles that had spent a century working closely with mostly Sunni Arab leaders, often preferring either Arab nationalists, monarchists or even political Islamist parties, to working with minority groups like Kurds.

US foreign policy is generally contradictory in that it talks

about human rights and values but almost always betrays those values abroad. The US has generally been silent when Kurds suffered genocide, such as under Saddam Hussein.

What the Kurds didn't know was that Trump viewed the region as "blood-stained" and an area of wasteful, endless wars. He also wanted transactional diplomacy.

Poor Kurds who didn't have a lot of resources couldn't pay the billions for US defense that states in the Gulf or South Korea would be pressed to pay. The US administration that came to power in January 2017 was brutal in its view of the world. Minorities and refugees didn't matter. What mattered was profit and "America first."

Kurds in northern Iraq gambled in September 2017 on an independence referendum. They argued that Baghdad had violated its constitutionally mandated obligations and wanted to show how deep support for independence was. US officials cautioned the region.

Baghdad reached out to Turkey and Iran to isolate the Kurds. Iran sent IRGC Quds Force General Qasem Soleimani to plan how to divide the Kurds after the referendum. Soleimani and allies in Baghdad, such as Hadi al-Amiri of the powerful Badr Organization and Abu Mahdi al-Muhandis, deputy of the Popular Mobilization Units, pressed to have Baghdad take Kirkuk from the Kurdish region as punishment for the referendum.

Haider Abadi, who was close to then-US National Security Advisor H.R. McMaster and who knew US Secretary of Defense James Mattis, planned to use the US-trained Iraqi army to retake Kirkuk. He coordinated with US officials, telling them that a secret deal had already been worked out.

In the meantime Kurdistan Re-

gional President Masoud Barzani of the Kurdistan Democratic Party, having just mourned the passing of his one-time rival Jalal Talibani of the Patriotic Union of Kurdistan, met with the PUK at Lake Dokan to try to deal with Baghdad's threats. The US, having cautioned Erbil against the referendum, was giving Barzani the cold shoulder. Trump wasn't going to ride to the rescue.

INSTEAD WHAT happened is that Muhandis, Amiri and Soleimani presented the Kurds with a demand to withdraw, and if they didn't, they would be attacked by the pro-Iranian PMU of Shi'ite militias. Chaos unfolded in Kirkuk and some 100,000 Kurds fled the advance of pro-Iranian militias and Iraq's army.

Kurds begged the US for support. They thought Washington would intervene to stop the pro-Iranian groups from controlling one of Iraq's key cities and expelling Kurds.

But the Trump administration didn't care. In January 2020 Trump ordered the killing of Muhandis and Soleimani, more than two years after the US had not heeded the warning of Erbil about their advance on Kirkuk. In December 2019 a US contractor was killed in K-1, previously a Kurdish controlled base now threatened by Iranian-backed militias. In response, the US launched airstrikes on pro-Iranian militias, two years too late for the Kurds.

Many Kurds thought the fall of Kirkuk, and the militia occupation of Sinjar at the same time, was a disaster. But it was only the first disaster of the Trump administration.

In January 2018, Turkey decided to invade the Kurdish region of Afrin in Syria. This area was run by the People's Protection Units (YPG), a key component of the US-backed Syrian Democratic Forces. However Afrin was its own iso-

lated area in northwest Syria. While the US was working in eastern Syria, the YPG in Afrin were left to self-govern a peaceful, bucolic region.

Turkey wanted to punish the US for backing the SDF. Ankara accused the US of backing Kurdish "terrorists" in eastern Syria. But Turkey wasn't ready to attack Americans who were embedded with the SDF in eastern Syria. Instead, Turkey decided to punish the Kurds in Afrin for the US role in eastern Syria.

Kurds begged the US to stop the invasion of Afrin. They got a cold shoulder from the Pentagon and US State Department, both of which said that America had no mandate to defend Afrin. US officials quietly told the Kurds that if they sacrificed Afrin, the US would stop further attacks in eastern Syria.

The YPG asked the Syrian regime to stop the attack on Afrin but the Syrian regime's Russian ally signed a deal with Ankara that Turkey would get Afrin in return for the Syrian regime being allowed to retake southern Syria and other areas.

TURKEY WOULD use Afrin as a test case for its newly formed Syrian National Army, a union of Syrian rebel groups, most of which were increasingly sectarian extremist groups. Ankara wanted to shift the Syrian rebels from fighting Assad to fighting the Kurds so that Turkey could get rid of Kurdish groups in Syria. By empowering Syrian rebels to fight Kurds, the Turkish regime could cut a deal with Russia for other parts of Syria, as it would with a September 2018 deal over Idlib.

Turkey's invasion began in January as Syrian rebel groups were urged to attack Kurds. By March, 160,000 Kurds had been ethnically cleansed from Afrin. Today the area is occupied by Turkey and extremist groups. Women are kidnap-

ped every week in the region and held in secret prisons. Christians and Yazidi minorities have all been expelled from Afrin, their graves and places of worship vandalized. CENTCOM indicated that the chaos of the Afrin war harmed the anti-ISIS campaign because of tensions between Turkey and the SDF.

The tally by March 2018 was 260,000 Kurds expelled from Afrin and Kirkuk. But worse was to come. Trump and his Secretary of State Mike Pompeo brought in a new team of people to deal with Syria in the summer of 2018. James Jeffrey would work with other key figures such as Joel Rayburn and William Roebuck on Syria issues and the anti-ISIS war.

Trump also formed a close relationship with Turkey's increasingly extremist and authoritarian leader Erdogan. In December 2018, Erdogan demanded the US leave Syria, so that Turkey could cleanse the remaining Kurds of the country. Trump agreed. McGurk and Mattis resigned.

This set in motion nine months of uncertainty as US commanders scrambled to keep the US in eastern Syria and not betray Kurdish partners who had liberated Raqqa and beaten ISIS. It didn't work. US National Security Advisor John Bolton witnessed Trump's behavior at this time and described him in his book as not being sympathetic to the Kurds. Trump appeared to be America's first anti-Kurdish president.

BY OCTOBER 2019, Erdogan's constant threats and phone calls resulted in the US giving Ankara the green light to attack US partners on the ground. The operation began

by Turkey giving Syrian extremists the location of Kurdish civilian activists to be targeted.

Hevrin Khalaf, head of the Future Party, a young Kurdish woman who believed the US would stay and stabilize eastern Syria, was hunted down by Turkish-backed extremists who waylaid her vehicle in Syria. She was pulled from her vehicle and shot down, unarmed, as Turkish backed extremists cheered and stomped her lifeless body.

The murder of Khalaf was only the beginning. Some 200,000 Kurds were forced to flee Turkey's attacks in October 2019. Christians were targeted for ethnic cleansing as well in the area Turkey occupied around Tel Abyad. Jihadists and extremists were told they could loot and destroy everything they found. Ankara signed a deal with Moscow to partition the area and Syrian regime troops arrived in formerly SDF-held areas from Manbij to Kobani and Qamishli.

It was a strange experience for US soldiers on the ground, asked to withdraw from areas like Kobani where the US had first intervened to help desperate Kurds fight ISIS, now seeing their allies being butchered and forced from their homes by people shouting the same slogans ISIS had once shouted.

By November 2019, a total of almost 500,000 Kurds had lost their homes or saw their lives turned upside down under Trump: first in Kirkuk, then Afrin and now northern Syria. This was a major reversal from January 2017 when they had hopes the US would invest, protect and stabilize areas they had liberated or protected from ISIS. The US

has often stood by in history as various regions of the world are ravaged, but it has less rarely enabled pro-Iranian militias and extremists to attack US partners.

THE TRUMP administration abdicated responsibility. Trump didn't even consult with US allies such as France and the UK about announcing chaotic withdrawals from parts of Syria. The administration did nothing to stop the attacks on Kirkuk, Afrin or Tel Abyad.

There was no systematic whole-of-government policy approach. While the State Department had one policy in Iraq and Syria, US Central Command had a different one.

For instance, in August and September 2019, prior to the White House speaking to Erdogan and withdrawing, Washington set up a coordination group to assure Turkey there were no threats from SDF-controlled areas. While Central Command did one thing, the US State Department officials told Ankara something else, working with it on maps of areas that Kurds would be removed from. There was no pretense that the US would make sure human rights would be guaranteed in Turkey's occupied areas.

There are still questions about how easily Turkish-backed militias tracked down and murdered Hevrin Khalaf. It appears she was on a kill list provided by Turkey to Arab militias they sent to Syria. Ankara knew she presented a young, peaceful, woman-led face to politics in Syria. Turkish-backed extremists only allow men to run the areas Turkey occupies. Women like Khalaf and Kurds were a

threat. Women have often been the central target of Turkey's jihadists in Syria, kidnapping, raping, and murdering them.

Trump's administration of the last four years has led to many questioning US commitments in Iraq and Syria. The betrayal of US partners and friends, disrespect for human rights and a perception that America works with authoritarian regimes to enable ethnic cleansing of peaceful areas where people had helped the US defeat ISIS, has led many to wonder why anyone in the Middle East would partner with the US.

While Iran, Russia, Turkey and other countries appear to be consistent in backing partners and allies, the US role over the last years has left a lack of confidence in Washington. For Kurds, it has been an unmitigated disaster in which their key partner and ally behaved in a chaotic and inconsistent manner.

Now, as the Biden administration takes shape, the role of experienced people such as McGurk brings back some legacies to the region. The question many wonder in Erbil and eastern Syria is what can be salvaged after so much destruction in the last several years.

Kurds worked hard to secure Kirkuk, Afrin and eastern Syria, working with other religions and ethnicities, from Arabs to Christians and Yazidis, but they saw much of the stability threatened and an unreliable or inconsistent policy in Washington.





January 20, 2021  
By Karwan Faidhi Dri

## Turkish court tries prominent journalist for ‘praising’ Rojava fighter killed by ISIS

**E**RBIL, Kurdistan Region — A top Istanbul court on Tuesday held its first hearing against prominent journalist Cengiz Candar for a 2017 tweet “praising” a Women’s Protection Units (YPJ) fighter after she was killed in a battle with the Islamic State (ISIS).

The Media and Law Studies Association (MLSA), a non-profit body working for freedom of speech in Turkey, said on Tuesday that Istanbul’s Heavy Penal Court held the first hearing in a trial against their client Candar for “praising crime and criminal” in a 2017 tweet about Karacagil, who was killed by ISIS in the Syrian city of Raqqa.

The court also issued an arrest warrant for Candar, who now lives in Sweden.

Karacagil was known in Turkey as “the girl with the red scarf” during

the anti-government Gezi park protests in Istanbul in 2013. She was arrested by police for alleged links to socialist groups. After she was released, she went to northeast Syria (Rojava) and joined the all-women YPJ. She later confirmed her socialist affiliations in a video. After hearing the news of her death, Candar described her as “the angel that had the most beautiful smile of Gezi, which warmed our hearts.”

Turkey considers the YPJ and its all-men People’s Protection Units (YPG) as Syrian offshoots of the Kurdistan Workers’ Party (PKK) – an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey. Ankara regards the PKK as a terrorist organization.

Candar said in a statement that he was “saddened” to hear of the arrest warrant, Duvar news outlet reported.



Cengiz Candar speaks at Rudaw Research Center’s Erbil Forum in March 2019. Photo: Rudaw

The Al-Monitor columnist is known for his opposition to Ankara and is an expert on the Middle East, especially Kurds.

Turkey is currently the world’s second-largest jailer of journalists, according to the Committee to

Protect Journalists (CPJ), having put at least 37 behind bars in 2020.

Candar served as a special advisor on foreign policy to the Turkish president Turgut Ozal between 1991 and 1993.

LE FIGARO

21 janvier, 2021

## Syrie: 12 «meurtres» dans le camp d'Al-Hol, l'ONU s'alarme

**L**e camp d'Al-Hol dans le nord-est de la Syrie a connu en deux semaines 12 meurtres de déplacés syriens et irakiens, a rapporté jeudi l'ONU, tirant la sonnette d'alarme sur «un environnement sécuritaire de plus en plus intenable».

Tenu par les forces kurdes, le vaste camp -le plus grand de Syrie- accueille près de 62.000 personnes, dont plus de 80% sont des femmes et des enfants. Il y a des Syriens, des Irakiens, mais également des milliers d'étrangères et leurs enfants originaires notamment d'Europe ou d'Asie. Les étrangères sont des proches

de djihadistes du groupe Etat islamique (EI). Mais les Syriens et les Irakiens sont aussi des déplacés ayant fui les combats des forces kurdes contre l'EI et n'ayant nulle part où aller.

«Entre le 1er et le 16 janvier, 12 meurtres de résidents du camp, des Syriens et des Irakiens, ont été rapportés à l'ONU», selon un communiqué, qui indique la présence d'une réfugiée irakienne parmi les victimes. «Les événements inquiétants indiquent un environnement sécuritaire de plus en plus intenable à Al-Hol», ajoute le communiqué de l'ONU. Le camp d'Al-Hol a connu ces derniers mois

plusieurs incidents sécuritaires impliquant parfois des partisans de l'EI, dont des tentatives d'évasion et des attaques contre des gardes ou des employés d'ONG. Les incidents impliquent parfois des armes blanches voire des armes à feu dans certains cas.

Selon le communiqué publié jeudi, le coordinateur humanitaire de l'ONU résidant en Syrie, Imran Riza, et le coordinateur humanitaire régional pour la crise syrienne, Muhanad Hadi, expriment «leur grave inquiétude face à la détérioration des conditions de sécurité au camp», et soulignent «le besoin urgent de trouver une solu-

tion durable pour toute personne vivant dans le camp». Depuis la chute du «califat» autoproclamé de l'EI en mars 2019, les autorités kurdes appellent les pays concernés à rapatrier femmes et enfants. Cependant, la plupart des pays, notamment européens, rechignent à reprendre leurs citoyens. Certains, dont la France, ont rapatrié un nombre limité d'enfants orphelins de djihadistes. La «récente hausse des violences» dans le camp «compromet la capacité de l'ONU et des partenaires humanitaires à poursuivre en toute sécurité la fourniture d'une assistance humanitaire essentielle», ajoute le communiqué.



## Iran arrests at least 53 Kurds in 10 days

The intelligence agency of Iranian revolutionary Guard Corps (IRGC) and the country's intelligence agency known as Etefaat have arrested at least 53 Kurdish nationals in the last ten days, sources and family friends told Avatoday on condition of anonymity.

The mass arrest took place in Kurdistan and West Azerbaijan provinces. All the detainees have been transferred to unknown locations and no charges

have been clarified yet.

Hengaw Human Rights Organization published the names of detainees in Mahabad, Marivan, Bukan, Naghadeh, Sarvabad, Piranshahr, Kalatarzan, Rabat, Sanandaj and Baneh in the Kurdistan and West Azarbaijan provinces.

Kurdish Iranian on social media urged human rights organizations including Amnesty International "to investigate" the mass arrest of the Kurds in Iran.



All the detainees have been transferred to unknown locations and no charges have been clarified yet.

## Irak : l'attentat, qui a fait plus de 30 morts à Bagdad, a été revendiqué par l'EI

Deux kamikazes se sont fait exploser sur un marché du centre de Bagdad. Les médecins craignent que le bilan ne continue de s'alourdir.

Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis trois ans dans la capitale irakienne. Plus de trente personnes ont été tuées, jeudi 21 janvier, par deux kamikazes qui se sont fait exploser sur un marché du centre de Bagdad. L'attaque a été revendiquée par le groupe terroriste Etat islamique (EI) dans la nuit de jeudi à vendredi.

Un premier homme a déclenché sa ceinture explosive au beau milieu de vendeurs et de badauds sur le marché de vêtements d'occasion de la place Tayaran, a expliqué le ministre de l'intérieur. Alors qu'un attroupement se formait pour tenter de venir en aide aux victimes, un second kamikaze a fait détoner ses explosifs, a-t-il ajouté.

Dernier bilan donné par

l'agence de presse officielle irakienne, Irak News Agency : 32 morts et 110 blessés. Les médecins, eux, craignent que le bilan ne continue de s'alourdir dans la métropole de dix millions d'habitants, où le ministère de la santé a annoncé avoir placé l'ensemble du personnel médical en état d'alerte maximale.

Sur la place, carrefour très passant de Bagdad, soldats et ambulanciers étaient déployés en masse, les premiers bloquant les accès et les seconds s'activant à déplacer des corps sans vie ou à aider des blessés.

### Contexte d'élections

Un attentat avec exactement le même mode opératoire avait déjà endeuillé cette même place, faisant 31 morts, il y a trois ans quasi jour pour jour.

Comme en 2018, cette attaque survient alors que les autorités discutent de l'organisation d'un scrutin législatif, une échéance régulièrement accompagnée de violences en Irak.

Les élections anticipées d'un nouveau Parlement avaient été promises par le gouvernement pour juin. Mais les autorités proposent actuellement de les reporter à octobre afin de donner plus de temps à la Commission électorale pour organiser ce scrutin.

De nombreux politiciens disent toutefois douter de la tenue d'une élection anticipée – en juin comme en octobre – car la condition sine qua non est une dissolution du Parlement. Or, seuls les députés peuvent voter leur propre dissolution et aucun n'a donné d'assurance en ce sens.

Le président, Barham Saleh, a dénoncé sur Twitter des « tentatives malignes de faire trembler la stabilité du pays ». « Un acte aussi horrible n'attaquera pas la marche de l'Irak vers la stabilité et la prospérité », a réagi de son côté la Mission d'observation des Nations unies (ONU) en Irak.

### Pas de revendications

Le double attentat de jeudi n'a pas été revendiqué dans l'imédiat, mais ce mode opératoire a déjà été utilisé par le passé par l'EI, qui a occupé près du tiers de l'Irak en 2014 avant que Bagdad déclare avoir gagné sa guerre contre les djihadistes à la fin de 2017. Depuis, des cellules djihadistes se terrent dans les nombreuses zones montagneuses et désertiques du pays. Jusqu'ici toutefois, l'EI n'a re-

vendiqué que des attaques de faible envergure, menées généralement de nuit contre des positions militaires dans des zones isolées, loin des villes. Les derniers attentats ayant fait plusieurs morts à Bagdad remontent à juin 2019.

Cette attaque survient alors que les Etats-Unis ont réduit le nombre de leurs soldats en Irak à 2 500 hommes, une baisse qui « reflète la hausse des capacités de l'armée irakienne », selon les mots du chef du Pentagone, Christopher Miller. Cette réduction «

ne signifie pas un changement dans la politique des Etats-Unis », a-t-il insisté. « Les Etats-Unis et les forces de la coalition restent en Irak pour assurer une défaite durable » de l'EI.

Les Etats-Unis sont à la tête

d'une coalition internationale déployée en Irak depuis 2014 pour lutter contre l'EI. La quasi-totalité des troupes des autres Etats membres de la coalition ont quitté le pays en 2020 au début de la pandémie due au nouveau coronavirus.

## Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

22 janvier, 2021

# Il y a 75 ans, naissait la République kurde de Mahabad

**K**URDISTAN – Le 22 janvier 1946, des notables kurdes réunis autour du leader Qazi Muhammad proclamaient la naissance d'un État kurde sous le nom de la République de Mahabad, au Rojhilat (Kurdistan d'Est), sous l'occupation iranienne.

Fin août 1941, l'Iran fut envahi par les Alliés, les Soviétiques contrôlant le nord où ils ont tenté de rattacher le nord-ouest kurde du pays à l'Union soviétique. Mais les Kurdes ont choisi de déclarer leur autonomie dans les limites de l'État iranien. Ainsi, dès 1941, un comité de notables kurdes a pris en charge l'administration locale de la ville de kurde de Mahabad et la République de Mahabad a été déclarée en janvier 1946, avec Qazi Muhammad élu Président.

Avec le départ des Russes en 1946, suite aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies demandant aux Soviétiques de quitter l'Iran, et malgré l'appel des Kurdes demandant la protection des Russes contre le régime iranien, les Soviétiques sont partis, laissant les Kurdes de Mahabad entre les mains du régime iranien qui a écrasé dans le sang l'éphémère État kurde de Mahabad qui englobait les villes de Mahabad, de Piranshahr et de Naghadeh.

**Exécution des dirigeants de la République kurde de Mahabad**

Le Président de la République kurde de Mahabad, Qazi Muhammad fut pendu le 31 mars 1947, à l'âge de 54 ans. En plus de Qazi Muhammad, la dynastie Pahlavi a pendu plusieurs dirigeants kurdes accusés de « trahison ».

**Plus de 80 ans de massacres et de persécutions des Kurdes d'Iran**

Depuis la chute de la République kurde de Mahabad le 15 décembre 1946, les régimes iraniens successifs n'ont cessé de massacrer les Kurdes du Rojhilat qui ont lutté pour leurs droits et leur autonomie.

L'État iranien est allé jusqu'à persécuter les Kurdes à l'étranger, dont en Europe où ils avaient cherché refuge. Par exemple, le 13 juillet 1989, le leader kurde, Abdul-Rahman Ghassemlou et deux de ses collaborateurs ont été assassinés dans un appartement de la banlieue de Vienne où ils s'entretenaient avec des envoyés du président iranien d'alors, Akbar Hashemi Rafsanjani.

Malgré les preuves de l'implication directe de diplomates-terroristes dépêchés par le régime islamique, le gouvernement autrichien a sacrifié la justice pour les intérêts politiques et commerciaux de son pays et a permis aux trois tueurs présumés, qui s'étaient réfugiés à l'ambassade d'Iran après les



Qazi Muhammed élu président de la République de Mahabad

meurtres de 1989, de quitter le pays sans jamais être interrogés par les autorités autrichiennes.

Un an après le meurtre de Ghassemlou, une des filles de Qazi Muhammad, Efat Ghazi, a été tuée par une lettre piégée destinée à son mari, militant kurde Emir Ghazi, à Västerås, en Suède, en 1990. Un assassinat très probablement ordonné

par le régime iranien... Trahis et abandonnés par toutes les puissances mondiales, dont les Russes et les Américains, les Kurdes du Rojhilat et des autres parties du Kurdistan colonisé luttent pour leur survie, malgré d'innombrables massacres, génocides, déportations qu'ils ont subis et malgré les divisions inter-kurdes qui aggravent leur supplice.



Drapeau de la République de Mahabad



January 22, 2021

## Turkish air strikes wound two children in northern Iraq - local reports

**T**urkey bombed at least three sites in Iraq's Kurdistan region on Friday, wounding two children, Iraqi Kurdish news outlet Rudaw reported.

Rudaw cited local sources as reporting hundreds of sheep also being killed in the attacks.

Mohammed Sheikhzade, an Iraqi villager who lives near the Turkish border, told Rudaw that his two brothers, aged 10 and 15, had been injured during a bombing by Turkish warplanes on Kurdistan Wor-

kers' Party (PKK) positions in the Dohuk province.

Alend Amir, the mayor of Chamanke district in Dohuk, confirmed the bombardment and the injuries, Rudaw said.

Two villages on the Iranian border in the Erbil province were also bombed on Friday, Rudaw reported. Hundreds more sheep were killed in the bombings in Erbil.

Turkish Defence Minister Hulusi Akar said Turkish troops "neutralised" four PKK mem-

bers in Gara, Dohuk and three others in Hakurk near the Iraqi-Iranian border

Turkish authorities use the term "neutralised" to mean the death or surrender of enemy combatants, members of the PKK in this instance.

Akar on Monday, visited Iraq and discussed further cooperation options against the PKK with his Iraqi counterparts.

In June, Turkey launched the joint Claw-Eagle and Claw-Tiger operations, cross-border

offensives targeting the outlawed PKK in various regions of Northern Iraq, in response to an increase in attacks against the Turkish military.

The Claw-Eagle, the air campaign, began on June 15, with the Claw-Tiger, the ground campaign, following on June 17.

The PKK, designated a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union, has been fighting an insurgency against the Turkish state for four decades.



January 22, 2021  
By Hiwa Shilani

## Iraq will return remains of over 100 Yezidis killed by ISIS to Sinjar: Official

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Iraqi federal government plans to return the remains of more than 100 victims of the Islamic State, killed when the extremist group overran the Yezidi (Ezidi) village of Kojo in Sinjar (Shingal) in 2014 and then bury them in a special ceremony, according to a local official.

The remains were sent to a forensic lab in Baghdad after they were recovered for medical assessment and to identify the dead. So far, lab workers have completed examinations of 104 individuals.



Displaced Yezidis (Ezidis) in a camp in the Kurdistan Region's province of Duhok mourn the deaths of loved ones who from the village of Kojo, Aug. 15, 2020. (Photo: Kirkuk Now)



Nayef Jaso, the administrative head of Kojo told local media outlet Kirkuk Now that "after discussions, it had been decided to return the remains to Shingal on the first of February and to bury them in the Kojo cemetery."

The decision was reached after a meeting held on Monday in the Kurdistan Region's province of Duhok in the presence of Saad Abdali, a representative of Iraq's prime minister, as well as a forensic team and a number of the victims' family members.

"The remains will be prepared in the forensic medicine department in preparation for their transfer and they will then be transferred to Baghdad's military airport and special ce-

remonies will be held there," said Jaso.

He went on to explain that afterward, they will all be transported to Qayyarah airport in Nineveh province before moving them to their final resting place in Shingal.

"The remains of the victims will be reburied in solemn religious ceremonies on Feb. 1," he added.

In March 2019, the first mass grave containing multiple members of the Ezidi religious community was discovered in Kojo. So far, the remains of nearly 500 have been unearthed in two phases from some 20 mass graves.

The emergence of the Islamic State and its violent 2014 assault on Shingal led to the displacement of hundreds of thousands of Ezidis, who the extremist group considers heretics. Most of them fled to the Kurdistan Region, while others resettled in neighboring countries in the region or Western states.

Others were not as lucky and remained stranded in the war zone, where they experienced atrocities and mass executions at the hands of the Islamic State for years. Militants subjected women and girls to sexual slavery, kidnapped children, forced religious conversions, executed scores of men, and abused, sold, and trafficked women across areas they

controlled in Iraq and Syria.

Before the 2014 attack, there were roughly 550,000 Ezidis in the Kurdistan Region and Iraq. As the terrorist group took over large swaths of territory in Nineveh, 360,000 Ezidis escaped and found refuge elsewhere, according to the Kurdistan Region's Ezidi Rescue Office.

So far, 69 mass graves that contain the remains of Ezidis have been discovered, along with untold numbers of individual graves.

To date, 3,537 Ezidis have been rescued from an estimated total of 6,417 kidnapped individuals in total, according to the rescue office.

**I'Humanité**

22 janvier, 2021  
By Pierre Barbancey

## Turquie. Malgré les tensions, l'Europe ne peut décidément rien refuser à Ankara...

**Le chef de la diplomatie turque est à Bruxelles pour normaliser les relations avec l'Europe. Le dossier des « réfugiés » ouvre toutes les portes.**

L'Élysée s'en serait sans doute bien passé mais l'aubaine était trop belle pour la Turquie. La tension entre Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan, après qu'ils se soient traités de tous les noms d'oiseaux au cours de l'année 2020, avec un pic durant l'été, est retombée comme un soufflé. Le président turc a envoyé ses vœux à son homologue français, qui aurait sauté sur l'occasion pour reprendre les relations. Macron aurait même envoyé un « cher Tayyip » en turc dans « une lettre très positive » où il dit « vouloir s'entretenir avec notre président », a révélé le ministre turc des Affaires

étrangères, Mevlüt Cavusoglu.

### Peu importe...

Le signal donné par le président français est clair et reçu comme il se doit par la Turquie : Bruxelles a besoin d'Ankara. Peu importe l'invasion du nord de la Syrie et l'installation de milices islamistes, peu importe la répression contre les Kurdes en Syrie, en Turquie et en Irak, peu importe la violation de l'embargo sur les armes en Libye, peu importe les forages en Méditerranée orientale et les tensions avec la Grèce et Chypre ou encore les dangereux incidents avec

la flotte française. Et peu importe l'aide en armements et en troupes (encore des supplétifs islamistes venus de Syrie) apportée à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et la République d'Artsakh, au Haut-Karabakh.

### Une arme diplomatique redoutable

Ce jeudi, Mevlüt Cavusoglu était à Bruxelles pour y rencontrer le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et vendredi le président du Conseil européen, Charles Michel, et le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. La Turquie veut discuter du re-

nouvellement du pacte migratoire conclu avec l'Union européenne. Une arme diplomatique redoutable puisque Ankara retient sur son sol près de 4 millions de réfugiés dont une hypothétique déferlante hante les nuits des dirigeants européens. Et les appointements du gardien turc sont élevés. De même, l'Otan ne saurait perdre ce membre VIP alors que la Russie et la Chine sonnent à la porte. Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères, Jean Asselborn, peut bien dire que « personne n'a l'intention de passer l'éponge », c'est pourtant bien ce qui semble se passer. P. B.



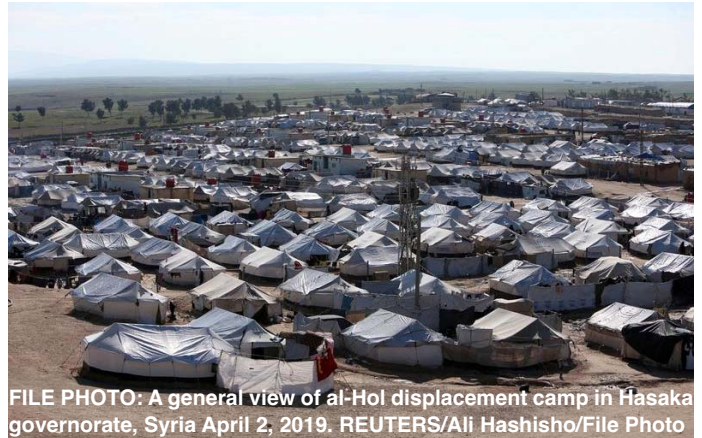
## Reports of 12 murdered at Kurdish-run displacement camp in Syria: U.N.

**G**ENEVA (Reuters) - The United Nations says it has received reports of 12 Syrian and Iraqi nationals being murdered in the first half of January at the Kurdish-run al-Hol camp in northeast Syria, which holds internal refugees and families of Islamic State fighters.

"We are calling on those authorities who control the security in the camp to ensure the safety of residents but also the

humanitarian workers," Jens Laerke, spokesman for the U.N. Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, said on Friday.

"All of that delivery is being thrown into jeopardy when the level of security rises to what we see now," Laerke told a U.N. briefing in Geneva. The camp, controlled by Syrian Kurdish forces, holds 62,000 people from many countries, he said.



FILE PHOTO: A general view of al-Hol displacement camp in Hasaka governorate, Syria April 2, 2019. REUTERS/Ali Hashisho/File Photo



January 23, 2021  
By Wladimir van Wilgenburg

## Turkish-backed groups shell Syria's Tal Rifaat enclave, killing three civilians

**E**RBIL (Kurdistan 24) - Turkey-aligned groups on Saturday bombarded central Tal Rifaat city, an enclave still controlled by Kurdish-backed fighters and surrounded by Ankara-backed rebel militias and Syrian regime forces. The shelling killed at least three civilians and wounded six others.

Those killed were one woman and two children. The victims were, according to the Syria-based Rojava Information Center (RIC), Majid Yasser Sikran, 5, Abdelmuhsen Sikran, 12, both from Tal Rifaat, and Nazliye Mihemed Mustafa, 55, from Afrin.

2 children and one woman were killed as result of the shelling:

Majid Yasser Sikran (5) from Tal Rifaat

Abdelmuhsen Sikran (12) from Tal Rifaat

Nazliye Mihemed Mustafa (55) from Afrin

Most of the wounded, among them one woman and one child, have sustained heavy injuries. [pic.twitter.com/6Qikh-tOzKo](https://pic.twitter.com/6Qikh-tOzKo)

— Rojava Information Center (@RojavaIC) January 23, 2021

Tal Rifaat is host to a Kurdish-majority population of civilians displaced from Afrin, a region Turkey and its proxy Syrian militants occupied in 2018.



Shelling by Turkish-backed groups killed three civilians in northern Aleppo on Saturday (Photo: social media)

<https://twitter.com/RojavaIC/status/1352990819419119618>

"Most of the wounded, among them one woman and one child, have sustained heavy injuries," the RIC explained in a tweet.

Turkish-backed forces have conducted similarly deadly attacks on Tal Rifaat. On 2 December 2019, shelling by Ankara's proxies killed 11 civilians were killed including eight children.

Around 170,000 displaced Kurds from Afrin are currently living in Tal Rifaat and its surrounding areas, with limited support. They were displaced to Tal Rifaat following Turkey's attack on the Afrin region, which led to its occupation in March 2018.

In February 2016, Kurdish-backed forces took the town of Tal Rifaat from Islamist rebel groups.

Turkey has threatened on several occasions to launch a cross-border offensive to capture Tal Rifaat. So far, Russia and Iran deterred such action. However, Turkish-backed groups occasionally shell the area, at times targeting civilians.

Kurdish-backed groups in Tal Rifaat have responded by shelling positions controlled by their fighters. They were using mortar shells, according

to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR).

The incidents come amid ongoing tensions between Kurdish-led forces and Turkey. On Friday, a Turkish drone attack injured a Kurdish civilian in the town of Kobani while Turkish-backed groups shelled the M4 road near Ain Issa in northeast Syria.

In October 2019, after Turkey

attacked Kurdish forces in northern Syria, the US and Russia reached separate ceasefire agreements with Turkey to stop the fighting between Kurdish-backed forces and Turkish-backed rebels.

Despite of this shelling by Turkish-backed groups and drone strikes by the Turkish army have continued to target Kurdish-led forces and civilians in northern Syria.

## Kurdistan au féminin

23 janvier, 2021

# IRAN. Une poétesse kurde menacée d'avoir la langue tranchée

**I**RAN / ROJHILAT – Des agents de sécurité iraniens ont kidnappé la jeune poétesse kurde, Taraneh Mohammadi, à Baneh, et l'ont menacée de lui couper la langue si elle continue d'écrire des poèmes. Cela intervient après que la jeune femme ait déclaré sur Instagram qu'elle ne se considérait pas faire partie de l'Iran mais du Kurdistan.

Le lundi 11 janvier 2021, les forces de sécurité iraniennes de la ville de Baneh ont tenté de kidnapper la jeune poétesse et écrivaine kurde Taraneh Mohammadi, 21 ans, surnommé «Tanya» (seule). Elle a été emmenée hors de la ville, harcelée et menacé par l'un des agents qui l'a menacée de lui couper la langue si elle continue à écrire des poèmes.

Selon une source proche de la famille de Mohammadi, qui ne voulait pas être identifiée pour des raisons de sécurité, Tanya a dit à sa famille que: « Quatre personnes (les forces de sécurité iraniennes) se trouvaient dans une voiture MVM blanche aux vitres fumées (...). Après avoir fait un long trajet



en voiture, ils m'ont emmenée hors de la ville et sans rien dire et ils ont commencé à me menacer et à m'insulter. Après environ deux heures, ils m'ont de nouveau mis le sac sur la tête et m'ont abandonnée dans l'un des quartiers proches de chez nous. »

La source a ajouté que Taraneh Mohammadi avait été menacée par des appels téléphoniques avec des numéros anonymes au cours du mois dernier et avait été convoquée et interrogée à plusieurs reprises par les services de renseignement et de police iraniens à Baneh.

L'enlèvement et la menace de la jeune poétesse sont survenus après qu'elle a déclaré, lors d'un échange en direct sur Instagram avec Hila Sediqi, que: « J'ai lu un poème dans une langue commune [persan]. » En réponse à Hila Sediqi a demandé: « Que voulez-vous dire par un langue commune? Cela signifie que vous ne vous considérez pas comme appartenant à l'Iran, mais au Kurdistan. » Elle a répondu: « Oui, vous avez raison. Je me considère appartenir au Kurdistan. » (Elle a également été en direct avec l'éminent chanteur kurde, Najmaddin Gholami.)

Taraneh Mohammadi, 21 ans, est née à Baneh et est actuellement étudiante en travail social à l'Université Mahabad. Elle parle couramment le kurde, le persan et l'anglais.

Taraneh a commencé à composer de la poésie à l'âge de 16 ans et est très populaire parmi les jeunes du Kurdistan. Le contenu de ses écrits et poèmes porte principalement sur les droits nationaux des Kurdes, les droits des femmes, les enfants et le mariage forcé.

(Hengaw Human Rights Organization)



23 janvier, 2021

## Iran : Plus de 205.000 décès dus au coronavirus dans 478 villes - NCR Iran

**K**arimnia, membre de la production de vaccins : Le test du vaccin standard sur la population d'un autre pays indique-t-il que cela donnera le même résultat sur notre population ? Et (pourquoi) aucune autre information n'est-elle fournie ? Pourquoi tout ce secret ? (Télévision officielle, 20 janvier 2021)

Minou Mohraz du comité scientifique du centre national de lutte contre le coronavirus

(CNLC) : les prochaines vagues de coronavirus ont démarré. (Agence Irna, 21 janvier)

Un membre du comité scientifique du centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) : Le virus éclate avec la moindre imprudence, et le quatrième pic est beaucoup plus sévère qu'avant. (Agence Isna, 22 janvier 2021)

· Les facultés de médecine de Mazandaran et de Babol : Ces

dernières 24 heures, 21 malades sont décédés du coronavirus. (Agence Mehr, 21 janvier 2021)

La faculté de médecine d'Abadan : Récemment, la maladie a augmenté et il y a une possibilité de pic sévère en février et mars. (Javan, 21 janvier 2021)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé ce 22 janvier 2021 que le nombre de décès dus au coro-

navirus dans 478 villes d'Iran est supérieur à 205.000.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 49.831, Khorassan-Razavi 13.870, Ispahan 12.945, Khouzistan 10.235, Mazandaran 8197, Azerbaïdjan oriental 7833, Guilan 7276, Fars 6212, Alborz 5283, Yazd 3757, Kurdistan 3516, Ardebil 2542, Hormozgan 2145, Chaharmahal-Bakhtiari 1635 et Kohgiluyeh-Boyer-Ahmad 1514.



23 janvier, 2021

## Irak. Onze membres des forces armées tuées dans une attaque

**L'embuscade a eu lieu ce samedi soir au nord de Bagdad. Plusieurs sources l'attribuent au groupe État islamique.**

**O**nze combattants du Hachd al-Chaabi, une coalition de paramilitaires désormais intégrés à l'État irakien, ont été tués samedi 23 janvier au soir dans une embuscade du groupe jihadiste État islamique au nord de Bagdad, en Irak.

Onze membres du Hachd ont été tués et dix autres ont été blessés, selon des sources au sein du Hachd. L'attaque n'a pas été revendiquée mais toutes les sources contactées par l'AFP ont accusé l'EI.

Cette attaque, menée de nuit dans une région isolée avec des armes légères contre des militaires – mode opératoire adopté par l'EI depuis sa dé-

faite militaire en Irak fin 2017 – est de bien moins grande envergure que le double attentat suicide mené jeudi au cœur de Bagdad, qui a tué 32 civils et qui fait peser la menace d'une résurgence jihadiste en zone urbaine.

### Bureaucratie et corruption

Pour les experts, le double attentat suicide de jeudi pourrait être un cas isolé car les cellules clandestines de l'EI, terrees dans les zones montagneuses et désertiques du pays, n'ont ni l'organisation ni l'équipement pour mener des attaques d'envergure en zone urbaine.

Cette attaque, sans précédent

depuis plus de trois ans dans la capitale, a malgré tout mis en évidence les lacunes de l'appareil sécuritaire irakien.

Rongées comme toutes les institutions du pays par la bureaucratie et par la corruption, les forces de sécurité font également les frais des tensions entre groupes armés rivaux et entre membres politiques de tous bords, alors que le pays s'appête à organiser des élections législatives anticipées dont la date fait encore débat.

### Les États-Unis ont réduit le nombre de leurs soldats

De fait, les attaques de l'EI ces derniers mois ont majoritairement eu lieu dans les pro-

vinces de Salah Eddine et de Kirkouk, plus au nord, que forces kurdes et fédérales se disputent créant une brèche où s'engouffrent les jihadistes.

Dix-sept personnes – majoritairement des militaires – ont par exemple été tuées en novembre dans des attaques de l'EI au nord de Bagdad.

Les attaques de cette semaine surviennent alors que les États-Unis ont réduit le nombre de leurs soldats en Irak à 2 500 hommes, tandis que la quasi-totalité des autres États membres de la coalition anti-EI ont quitté le pays depuis le début de la pandémie de coronavirus.





January 23, 2021  
By Ilhan Tanir

## Biden administration issues first statements on Turkey regarding Demirtaş, Kavala

The Biden administration on Saturday made its first statements on Turkey concerning two high profile prisoners in the country.

The U.S. State Department, in an email statement to Ahval, commented on imprisoned Kurdish politician and former leader of the Peoples' Democratic Party (HDP), Selahattin Demirtaş, as well as jailed philanthropist Osman Kavala, whose acquittal in the Gezi Park case was reversed on Friday.

A U.S. State Department spokesperson, speaking on the Kavala verdict, wrote that "the United States continues to follow these cases very closely," adding, "We remain gravely concerned by this and a number of other indictments of civil society, media, political and business leaders in Turkey, and their prolonged pretrial detention."

The statement also said that "The right to freedom of expression, peaceful assembly, and association is fundamental

to any healthy democracy." "We continue to urge Turkey to respect these fundamental freedoms and to bring this case to a swift and just resolution," Biden's State Department said.

The court on Friday ordered to continue the trial of Kavala and 8 other defendants after providing the missing evidence, Turkish local press reported. The case will be sent back to the first-degree local court.

A U.S. spokesperson also commented the case of Demirtaş, the former co chair of the opposition pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP).

On Friday, members of the European Parliament urged Ankara for the immediate and unconditional release of Demirtaş in accordance with rulings by the European Court of Human Rights (ECHR) decisions.

The U.S. State Department echoed the European Parliament's Jan. 21 resolution, no-

ting, "We have taken note of the European Parliament's January 21 resolution, as well as the European Court of Human Rights' binding December ruling for the release of Selahattin Demirtaş."

"We have addressed his case in our annual Human Rights Report, and publicly noted our concern at the time of his November 2016 arrest and subsequently when he was first convicted and received a lengthy sentence in 2017," the spokesperson added.

Demirtaş was detained alongside other HDP deputies on Nov. 4, 2016 over alleged links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed militant group engaged in an internal conflict with Turkey since 1984.

European lawmakers, on Friday, urged EU term president Germany and EU's permanent representation to the Council of Europe to pursue the Demirtaş case closely recalling the final judgment announced by the

ECtHR Grand Chamber on Dec. 22, and reminding that ECtHR rulings were binding for the Council of Europe member states.

The resolution called, "The human rights situation in Turkey, notably the case of Selahattin Demirtaş and other prisoners of conscience", and passed with the majority of the votes.

Demirtaş's temporary detention had been "long and illegal," noted the lawmakers in the same resolution.

"Politically motivated prosecutions stifle political pluralism and limit free political debate, essential concepts of a democratic society," the U.S. State Department said. "Undercutting the ability of opposition political parties to fully participate in democratic processes undermines the health of any democracy. We urge Turkey to comply with its international obligations and uphold the fundamental freedoms guaranteed in its constitution."

Le Monde

23 janvier, 2021  
Par Marie Jégo et Jean-Pierre Stroobants

## L'Union européenne attend « des gestes crédibles » de la Turquie

Les ministres des affaires étrangères européens s'apprêtent à évoquer, lundi, les relations avec Ankara.

De la Turquie, il est beaucoup question à Bruxelles en ce moment. Lundi 25 janvier, les ministres des affaires étrangères

de l'Union européenne (UE) s'apprêtent à évoquer la question des difficiles relations avec Ankara, comme ce fut le cas à l'issue de la visite, jeudi

21 et vendredi 22 janvier, du ministre des affaires étrangères turc, Mevlüt Çavuşoğlu, et de son adjoint, Faruk Kaymakci. Les deux diplomates

ont rencontré les principaux dirigeants de l'UE et de l'OTAN, une « offensive de charme », selon des observateurs bruxellois, censée aider à remettre



sur les rails la relation abîmée entre les Vingt-Sept et la Turquie, toujours candidate à l'adhésion sur le papier.

Ce déplacement visait le sommet européen de la mi-mars, au cours duquel les chefs d'Etat et de gouvernement sont censés examiner une « feuille de route » pour les relations futures avec la Turquie. Le haut représentant, Josep Borrell, doit leur présenter un rapport assorti de plusieurs options et, éventuellement, de sanctions, comme cela avait été évoqué en décembre, à la suite des activités turques de forage dans les eaux chypriotes et grecques, des violations par Ankara de l'embargo de l'ONU sur les armes en Libye, ou encore de son activisme militaire au Haut-Karabakh.

En décembre, les Européens s'étaient toutefois contentés d'évoquer une menace de sanctions – non concrétisée à ce stade – contre des responsables des forages gaziers dans les zones chypriotes. Ces dernières semaines, la diplomatie européenne a bien noté les propos conciliants du président turc, Recep Tayyip Erdogan, et son apparente volonté d'apaisement.

« Est-elle durable ou temporaire ? », s'interroge, comme beaucoup, un diplomate, qui relève cependant « des pas dans la bonne direction », à savoir la reprise des pourparlers exploratoires avec Athènes sur les ressources énergétiques, un éventuel redémarrage des négociations, sur le statut de Chypre, l'île divisée de la Méditerranée, la suspension de l'exploration gazière turque en Méditerranée orientale.

#### « Etablir un agenda positif »

Après avoir semé la zizanie en Méditerranée orientale à l'été 2020 et après avoir conseillé au président français, Emma-

nuel Macron, de « se faire soigner mentalement », M. Erdogan n'a eu de cesse d'affirmer, ces dernières semaines, vouloir « tourner une nouvelle page » dans les relations de son pays avec l'UE et aussi avec la France, de façon à « établir un agenda positif » en 2021. Première mesure dans ce sens, la Turquie et la Grèce vont reprendre, lundi à Istanbul, leurs pourparlers exploratoires, interrompus depuis 2016, sur les droits énergétiques et les frontières maritimes, autant de problèmes qui ont mis les deux pays au bord de la confrontation militaire à l'été 2020.

Malgré des déclarations bienveillantes de part et d'autre – le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, disant espérer « une relation productive avec la Turquie » en 2021 tandis que le président Erdogan évoquait « une nouvelle ère » –, Grecs et Turcs ont peiné à s'accorder ne serait-ce que sur l'agenda des pourparlers. Les diplomates grecs estimaient que les négociations devaient porter uniquement sur les frontières maritimes et le partage des ressources énergétiques tandis que leurs homologues turcs voulaient mettre tous les problèmes sur la table, notamment celui de la démilitarisation des îles grecques, ce qui laisse dubitatif sur leur capacité à s'entendre.

La Turquie a donné un autre signe d'apaisement en renvoyant à son port d'attache, jusqu'en juin 2021, son navire de prospection Oruç Reis, lequel avait été déployé tout l'été dans les eaux grecques, créant une montée des tensions.

#### Paris et d'autres capitales prudentes

Les experts restent sceptiques quant au succès de ce changement diplomatique et à ses motivations. Toute la question est de savoir si les déclara-

tions du président Erdogan seront suivies de gestes tangibles. « Le dialogue est essentiel, mais nous attendons des gestes crédibles », a insisté la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à l'issue de son entretien avec M. Çavusoglu.

« Les dirigeants turcs tendent à ajuster leur discours de politique étrangère afin de répondre aux exigences de la politique intérieure », Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE à Ankara

L'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche, réputé moins conciliant avec M. Erdogan que ne l'était son prédécesseur Donald Trump, l'imposition de sanctions américaines pour l'acquisition des antimissiles russes S-400, et enfin la dégradation de l'économie turque, fortement dépendante des investisseurs européens, expliquent le changement de ton à Ankara. « Les dirigeants turcs tendent à ajuster leur discours de politique étrangère afin de répondre aux exigences de la politique intérieure. Cela crée une énorme incertitude chez les partenaires européens et américains car la Turquie joue simultanément la carte ami et ennemi, tout en agissant avec et contre l'OTAN. Ce qui nécessite une refonte stratégique de la part des alliés occidentaux », rappellent Marc Pierini, ancien ambassadeur de l'UE à Ankara, et Francesco Siccardi dans une analyse publiée le 21 janvier par la Fondation Carnegie Europe.

Si Paris et d'autres capitales affichent la prudence, l'Allemagne, elle, semble croire davantage aux « signaux positifs », décrits par le ministre des affaires étrangères, Heiko Maas, lors d'une visite à Ankara, lundi 18 janvier. Au cours de sa visite, le ministre allemand a notamment été pressé par ses interlocuteurs turcs de résoudre le problème des ex-

portations d'armes allemandes vers la Turquie. La production de l'Altay, le premier char turc de combat, est notamment bloquée depuis 2019 par le refus de l'Allemagne de fournir le moteur et les systèmes de transmission pour ce char de nouvelle génération. La coopération germano-turque en matière de défense repose aussi sur la production de six sous-marins, très attendus par les autorités turques.

#### Préserver un « climat positif »

La perspective d'une limitation des exportations de matériel militaire semble inquiéter au plus haut point le président Erdogan, dont l'objectif premier est de renforcer l'industrie de défense de son pays. Son aventurisme militaire au Haut-Karabakh, en Libye, en Syrie, en Irak du Nord, inquiète les alliés de l'OTAN. Récemment, des entreprises canadienne et britannique ont cessé de fournir à la Turquie des pièces nécessaires à la fabrication de ses drones.

Ankara est particulièrement sensible au sujet des sanctions. « Aucun résultat ne pourra être atteint avec le langage des sanctions », a averti Mevlüt Çavusoglu, vendredi, dans un Tweet publié après sa rencontre avec le président du Conseil européen, Charles Michel.

La Turquie souhaite préserver « un climat positif ». Ce qui n'a pas empêché sa diplomatie de faire savoir, plus ou moins discrètement, qu'elle comptait remettre sur le tapis l'accord sur la migration conclu avec Bruxelles en mars 2016. Un moyen de pression habituel qui visait, cette fois, à faire progresser la négociation sur la libéralisation des visas, l'une des promesses faites à M. Erdogan en échange du contrôle par son pays des flux de migrants désireux de se rendre en Europe.



January 24, 2021  
By Sirwan Kajjo

## Tensions Remain After Kurdish, Government Forces Clash in Syria's Qamishli

**W**ASHINGTON - Tensions remain high after violent clashes broke out between local Kurdish security forces and Syrian government troops in a strategic city in northeastern Syria.

Fighting between the two sides erupted Saturday after a government-backed militia group opened fire on a post controlled by Kurdish forces in the city of Qamishli, local news media reported.

Kurdish security forces, known as Asayish, responded to the attack and deployed additional reinforcements to the area, a local source told VOA.

"Those who started the Saturday clashes were members of the National Defense Forces who control pockets in the southern part of Qamishli," the source said.

The NDF is a paramilitary force that has been instrumental in the Syrian conflict. Several of its commanders have been sanctioned by the United States for their role in persecu-

ting civilians in the war-ravaged country.

A pro-government news site and other local sources said that two members of the NDF were wounded during the weekend clashes.

While the fighting has stopped, the situation on the ground remains tense, local news reports said.

Qamishli is mostly under the control of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), a military alliance that has been a major U.S. ally in the fight against the Islamic State terror group.

Syrian government forces and its allied militias, however, have a significant military presence on the southern outskirts of the city and control its international airport.

Qamishli, a Kurdish-majority city, has seen occasional skirmishes between the U.S.-backed Kurdish forces and Syrian government troops since the beginning of the



FILE - Members of Kurdish security forces known as Asayish stand guard in the northeastern Syrian city of Qamishli, Jan. 20, 2021.

country's civil war in 2011.

But tensions in recent weeks reportedly were triggered by the arrests of high-profile officials made on both sides.

"A few weeks ago, the Asayish arrested a major Syrian government intelligence official and his son while they were coming to Qamishli from the city of Hasaka," said Ivan Hasib, a reporter based in Qamishli.

"Government troops at the time responded by arresting several

Kurdish security officers," he told VOA, adding that, "the Russians swiftly mediated between the two sides and for a while an informal truce was largely holding."

The Saturday violence, however, seems to be an extension of those tensions, Hasib said.

Russia, a major backer of the Syrian government, also has a significant military presence in northeast Syria, which increased after the partial U.S. troops withdrawal from the region in October 2019.

**LE TEMPS**

24 janvier, 2021  
Par Antoine Duplan

## «Nachbarn»: chronique d'une enfance kurde

**Le petit Sero découvre la violence et l'injustice du monde. Mano Khalil propose un film beau et terrible à plus-value autobiographique. A découvrir sur le site des Journées de Soleure**

**S**ymboles d'innocence et de liberté, des ballons rouges plus légers que l'air traversent Nachbarn («Voisins») dès la scène d'ouverture: planqués derrière une

dune, le petit Sero et son oncle Aram lâchent trois ballons que le vent emporte de l'autre côté de la frontière: les soldats les descendent à la mitrailleuse. Tout est dit de la connerie de

la guerre et de la longue tragédie du Kurdistan, ce territoire qui s'étend sur quatre pays hostiles, l'Iran, l'Irak, la Turquie et la Syrie. A 6 ans, Sero, inconscient des enjeux géostrat-

tégiques, vit heureux dans son petit village.

Né dans le Kurdistan en 1964, établi à Berne, Mano Khalil a signé de beaux documen-

taires, dont Unser Garten Eden, sur les jardins ouvriers où cohabitent en paix des gens venus de toutes les cultures, ou Der Imker, bouleversant portrait d'un apiculteur suisse d'origine kurde. Il semble moins à l'aise dans la fiction, multipliant les clichés dans Die Schwalbe. Une Suisse s'aventure dans le Kurdistan pour essayer de retrouver son père qu'elle croyait mort depuis des années. Elle découvre un salaud plutôt qu'un héros au sourire si doux.

### Fonctionnaires corrompus

Vraisemblablement nourri de souvenirs personnels, Nachbarn s'avère incontestablement plus réussi. Ce film visuellement splendide s'attache aux peines et aux joies d'un petit garçon faisant l'apprentissage de la violence et du chagrin. C'est à travers le regard noir de Sero que se révèle la brutalité du monde. Elle s'incarne en un professeur arabe venu «dans ce village

arriéré pour le sortir de l'obscurantisme». Zélateur de Hafez el-Assad et Saddam Hussein, le maître d'école sait compter au moins jusqu'à 2 et manie implacablement la baguette. Il concentre son enseignement sur la haine du juif et de l'«entité sioniste». Les élèves sont incités à inventer des façons de tuer les juifs; ils répètent une théâtrale se terminant par la décapitation d'une marotte de paille symbolisant Israël.

Un jour, la maman de Sero est abattue en pleine campagne par un sniper turc qui la tenait en joue pour rire. Le coup est parti... La police embarque l'oncle Aram. Elle le ramène quelques jours plus tard ensanglanté. Pour échapper à la conscription, Aram rejoint le maquis – on ne l'a jamais revu. Les familles séparées sont autorisées à discuter quelques minutes à travers les barbelés sous la surveillance d'une soldatesque agressive. Le progrès tarde à venir, l'électricité ne fonctionne toujours pas. Le



Le petit Sero et son oncle Aram dans «Nachbarn».

père de Sero acquiert deux passeports pour que les voisines juives puissent partir: il se frotte à des fonctionnaires corrompus jusqu'à la moelle.

### Palmier gelé

Pendant ce temps, les enfants restent des enfants. Ils jouent à des jeux parfois dangereux car conditionnés par l'environnement belliciste dans lequel ils grandissent, comme faire exploser une mine ou poignarder un chat dans un sac.

La répression, la violence, la

bêtise et la haine n'empêchent ni la résilience ni l'humour. L'électricité et la télévision arrivent, Sero pourra enfin regarder les dessins animés auxquels il aspire (bon, pour l'instant ce sont des images de propagande guerrière...). Des lettres aux disparus sont confiées à la rivière. Et les fan-toches se dégonflent: le prof exalté perd ses illusions entre son palmier, symbole du monde arabe, tué par l'hiver kurde, et son portrait de Saddam délavé par la pluie. Film dur, Nachbarn n'oublie ni l'humour ni la tendresse.



January 25, 2021  
By Karwan Faidhi Dri

## Bodies of 5 Kurdish kolbars recovered one week after Turkish avalanche

**E**RBIL, Kurdistan Region — Kurdish villagers in northwest Iran were finally able to recover the bodies of five kolbars who had been buried under the snow for a week following an avalanche in Turkey, villagers told Rudaw English on Monday.

Makum Ahmadi, a resident of Kuran village in Iran's West Azerbaijan province, told Rudaw English that three of the dead kolbars were found around noon. The other two were found later in the day.

"All five bodies have been recovered but it will take the villagers four hours to bring them to the village," he said.

Bilend Ahmadi, Matin Aslani, Yawar Aslani, Furat Khedri, and Molayee Khodayee were among 12 residents of the village who were buried in an avalanche in Turkey's Van province on January 18. Eight died and three survived.

The villagers were reportedly smuggling cigarettes across the border. The office of the Governor of

Van denied that an avalanche took place in the province in a statement last Monday, saying they had sent a search team to the area to investigate the incident.

Kuran, home to around 200 families, is surrounded on three sides by mountains, a small river dissecting it into two. In the near distance stand both Iranian and Turkish border observation posts.

The village has gained a reputation for the large number of kolbars killed by both Turkish

and Iranian border guards.

Last year, two brothers Shamin and Arsalan Ahmadi were shot and killed by Iranian and Turkish border guards within two months of each other.

Kolbars are semi-legal porters who transport goods on their backs across the Kurdistan Region-Iran border, often in treacherous conditions. Many are pushed into the profession because of poverty, which is particularly rampant in Iran's Kurdish areas.





January 25, 2021  
By Lesley Goldberg

## Hillary and Chelsea Clinton Developing Female Kurdish Militia Drama for TV

The mother-daughter producing partners have, via their HiddenLight production company, optioned author Gayle Tzemach Lemmon's 'The Daughters of Kobani: A Story of Rebellion, Courage, and Justice' for the small screen.

Hillary and Chelsea Clinton have set their sights on their first scripted TV series.

The duo, via their Hidden Light Productions banner, has acquired TV rights to best-selling author Gayle Tzemach Lemmon's *The Daughters of Kobani: A Story of Rebellion, Courage, and Justice*. A network is not yet attached.

Set to be published Feb. 16 by Penguin Press, *Daughters of Kobani* is based on hundreds of hours of interviews and on-the-ground reporting about the

all-female Kurdish militia who took on ISIS in Northern Syria and won. Following the unlikely showdown emerged a fighting force who spread their own political vision and established gender equality in their corner of the Middle East and beyond. In the process, they earned the respect — and significant military support — of U.S. Special Operations Forces.

"*The Daughters of Kobani* is an extraordinary account of brave, defiant women fighting for justice and equality," said former Secretary of State Clinton. "We created HiddenLight to celebrate heroes — sung and unsung alike — whose courage is too often overlooked, and we could not be more thrilled to bring this inspiring story to viewers around the world."

Lemmon is the author of two New York Times best-sellers, 2011's *The Dressmaker of Khair Khana* and 2015's *Ashley's War*. The latter title is being adapted by Universal Pictures and Reese Witherspoon's company as a feature film. Lemmon, an author, journalist and fellow at the Council on Foreign Relations, has ties to HRC. In 2011, she penned the first Newsweek cover on the then-secretary of state's efforts to put women at the center of foreign policy.

The Clintons, alongside Sam Branson, launched HiddenLight Productions in December with a goal of creating documentary, unscripted and scripted content for film, TV and digital platforms that focuses on the human spirit. The company's first project is an event docuseries based on their 2019 best-seller, *The*

*Book of Gutsy Women: Favorite Stories of Courage and Resilience*. It landed at Apple with a straight-to-series order following a bidding war.

HiddenLight is overseen by executive chair Roman Khanna and CEO Johnny Webb. The company has offices in London, New York and L.A.

HRC is also teaming with Steven Spielberg for a women's voting anthology in the works at The CW. She previously collaborated with Nanette Burstein for a four-part Hulu doc, *Hillary*, last year. The former first lady is also the subject of a potential Hulu drama based on Curtis Sittenfeld's best-seller, *Rodham*, which imagines a world in which she never met Bill Clinton. (HRC is not involved in the latter.)

Kurdistan au féminin

La Kurdistan a messo lo regard feminin

26 janvier, 2021

## De Shengal à Afrin, la Turquie persécute les femmes yézidiées

**S**YRIE / ROJAVA – Kidnappées, torturées, vendues comme esclaves sexuelles, mariées à des mercenaires, converties à l'Islam, la barbarie subie par les femmes yézidiées du canton kurde d'Afrin n'est pas différente de celle commise par l'Etat islamique à Shengal en 2014. Les femmes yézidiées d'Afrin sont persécutées par la Turquie et ses mercenaires islamistes responsables de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Depuis plusieurs siècles, les Yézidiées ont été persécutées par l'Etat turc. Victimes de nombreux massacres à l'époque ottomane, ils ont survécu aux campagnes de génocide grâce à leurs structures de résistance. Essayant d'achever ce que les Ottomans n'ont pas pu faire, l'Etat turc continue d'exterminer les Yézidiées au XXIème siècle. L'Etat turc, qui a occupé Afrin grâce à la complicité de la communauté internationale, vise également les Yézidiées vivant ici.

Afrin, qui compte 23 villages yézidiées, est également la ville qui accueille le plus grand nombre de Yézidiées après Shengal. Il est possible de rencontrer des personnes appartenant à la confession yézidie dans de nombreux quartiers d'Afrin. Les persécutées visant les Yézidiées d'Afrin sont similaires à la barbarie que l'Etat islamique a commise à Shengal en 2014. L'Etat turc, cherchant à détruire tout ce qui appartenait à la croyance yézidie, a détruit 19 temples yézidiées

à Afrin. L'un des objectifs du changement démographique opéré par la Turquie à Afrin vise les Yézidiées.

Ce sont les femmes yézidiées qui souffrent le plus des crimes brutaux commis par l'Etat turc et ses mercenaires islamistes. Depuis l'occupation d'Afrin en mars 2018, les crimes contre les femmes yézidiées ne font que s'amplifier. Alors que les gangs ont enlevé des centaines de femmes yézidiées et en ont libéré certaines en



échange d'une rançon, le sort de la plupart d'entre elles est encore inconnu. Une femme yézidie nommée Xaliya Seid qui a été enlevée du village de Ceqlê a été libérée contre 7 000 euros. Aucune nouvelle n'a été reçue d'une autre femme yézidie nommée Xezalê, qui a été enlevée dans le village de Basofa après avoir subi de graves tortures. Edulê Sefer, kidnappée dans le village de Qestel Cindo, a été libérée en échange d'une rançon de 6 mille dollars après être resté en captivité des gangs pendant 6 mois. Une femme nommée Fatima Nesro a été enlevée du village de Qibar. Fatima a également été libérée pour 1 000 dollars.

**L'armée turque menace les femmes yézidiennes, forçant les Yézidis à fuir Afrin**

Eyşê Seydo, membre de la Coordination des femmes yézidiennes, a déclaré que le sort de centaines de femmes yézidiennes kidnappées est inconnu et que l'État turc a forcé de nombreuses femmes yézidiennes à se marier [avec des mercenaires islamistes de la Turquie]. Rappelant que cet acte barbare était également pratiqué par l'État islamique à Shengal en 2014, Eyşê a déclaré que l'armée turque voulait éloigner les Yézidis de leurs croyances, les forcer à se convertir à l'islam ou à quitter la région.

Gulê Cafer, l'une des responsables de la coordination des organisations de la société civile de la région d'Afrin, a parlé des pratiques à l'égard des femmes yézidiennes et a rappelé que des dizaines de femmes yézidiennes sont toujours aux

maines de l'État turc et de ses gangs.

Selon les données partagées par l'Union yézidie à Afrin, des dizaines de Yézidis ont été massacrés dans la ville occupée par la Turquie. L'Union yézidie, qui communique les noms et les informations d'identité des victimes, partage avec les institutions internationales des droits de l'homme toutes les données et documents qu'elle obtient. Malgré tout cela, la communauté internationale, maintenant son silence, encourage l'État turc à commettre davantage de crimes.

Les gangs, qui ne reconnaissent aucune loi lorsqu'ils s'en prennent aux Yézidis, les dépossèdent également de droits de propriété. Récemment, les

gangs ont fait une descente dans une maison du village de Feqira et ont annoncé qu'ils avaient confisqué tous les biens de Xano Iso (65 ans) qu'ils ont enchaîné.

L'État turc, avec ses pratiques dignes de l'Etat Islamique, tente également de relancer Daech. Les institutions yézidiennes d'Afrin considèrent cela comme un effort pour faire revivre l'époque ottomane. Il y a quelques mois, le président turc Recep Tayyip Erdoğan, dans une déclaration qu'il a faite à propos de Shengal, a déclaré: « Nous pourrions venir soudainement une nuit », signalant qu'ils continueraient les massacres visant la communauté yézidie. (ANF)



January 26, 2021  
By Alex MacDonald

## Two female members of Kurdish-led administration in Syria found beheaded

Two members of the Kurdish-led autonomous region in northeastern Syria have been found beheaded after being kidnapped, in an attack blamed on the Islamic State group.

The two women, who were found dead in al-Dashisha in the countryside of northeastern Syria's Hasakah province on Saturday, worked for local institutions within the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES).

Officials in the AANES told Kurdistan24 earlier this week that both were kidnapped from their homes by unknown men. The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) said they were both found dead hours after being kidnapped. Hind Latif Al Khadir was head of the economy committee of

the town of Til Shayir, while Sa'da Faysal Al Hermas was co-president of the town's people's council.

"The Hasakah Canton's Council confirmed in a written statement the assassination of two of their administration officials, after their abduction by unknown gunmen, believed to be affiliated with ISIS sleeper cells, yesterday in Shadadi area," the Syria-based Rojava Information Centre (RIC) wrote in a tweet.

The Hasakah Provincial Council condemned the crime, which they blamed on IS sleeper cells, warning that the killing was aiming to "destabilise security and stability, and spread terror among the people."

Opponents of the autonomous administration have targeted



Hind Latif Al Khadir and Sa'da Faysal Al Hermas (RIC)

politicians involved with the organisation in the past.

Hevrin Khalaf, a politician with the Future Syria Party, was assassinated by the Turkish-backed armed group Ahrar al-Sharqiya in October 2019.

According to SOHR, at least 234 people have been killed by

IS sleeper cells in northeastern Syria since June 2018.

### Islamic State resurgence?

IS fighters overran large parts of Syria and neighbouring Iraq in 2014, declaring a cross-border "caliphate" and implementing its brutal rule on millions. Several US-backed military

campaigns whittled away at the proto-state, until the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) - an armed group linked to AANES - expelled the militants from their last patch of land in the Deir Ezzor hamlet of Baghouz, south of Sousa in 2019.

Since the overthrow of the group, the SDF and AANES have had to manage tens of thousands of prisoners and displaced people in the region, including IS relatives and fighters

from around 50 countries, including Western nations.

Western nations have been largely reluctant to repatriate their IS-linked nationals held in northeast Syria, though some have brought home women and children on a case-by-case basis.

Last week the UN said 12 murders had taken place in Al-Hol camp in northeast Syria in just over two weeks, sounding the alarm over an "increasingly un-

tenable" security situation.

Al-Hol camp - Syria's biggest - holds almost 62,000 people, of whom more than 80 percent are women and children, including Syrians, Iraqis and thousands from as far afield as Europe and Asia.

"Between 1 and 16 January, the UN received reports of the murders of 12 Syrian and Iraqi camp residents," said the UN statement, adding that an Iraqi woman was among those killed.

"The disturbing events indicate an increasingly untenable security environment at Al-Hol," it added.

The camp had already witnessed several security incidents in recent months, sometimes involving IS supporters.

These have included escape attempts and attacks against guards or staff employed by NGOs, sometimes with knives, other times with firearms.

duvaR.english  
Turkey's own independent gazette

January 26, 2021

## Council of Europe head warns Turkey that Kavala's release is a 'binding legal requirement'

The Council of Europe's Secretary-General Marija Pejcinovic Buric has warned Turkey that compliance with the ECHR ruling on the case of Osman Kavala is not "a kind request," but rather "a binding legal requirement." She also said that Turkish authorities' refusal to release renowned activist is "utterly wrong."

**M**arija Pejcinovic Buric, the head of the Council of Europe, Europe's leading human rights organization, has said that Turkey's refusal to release renowned activist is "utterly wrong." Addressing a hybrid session of the Parliamentary Assembly on Jan. 25, she said that compliance by member states with rulings of the European Court of Human Rights (ECHR) was not a "kind request," but a "binding legal requirement."

Buric recalled that the Council of Europe Committee of Ministers, tasked with monitoring the implementation of ECHR judgments, has been regularly monitoring the Kavala case and the Committee had urged Turkey to release the renowned activist from jail in an interim resolution adopted on Dec. 3, 2020.

Kavala was first detained in October 2017, remanded in



Council of Europe's Secretary-General Marija Pejcinovic Buric (L) and renowned philanthropist Osman Kavala are seen in this collage photo.

pre-trial detention on Nov. 1, 2017 and has been behind bars ever since. In February 2020, he was acquitted of all charges in the Gezi trial. In October 2020, a new prosecution accusing him of attempting to overthrow the constitutional

order and espionage was accepted by an Istanbul court.

In 2019, the ECHR found that Kavala's extended detention had an "ulterior purpose, namely to reduce him to silence as an NGO activist and human

rights defender, to dissuade other persons from engaging in such activities and to paralyze civil society in the country" and violated the European Convention on Human Rights, a ruling which was confirmed in May 2020.

## Demirtaş's lawyer asks Turkey's ECHR attorney his opinion about Ankara's non-compliance with rulings

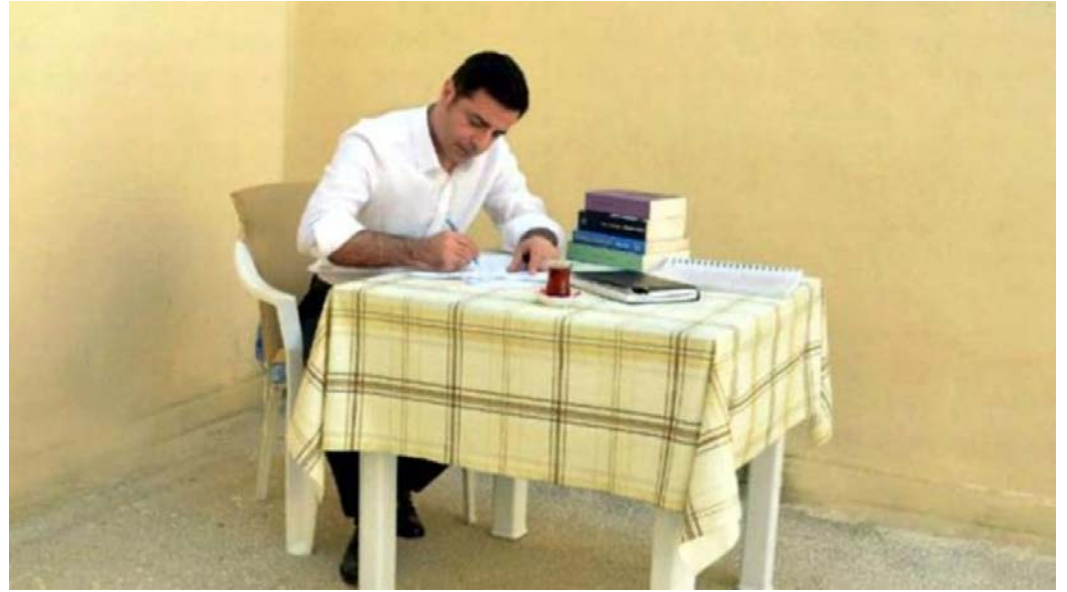
One of the attorneys for former HDP co-chair Demirtaş asked the lawyer who represented Ankara in Demirtaş's case in the European Court of Human Rights (ECHR) what he thought about the Turkish state's failure to comply with the top court's rulings. Most recently, Erdoğan said that the ECHR ruling calling for Demirtaş's immediate release didn't bind the domestic judiciary.

**P**ro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) former co-chair Selahattin Demirtaş's attorney asked the law professor who represented Ankara in the European Court of Human Rights (ECHR) what he thought about the Turkish government's failure and refusal to comply with the top court's ruling urging Demirtaş's immediate release.

Demirtaş has been detained since Nov. 4, 2016 despite his acquittal from the initial charges against him, a ruling by the Turkish Constitutional Court and two ECHR rulings calling for his release.

Most recently, President Recep Tayyip Erdoğan said that ECHR rulings didn't bind Turkish courts, prompting outrage both nationally and internationally.

"Mr. Talmon, You represented Turkish government on Demirtaş case before the ECHR. Turkish gov't declared that ECHR decisions cannot bind the domestic law



in TR. Please forgive my curiosity, what do you think about it? Best regards," said attorney Mahsuni Karaman of the Diyarbakır Bar Association.

Karaman also made a joke that got lost in translation: "Kestane kebab, rush response," rhymes in Turkish, and is a whimsical way of asking for a swift response to an inquiry.

Demirtaş has become the subject of multiple other indictments since the initial one, prolonging his imprisonment to the point that it was declared to be a violation of his human rights by top courts.

Animosity toward and antagonization of Demirtaş are common elements in the political rhetoric of Erdoğan, the ruling Justice and Development

Party (AKP) and ruling alliance partner Nationalist Movement Party (MHP).

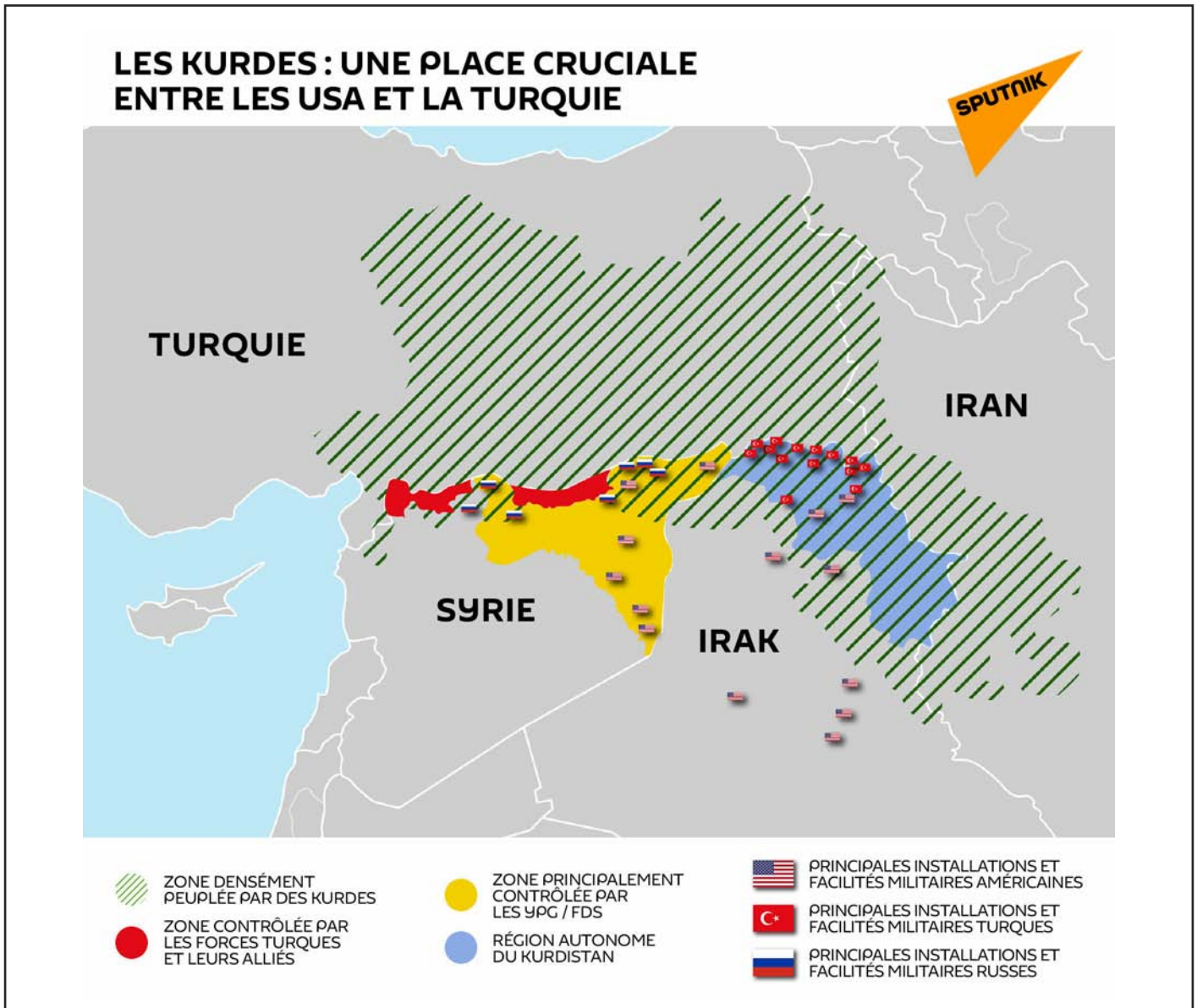
Demirtaş and the Kurdish political movement, as well as the Kurdish community in Turkey, are often portrayed to be related to terrorist activity by Ankara, as thousands have been prosecuted for being associated with the Kurdistan Workers' Party (PKK).





27-01-2021  
Par Louis Doutrebente

# En territoire kurde, Washington et Ankara avancent leurs pions, jusqu'au choc?



**P**ar ses offensives contre les Kurdes du PKK, la Turquie s'est projetée territorialement au-delà de sa frontière sud. Dans le nord de l'Irak donc, Ankara dispose désormais d'une quinzaine d'installations militaires et tente de supprimer les bases arrière du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En Syrie, la Turquie

s'est approprié une large bande territoriale, aux dépens des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), en partie composées de factions du YPG, la branche armée du PKK en Syrie.

Or, les ambitions turques pourraient se frotter à la puissance américaine, encore présente

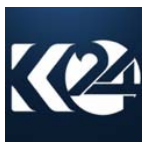
dans ces zones depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden. Le 47e Président américain s'est avéré un ardent défenseur de la cause démocratique kurde et un fervent critique de la politique d'Erdogan.

Et c'est sans compter sur les troupes russes, solidement campées dans la région, qui

permettront aussi à la Russie d'avoir son mot à dire sur la question kurde, permettant à Moscou de continuer à jouer son rôle d'arbitre entre Damas, Washington et Ankara.

Ne manquez pas, ce soir à 18h sur la chaîne YouTube de Sputnik, le nouvel épisode de Lignes Rouges sur ce sujet.





27-01-2021  
By Wladimir van Wilgenburg

## Germany calls on Turkey to release Kurdish leader Demirtas

### ERBIL (Kurdistan 24) –

The German government on Wednesday called on Turkey to release Kurdish opposition politician Selahattin Demirtas in accordance multiple rulings of the European Court of Human Rights (ECHR).

Demirtas remains jailed despite two of the court's rulings in favor of his release.

"The ECHR has found that Turkey is violating the ECHR by imprisoning Selahattin Demirtas and is acting out of political motives," wrote State Secretary of the Federal Foreign Office Miguel Berger in response to a question from German Parliament (Bundestag) Member Helin Evrim Sommer of the Left Party.

"The German government has urged Turkey to release him immediately and will continue to work in the bodies of the Council of Europe to urge Turkey to implement the judgments of the ECHR."



Selahattin Demirtas, jailed former co-leader of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). (Photo: Archive)

Ankara has been trying to improve its relations with EU countries after years of tensions over the drilling for natural gas in the East Mediterranean and human rights violations in Turkey. However, there is so far no sign of meaningful improvement in the realm of human rights.

Sommer told Kurdistan 24 that Demirtas is being used as a political hostage of the Turkish government.

"It is to be welcomed that the political motivation of his imprisonment is recognized and that the German government for the first time emphasized that they pressured the Turkish government for his immediate release. But this is not enough," she said.

"There must be no concessions in the form of the modernization of the customs union or trade facilitation vis-à-vis the (Turkish president) Erdogan regime as long as Turkey does not under-

take to comply with the rule of law and human rights. This includes the immediate release of Demirtas and all political prisoners in Turkey."

The EU parliament has also called for the immediate and unconditional release of Demirtas, detained now for more than four years by Turkish authorities.

Since the collapse of a peace process between the Turkish government and the Kurdistan Workers' Party (PKK) in 2015, some 16,300 HDP members have been detained with 3,500 of them receiving prison sentences, party officials told the Mezopotamya news agency in November 2019.

Turkish police arrested Demirtas along with 10 other lawmakers in simultaneous night raids across several provinces on Nov. 4, 2016, with serious charges of terrorism and "separatism" being made, based on various public speeches they had delivered in the past.



avec AFP  
Le 28 janvier 2021

## Le pape rencontrera le grand ayatollah lors de sa visite prévue en Irak

Il n'apparaît jamais en public et reçoit très rarement des visiteurs. Le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité musulmane chiite d'Irak, va rencontrer le pape François, lors de la visite exceptionnelle de ce dernier dans ce pays, annoncée pour début mars.

Cette « rencontre privée » se tiendra à la résidence de l'ayatollah Sistani dans la ville sainte chiite de Najaf, au sud de Bagdad, a déclaré à l'AFP le cardinal Louis Raphaël Sako, patriarche de l'Eglise catholique chaldéenne d'Irak.

Agé de 90 ans et figure tuté-

laire de la politique irakienne, Ali Sistani délivre ses sermons aux prières hebdomadaires du vendredi par le biais d'un de ses représentants.

Le cardinal Sako a dit espérer que les deux dignitaires religieux signeraient le document « sur la fraternité humaine » en

vue de la paix dans le monde, lors de la visite historique du pape François en Irak prévue du 5 au 8 mars, un déplacement sans précédent pour un souverain pontife.

**Un texte déjà signé avec l'islam sunnite**

Ce document a été conclu en février 2019 à Abou Dhabi par le pape et cheikh Ahmed al-Tayeb, le grand imam de l'institution de l'islam sunnite Al-Azhar, basée au Caire. Sa signature par l'ayatollah Sistani signifierait « l'approbation de la seconde majeure communauté de l'islam de ce document historique », selon le cardinal.

Le texte appelle en particulier à la liberté de croyance et d'expression, à la protection des lieux de culte et prône audacieusement une pleine citoyenneté pour les « minorités » discriminées.

**En se rendant aux Emirats arabes unis**, le pape François avait été le premier chef de l'Eglise catholique à fouler le sol de la péninsule arabique qui fut le berceau de l'islam.

### Entre les violences et l'épидémie, une visite menacée

Le dialogue interreligieux est au coeur de la visite en Irak du chef des 1,3 milliard de catholiques. Les clergés chrétiens et chiites disent discuter de longue date ensemble de cette question mais certains de leurs membres préviennent qu'un accord pourrait nécessiter plusieurs rencontres avant de voir le jour.



Le pape François, le 27 janvier au Vatican. VATICAN MEDIA / AFP

Le déplacement du pape pourrait être néanmoins annulé, tant **en raison du contexte sanitaire mondial** que d'une possible **flambée des violences en Irak**, un pays secoué depuis 40 ans presque sans interruption par des conflits.

Si la visite a lieu comme prévu, le souverain pontife, **récemment vacciné contre le Covid-19**, célébrera des messes à Bagdad, dans une cathédrale visée par un attentat sanglant en 2010, et dans un stade d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien (nord), **où sont réfugiés de nombreux chrétiens** ayant fui les exactions du groupe djihadiste Etat islamique (EI).

Pour ces rassemblements, « des précautions seront prises

», a dit le cardinal Sako. L'Irak recense désormais par jour moins de 10 morts du Covid-19 et quelques centaines de contaminations, contre des milliers il y a quelques mois.

Le pape participera également à une prière interreligieuse à Ur (sud), berceau d'Abraham, en compagnie de dignitaires chiites, sunnites, yazidis et sabéens.

### « C'est l'anarchie en Irak, l'Etat officiel est très faible »

Cette visite est, selon le cardinal, « un réconfort et un espoir » **pour les chrétiens d'Irak**, qui représentaient 6 % de la population en 2003 et sont aujourd'hui moins de 1 % des 40

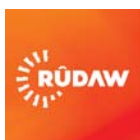
millions d'Irakiens, du fait de vagues d'exil au gré des violences et conflits.

« C'est l'anarchie en Irak, l'Etat officiel est très faible », a ajouté le prélat, plaidant pour protéger la « citoyenneté » des chrétiens, qui se disent sans protection face aux différents groupes armés du pays.

« La vengeance et le système tribal, c'est le Moyen-Age. S'il y a un différend, il faut faire un procès, pas lancer une vengeance tribale », a-t-il ajouté, dans ce pays gangrené par la corruption et où les armes sont partout.

Depuis l'invasion américaine qui a renversé le président Saddam Hussein (2003-2011), **les chrétiens se disent victimes de discriminations**. Les leviers politiques et économiques du nouveau pouvoir ont été répartis entre les chiites, majoritaires en Irak, les sunnites et les Kurdes, majoritairement sunnites.

La percée de l'EI de 2014 n'a fait qu'ajouter **au calvaire des chrétiens d'Irak** : beaucoup ont été poussés à l'exil et des milliers de familles sont toujours déplacées.



Rudaw  
January 28, 2021  
By Khazan Jangiz

## 16 Kurds 'kidnapped and tortured' in Syria's Afrin: watchdog

### ERBIL, Kurdistan Region —

Sixteen people, including two minors, were kidnapped and tortured in Afrin's village of Kakhara by a Turkish-backed Syrian armed group on Wednesday, a human rights organization reported.

Members of al-Amshat, a militia group part of the Turkey-backed Free Syrian Army (FSA), that control the village of Kakhara in the Afrin countryside, "raided and searched the homes of the indigenous Kurds under the pretext of them having burned a security official's

car" after they imposed a curfew on the village, spokesperson for the Afrin-based Human Rights Organization Ibrahim Sheiko told Rudaw's Khalid Jamil on Wednesday.

The organization claims that the car "was partially burned due to internal conflict between

their [militia] members over stolen items."

Two of those abducted were released later in the day, but are "now in critical condition and a coma, because of the severe torture and bad conditions" they were held in, the organization added.

The others were also **released** early Thursday morning “due to media pressure.”

Afrin was under the control of Kurdish forces from the start of the Syrian uprising in 2011 until March 2018. Turkey and its Syrian proxies invaded the Kurdish-majority enclave of Afrin in March 2018 with the stated aim of removing Kurdish forces on its borders.

Turkish-backed groups have been widely accused of human rights violations against Afrin’s locals, including kidnap, looting and extortion.

Accusations in the area, **including** land theft, have rung out since the invasion, dubbed Op-



The security official's car that was damaged, leading to the arrest of 16 Kurds in Afrin. January 27, 2021. Photo: submitted to Rudaw

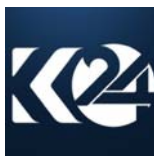
eration Olive Branch. Human rights groups and the United Nations have published reports

detailing arbitrary arrests, detention and pillaging, among other violations.

Amnesty International **re-****ported** that “Afrin residents are enduring widespread human rights violations, mostly at the hands of Syrian armed groups equipped and armed by Turkey.”

In its annual **report** for 2019, rights group Amnesty International documented a “wide range of abuses” against Afrin’s civilians at the hands of Turkish-backed groups, including the arbitrary detention of more than 50 locals.

Since January 2021, nearly 100 people have been arrested, including women and children, Sheikho told Rudaw’s Omer Kalo on Wednesday.



January 29, 2021  
By Wladimir van Wilgenburg

## 877 civilians arrested in Syria’s Afrin by Turkish-backed forces in 2020: Rights group

**ERBIL (Kurdistan 24) -**

According to a report released earlier this week by a human rights organization, at least 877 civilians throughout 2020 were arrested by Turkish-backed militias and Turkish intelligence in the Afrin region of northern Syria.

This comes despite promises by the Syrian opposition to investigate and stop abuses by Turkish-backed groups in areas occupied by Turkey and its proxy militias, such as Afrin, Tal Abyad, and Ras al-Ain (Serekaniye).

“Throughout 2020, Syrians for Truth and Justice (STJ) has documented the arrests, detentions, and

forced disappearances carried out across the Syrian/Kurdish Afrin region, as perpetrated by armed groups and security services—the military and civil police—of the Syrian National Army (SNA),” the report read.

“At least 877 arrests were verified as have been conducted primarily by 24 parties, including opposition armed groups and security apparatuses. The Turkish Intelligence is also complicit in some of these arrests.”

The group added that, of the nearly 900 civilians known to have been detained, only 420 of them have been released. The location and status of the remaining 457 individuals is not publicly known.

“Furthermore,” it continued, “eight children and 70 women were arrested. Only four children and 18 women were released; the other four children and 52 women remain detained without the slightest hint as to their whereabouts,” the report concluded.

STA Executive Director Bassam al-Ahmad told Kurdistan 24 that, over the final two months of 2020, the overall number of arrests increased. When rebel groups were fighting in Nagorno-Karabakh on behalf of Azerbaijan and Turkey, however, they decreased.

“So, if those groups go to Azerbaijan, they don’t have time to arrest people, but when they return to Syria,

they need money again and arrests goes up (in Afrin) for ransom and money. This is the case, unfortunately,” he said.

He added that Turkish-backed groups are used by Turkey to fight Kurds and they also “take money and try to kick them (Kurds) out of their lands.”

Three years have passed since Turkey and Turkish-backed groups launched the so-called “Operation Olive Branch” on Jan. 21, 2018, resulting in Ankara’s control of the region amid widespread accusations of war crimes, including intentional ethnic cleansing, kidnapping for ransom, and gender-based violence (GBV).



In a report published in March, the UN Commission of Inquiry on Syria found that there are reasonable grounds to believe that Turkish-backed groups “perpetrated the war crime of murder and repeatedly committed the war crime of pillaging, further seriously contravening the right to enjoyment of possessions and property.”

The UN body concluded that “if any armed group members were shown to be acting under the effective command and control of Turkish forces, these violations may entail criminal responsibility for such [Turkish] commanders who knew.”

In the last few weeks as



well, a number of civilians were arrested or kidnapped in Afrin.

According to a report by the UK-based Syrian Observatory for Human Rights

(SOHR) on Wednesday, this included a deaf woman with special needs.

## Kurdistan au féminin

31 janvier 2021

La Kurdistan à travers le regard féminin

# SYRIE. Les forces du régime syrien attaquent les forces kurdes à Hasakah

SYRIE / ROJAVA – Les tensions entre les forces du régime syrien et l’administration kurde de la ville d’Hasaka de ces dernières semaines se sont transformées en affrontements armés. Ce matin, la milice de la défense nationale affiliée au gouvernement syrien a attaqué les forces de sécurité intérieure dans le quartier Marsho d’Hasakah. On signale deux morts et des blessés, y compris des civils.

Cette attaque fait suite aux précédentes tentatives des milices de la défense nationale de perturber la paix et la sécurité à Hasaka et à Qamishlo, dans le nord-est de la Syrie alors que la région d’Ain Issa est la cible d’attaques et de menaces ouvertes de la part



de la Turquie et des groupes de mercenaires affiliés, ainsi que des notables tribales de Deir Ezzor. (Via ANHA)

Le commandant des Forces démocratiques syriennes,

Mazloun Abdi déclare que le siège imposé aux forces de sécurité du régime à Hasakah et Qamishli était une réponse au gouvernement syrien qui les menace de lancer une action militaire contre la Syrie du

Nord et de l’Est et au siège que le régime a imposé aux régions d’Al-Shahba et aux quartiers kurdes de la ville d’Alep, Hayy al-Sheikh Maqsoud al-Ashrafiyya, en plus d’arrestation de civils membres des familles des Forces démocratiques syriennes et d’Asayish. Il a ajouté que l’affaire qui les a poussés à prendre ces mesures contre les forces gouvernementales syriennes était basée sur les raisons évoquées.

Hier, le régime syrien avait appelé ses partisans d’Hasakah à manifester ce dimanche matin contre l’administration kurde de la ville qui avait de son côté appelé la population à ne pas tomber dans le piège du régime qui tente de créer du chaos dans une région menacée par l’invasion turque.



## « Irak, destruction d'une nation », sur France 5 : une tragédie en quatre actes

Un documentaire événement explique comment quarante ans de dictatures et de guerres ont obéré l'avenir de cette puissance pétrolière.

**S**i personne n'a oublié les attentats du 13 novembre 2015, notamment aux abords du Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où trois hommes se sont fait exploser, qui se souvient que le premier d'entre eux était irakien ?

La question, posée en introduction d'*Irak, destruction d'une nation*, rappelle que l'histoire de cette puissance pétrolière est intimement liée à la France. En particulier depuis l'émergence, dans les années 1970, de Saddam Hussein sur la scène politique nationale. Le réalisateur de cette série documentaire en quatre parties, Jean-Pierre Canet, a choisi la figure du raïs comme fil conducteur pour retracer les quarante ans – deux guerres, un blocus et deux dictatures – qui ont mené l'Irak au chaos. « L'Allié », « L'Adversaire », « Le Condamné », « Le Fantôme » : ces quatre épisodes passionnants, programmés à la suite,

s'appuient sur des témoignages exceptionnels.

Le réalisateur a ainsi retrouvé Mokdad Al-Sabaawi,

cheikh de la tribu Sabaawi, au visage encore juvénile, qui se souvient bien du jeune Ammar Al-Sabaawi, un des kamikazes de Saint-Denis. Il était originaire de Mossoul, avait 18 ans et appartenait à sa tribu, dont il avait été banni. Mohammed Zaki, la cinquantaine, est commerçant à Mossoul, dans le quartier où Ammar est né. Enfant, il l'a connu vivant et joyeux, quand « *entre voisins, chrétiens ou musulmans, on cohabitait comme des frères* ». Cet ancien militaire regrette qu'il n'y ait pas un homme « *comme Saddam* » à la tête de l'Irak.

De nombreux hauts respon-

sables politiques locaux ont également accepté d'être interrogés, tel [Massoud Barzani](#), président du Kurdistan irakien entre 2005 et

2017, ou encore Oussama Al-Noujaïfi, leader sunnite et vice-président irakien de 2016 à 2018.

### Opération « Tempête du désert »

Le documentariste revient longuement sur l'opération « Tempête du désert », menée, en 1990, par les Américains et leurs alliés, pour contrer l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, avec les témoignages, côté français, de Roland Dumas (ministre des affaires étrangères de 1988 à 1993) et Jean-Pierre Chevènement (ministre de la défense entre 1988 et 1991).

Côté américain, le lieutenant général Buster Glos-son explique, fièrement, comment il a conçu l'intervention autour de l'avion furtif F-117. Paul Bremer, ancien administrateur de la coalition en Irak (2003-2004), ou encore Douglas Feith, sous-secrétaire à la défense entre 2001 et 2005, viennent également égrener leurs souvenirs, confronter leurs points de vue. Certains témoignages sont poignants, d'autres révoltants. Notamment lorsque est rappelé, à l'évocation de l'« affaire des couveuses » (sur de faux témoignages prétendant que des Irakiens auraient tué des bébés à la maternité de Koweït-City), jusqu'où est allée la propagande des autorités américaines pour convaincre l'opinion du bien-fondé du déclenchement de l'opération.

*Irak, destruction d'une nation*, réalisé par Jean-Pierre Canet (Bel./Sui./Fr., 2020, 4 x 52 min). En replay pendant 60 jours sur [France.tv](#).

# Turkey Offers Uncertain Refuge for Iranians Fleeing Persecution

An abduction and a murder have scared dissidents seeking shelter in Turkey into looking further afield for safety.

ISTANBUL —

He is American, she is Iranian and they live together in a small seaside town in Turkey. Yet what they hoped would be an idyll has become a living nightmare.

Fatemeh Khoshro said her phone buzzed constantly with threatening messages, and that she and her fiancé, Nicolas Aryan, are harassed by men they believe are agents of Iran's government. Their fears have been heightened by a kidnapping and a murder of Iranian dissidents in Turkey in recent months.

"We are really afraid," said Ms. Khoshro, who fled Iran after she was imprisoned and beaten for taking part in a street protest against rising fuel prices. "We just go to the nearest supermarket and come back. There are some men who cover their faces and come into the building and bang on our door."

Turkey has for decades been the first refuge for many Iranians who either cross the border illegally or use the no-visa policy for visitors.

Thousands have arrived as refugees since a crackdown against democracy protests in 2009. The United Nations refugee organization had registered nearly 40,000 Iranians seeking [international protection](#) in Turkey by 2017. Since then, the Turkish government has taken over registration of international migrants; it reported that 1,425 Iranians sought protection in Turkey last year.



Fatemeh Khoshro, and her fiancé, Nicolas Aryan, in their apartment in Turkey. Ms. Khoshro fled Iran after being imprisoned and beaten for taking part in a street protest. She was photographed over an internet connection. Credit... Tara Todras-Whitehill for The New York Times

In recent months, some Iranian dissidents appear to have been targeted by the Iranian government.

A prominent Iranian opposition figure, Habib Chaab, was abducted and forcibly repatriated

from Turkey to Iran in October, a senior Turkish official said last week. Investigators concluded that he was lured from his home in Sweden to Turkey by Iranian intelligence agents, and then drugged and smuggled across the border by a drug-trafficking



Ruhollah Zam, left, who ran an opposition social media channel, on trial in Tehran in June last year. He was abducted in Iraq and returned to Iran, where he was executed. Credit... Wana News Agency/Via Reuters

group, the official said, speaking anonymously according to official protocol.

Another activist, Arsalan Rezaei, was stabbed to death in Istanbul in December. Although it remains unclear who was behind his murder, activists who knew him say he was receiving threats from agents of the Iranian government.

Activists are particularly concerned about what might happen to dissidents being taken back to Iran. Ruhollah Zam, who ran a popular opposition social media channel from exile in France, was lured to Iraq, where he was abducted and returned to Iran. He was [executed by hanging](#) last month.

Alireza Miryousefi, minister and head of the media office at the Iranian mission to the United Nations, described as "preposterous" the idea that Iranians were scared of their own government.

"Iranians — wherever they are in the world — love their homeland and the overwhelming majority of them are on good terms with their government," he wrote in an emailed statement. He said allegations of extrajudicial killings were unfounded but that Iran did request extradition of people who had been found guilty by an Iranian court.

The Morning: Make sense of the day's news and ideas. David Leonhardt and Times journalists guide you through what's happening — and why it matters.

He did not confirm or deny



Migrants in the Lake Van region of Turkey walking away from the Iranian border in August last year. Turkey is host to the largest concentration of refugees in the world. Credit... Bulent Kilic/ Agence France-Presse — Getty Images

whether Iran had played a role in the abduction of Mr. Chaab.

Turkey, which under President Recep Tayyip Erdogan has sought to maintain good relations with Tehran, has an extradition agreement with Iran and has generally deported Iranians who have crossed the border illegally or do not have residency permits.

There are signs, nevertheless, that Turkey is acting with more circumspection since Mr. Chaab was abducted and since women's groups in Turkey have mounted social media campaigns in support of Iranian activists, said Levent Piskin, a Turkish lawyer who represents Ms. Khoshro and several other Iranians who fled the country recently.

"They are trying to be more gentle, more caring," he said, describing the Turkish government's reaction to the women's groups' campaigns. "It is not a policy shift but they have to be more careful."

The fate of an Iranian journalist who was arrested in eastern Turkey on Jan. 18 after illegally crossing the border from Iran to avoid imprisonment was a case in point.

The New York-based Committee to Protect Journalists has called on Turkey not to deport the journalist, Mohammad Mosaed. In November, he had been awarded the organization's Inter-

national Press Freedom Award; he fled his country after receiving orders to go to prison.

A senior Turkish official confirmed that Mr. Mosaed had been detained and hospitalized because of poor health. Mr. Mosaed identified himself as a journalist and applied for international protection, the official said, ruling out his deportation.

"Turkey, in line with her international obligations, strictly complies with the principle of non-refoulement," Hami Aksoy, a Turkish foreign ministry spokesman, said in a statement when asked for comment, referring to the repatriation of people to countries where they might face persecution.



"I wake up screaming on my own," said Somayeh Ramoz, 38, an Iranian activist who is in hiding in Turkey. She was photographed over an internet connection. Credit... Tara Todras-Whitehill for The New York Times

Despite Turkey's assurances, Iranian activists and dissidents in the country say they are worried about their future.

Somayeh Ramoz, 38, an activist who is also represented by Mr. Piskin, is in hiding in Turkey after she said she received threats from Iranian intelligence agents. A hairdresser from the southern town of Abadan, she was part of an underground group supporting a return of a constitutional monarchy in Iran that organized protests in 2017. She escaped to Turkey three months ago.

In Iran, she was detained last year for three months and beaten so badly under interrogation that she sustained an injury to her liver, her lawyer confirmed. Then, she said, a guard sexually assaulted her. "Day and night I have nightmares about that," she said. "I wake up screaming on my own."

She was released on bail on July 31, court documents show. Ms. Ramoz said she was living in a small town on Turkey's northern coast and had received threats online and in person.

She said she has heard people speaking Persian outside her door and one night someone tried to break into her apartment. "I was very scared, thinking that they might shoot me."

Of the dissidents living abroad, nationals of other countries with Iranian heritage have been particularly targeted, said Sanam Vakil, deputy director of the Middle East and North Africa Program at the British research institute Chatham House.

"Dual nationals without a doubt are pressured for leverage on Western countries," she said.

Mr. Aryan, 51, an American of Iranian origin, falls into that category. He even bought a house in Turkey hoping to live there with Ms. Khoshro after their online romance blossomed into a relationship three years ago.

But since Ms. Khoshro, 31, was detained during a visit to her

family in Iran last year, and suffered beatings, threats and sexual assault during more than 60 days of imprisonment, she said, the couple have lived in fear of Iranian intelligence.

A law graduate from the provincial town of Khorramabad, Ms. Khoshro describes herself as an animal-rights activist.

She attended street protests but only ran into trouble with the law after beginning a relationship with Mr. Aryan. He is himself a refugee from Iran; he said he was detained and tortured as a 19-year-old and eventually found refuge in the United States in 2001.

But it was his work as an interpreter in Iraq for the Department of Defense from 2006, when the U.S. military was fighting Iran-backed militias, that he says has marked him as an enemy in the eyes of the Iranian government.

While imprisoned, Ms. Khoshro said she was repeatedly interrogated about Mr. Aryan and shown photographs of the two in Turkey.

She was made to undress and threatened with rape if she did not cooperate, she said. She said she was forced to record a confession and then told to rejoin Mr. Aryan in Turkey, drug him and lead Iranian operatives to him so they could abduct him. A court verdict dated Dec. 20 shows she was sentenced to a year in prison and 74 lashes.

Since arriving in Turkey she has refused to carry out the orders and has suffered a torrent of abuse in text messages from her interrogator. Since a fiancé visa to the United States can take months, her lawyer, Mr. Piskin, is urging the couple to apply for asylum for her in Western Europe.

Ms. Khoshro is unsure what to do.

"I lost my ability to make decisions," she said. "I know if I go back I have to pay a high cost."